

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION MUNICIPALE D'AVIGNON

à la fin de l'ancien régime

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Politiques)

PAR

AUGUSTE BARTHÉLEMY

AVIGNON
IMPRIMERIE-PAPETERIE RULLIÈRE FRÈRES
1, Rue Collège-du-Roure, 1

1921

L'ORGANISATION MUNICIPALE

D'AVIGNON

A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VALERY, Doyen, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.
MOYE, professeur de Droit international public, assesseur.
CHARMONT, professeur de Droit civil (en congé).
MORIN, professeur de Droit civil.
DONNEDIEU DE VABRES, professeur de Droit criminel.
BECQUE, professeur de Droit civil.
DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit administratif.
ROCHE-AGUSSOL, agrégé d'Economie politique.
BASTID, chargé de cours de Droit constitutionnel.
DIJOL, chargé de cours de Procédure.
VINCENT, chargé de cours de Droit romain.
BOSC, chargé de cours de Droit civil.
SURET, chargé de cours d'Economie politique.
GUENOUN, chargé de cours de Droit romain.
VIALLETON, chargé de cours de Droit civil.
VIGIE et BREMOND, doyens honoraires.
LABORDE, professeur honoraire.
CHAUSSE, professeur honoraire.
ROCHETTE, secrétaire.

MEMBRES DU JURY

MM. MOYE, *Président*.
VINCENT }
GUENOUN } *Membres.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION MUNICIPALE D'AVIGNON à la fin de l'ancien régime

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Politiques)

PAR

AUGUSTE BARTHÉLEMY



AVIGNON

IMPRIMERIE-PAPETERIE RULLIÈRE FRÈRES

1, Rue Collège-du-Roure, 1

1921



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555614_0189

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES MANUSCRITES

a) Archives municipales d'Avignon

1° GRANDES ARCHIVES. Actes réunis au début du XVIII^e siècle par Claude Pintat, secrétaire de la ville (1726-1732), qui les a classés, inventoriés et mis en boîtes distinctes connues sous le nom de : *Série des boîtes*.

Le classement et l'analyse des pièces relevés sur un catalogue dit : *Catalogue de Pintat*, a donné, après avoir été repris, révisé et complété par M. L. Duhamel, archiviste du département, l'*Inventaire sommaire des archives municipales d'Avignon antérieures à 1790*, actuellement en cours de publication.

Les onze premières feuilles imprimées à ce jour sont communiquées au public et nous y avons trouvé, entre autres, l'analyse du contenu des boîtes 7 et 8, les plus intéressantes pour notre travail, intitulées : *viguiers, consuls, assesseur et conseillers*.

2° SÉRIE AA, contenant les actes constitutifs et politiques de la commune.

3° SÉRIE BB : 1° Délibérations du conseil de la ville réunies en 60 registres.

2° Délibérations des assemblées consulaires.

3° *Sommaire ou analyse des principales délibérations du conseil* depuis 1372 jusqu'à 1600. Ce sommaire rédigé par Claude Pintat (3 volumes manuscrits avec tables alphabétiques) ainsi que la suite (2 volumes également avec table) allant de 1600 à 1696, facilitent grandement les recherches et permettent de retrouver avec rapidité, dans les délibérations antérieures au XVIII^e siècle, les sujets particuliers auxquels il a été utile de se reporter.

4° SÉRIE CC : Comptes du trésorier de la ville et pièces justificatives.

b) Bibliothèque d'Avignon

Cette bibliothèque, qui est celle du Musée Calvet, très riche en ressources tout à fait locales, possède dans les nombreux recueils de

manuscrits des ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles, classés et catalogués par M. Labande, ex-conservateur du Musée, des collections fort curieuses où les pièces manuscrites se mêlent aux imprimés pour former un ensemble de la plus haute valeur historique.

Les manuscrits consultés ont été les suivants :

Mss. n^{os} 2785-2786 : *Dissertations sur l'histoire d'Avignon*, par Thomas Teyssier (de valeur douteuse et sans références).

Mss. n^{os} 2503-2504-2505-2506 : *Organisation municipale d'Avignon, dans le Comtat Venaissin, Histoire des Statuts, Rapports et Notes*, de V. Chambaud, ancien bibliothécaire. (Préparation très intéressante et appuyée de nombreuses références, d'un travail inachevé destiné à constituer un rapport officiel au ministre de l'Instruction publique).

Ms. n^o 2493 : *Journal de Coulet*, maître taffetassier d'Avignon (document naïf contemporain de l'époque révolutionnaire).

Ms. n^o 2796 : *Histoire manuscrite de la ville d'Avignon*, T. II, par C.-A. Fransoy, jurisconsulte (1818).

II. — SOURCES IMPRIMÉES

a) Archives municipales d'Avignon

Statuts de la cité d'Avignon, avec la convention d'icelle — latin et français, — réimpression de 1698, Avignon (chez Philippe Offray).

Inventaire sommaire des archives communales de la ville d'Avignon antérieures à 1790, par L. Duhamel, archiviste du département de Vaucluse, in-4^o, 1906.

b) Bibliothèque d'Avignon

COHELLI (Jacobi) : *Commentaria in bullam X Clementis papæ de bono regimine*, Lyon, J. A. Cramer et P. Perachon, 1699, in-folio.

FANTONI CASTRUCCI (Séb.) : *Istoria della città d'Avignone et del Comtado Venesino*, 1678, 2 tomes in-8^o.

(Sans nom d'auteur) : *Code Durini ou Recueil des réglemens et ordonnances de S. E. Mgr Ange Marie Durini*, Avignon, Jean Joseph Niel, 1776, in-4^o.

(Sans nom d'auteur) : *Mémoires sur la Révolution d'Avignon et du Comtat Venaissin*, Rome 1793, 2 vol. in-4^o.

COLLECTION DE MASSILIAN (Mouitte) : Mss. n^{os} 2443-2447-2448.

FONDS CHAMBAUD : Mss. n^{os} 2522-2536-2537.

COLLECTION REQUIEN : Mss. n^{os} 2808-2813-2820-2827-2828-2777-2781-2784-2924-2957.

COLLECTION CORENSEN : Mss. n^{os} 2065-2067

NOTE. — Que l'on ne s'étonne pas de trouver ci-dessus l'indication d'un classement semblant concerner des manuscrits ; cette qualification de manuscrit a été adoptée à la Bibliothèque d'Avignon parce que parmi la presque totalité des pièces imprimées constituant les recueils des collections dont il est question, sont intercalées quelques pièces ou annotations manuscrites.

III. — TRAVAUX D'HISTOIRE

Ouvrages imprimés

ACHARD (F.) : *La municipalité et la République d'Avignon aux douzième et treizième siècles*, 1872, in-8°.

BLÉGIER DE PIERREGROSSE (Comte de) : *Recherches historiques sur les vicomtes d'Avignon, à l'occasion de quatre chartes inédites relatives à ces vicomtes*, 1839, in-4°.

BOUCHE (C. F.) : *Essai sur l'histoire de Provence*, suivi d'une notice des Provençaux célèbres, 1785, 2 vol. in-4°.

BRY (M. I.) : *Les Vigueries de Provence*. aperçu de leur histoire jusqu'à la fin du quinzième siècle ; leur organisation et leur rôle aux dix-septième et dix-huitième siècles, 1910, in-8°.

CHARPENNE (P.) : *Histoire des réunions temporaires d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France*, 1886, 2 vol. in-8°.

— *Histoire de la Révolution dans Avignon et le Comtat et leur réunion définitive à la France*, T. I. (seul publié) 1892, in-8°.

DAVID (Marcel) : *De l'organisation administrative, financière et judiciaire du Comtat Venaissin sous la domination des papes (1229-1791)*, 1912, in-8°.

DOGNON (Paul) : *Les institutions politiques et administratives du pays de Languedoc du treizième siècle aux guerres de religion*, 1895, in-8°.

DUHAMEL (L.) : *Les Etats Provinciaux du Comtat Venaissin au XV^e siècle* (dans : *Annuaire du département de Vaucluse*, année 1892).

- *Avignon au XVIII^e siècle*. — Topographie, organisation générale, corporations, industrie, commerce (dans : *Annuaire du département de Vaucluse*, année 1911).
- DUPONT-FERRIER (G.) : *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées et les institutions monarchiques en France à la fin du Moyen-Age*, 1902, in-8° (p. 617 : la Provence).
- DUPRAT (Eug.) : *Essai sur l'histoire politique d'Avignon pendant le haut Moyen-Age (406-879)*, dans : *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*, 1918, p. 27 (tiré à part).
- FAUDON : *Essai sur les institutions politiques, judiciaires et administratives d'Avignon et du Comtat Venaissin sous la domination des Papes*, 1867, in-8°.
- FORNERY (Joseph) : *Histoire du Comté Venaissin et de la ville d'Avignon*, 1909, 3 vol. in-8°.
- GIRARD (Joseph) et PANSIER (D^r P.) : *Les statuts d'Avignon de 1441*, dans : *Les Annales d'Avignon et du Comtat Venaissin*, 1914, pp. 145-216.
- *La cour temporelle d'Avignon aux XIV^e et XV^e siècles*, 1909, in-8°.
- HALLAYS (André) : *Avignon et le Comtat Venaissin (Les villes d'art célèbres)*, 1909, in-4°.
- LABANDE (L.-H.) : *Avignon au treizième siècle*, 1908, in-8°.
- *Avignon au quinzième siècle*, 1920, in-8°.
- LAMBERT (Gustave) : *Essai sur le régime municipal et l'affranchissement des communes en Provence au Moyen-Age*, 1882, in-8°.
- LAURIS (Pierre) [Michel Jouve] : *Avignon révolutionnaire, comment le Palais des Papes et le pays de Vaucluse sont devenus français*, 1907, in-12.
- MANTEYER (G. de) : *La Provence du premier au douzième siècle*, 1908, in-8°.
- MATHIEZ (Albert) : *Rome et le clergé français sous la Constituante : la constitution civile du clergé, l'Affaire d'Avignon*, 1911, in-16.
- MAULDE (A. R. de) : *Coutumes et Règlements de la république d'Avignon au treizième siècle*, 1879, in-8°.

- MÉRITAN (Abbé J.) : *Les troubles et émeutes d'Avignon : Pèvoulins et Pessugaux (1652-1659)*, 1901, in-8°.
- PAPON (J.-B.) : *Histoire générale de Provence. (T. I.), 1777-1786*, 4 vol. in-4°.
- POUPARDIN (René) : *Le Royaume de Provence sous les Carolingiens (855-933 ?)*, 1901, in-8°.
- SERANON (G. de) : *Les villes consulaires et les Républiques de Provence au Moyen-Age*, 1858, in-8°.
- SOULLIER (Charles) : *Histoire de la Révolution d'Avignon et du Comté Venaissin en 1789 et années suivantes*, 1844, 2 vol. in-8°.
-

PRÉFACE

L'organisation municipale d'Avignon serait un sujet trop vaste pour un travail du genre de celui-ci, s'il fallait l'étudier en détail au cours de la succession des époques et des régimes politiques. Aussi a-t-il été nécessaire, pour avoir un cadre plus restreint, de situer cette étude dans le temps et de n'envisager qu'une des phases de la question. Il s'agit ici de la dernière : l'organisation municipale à Avignon à la fin de l'ancien régime.

Ce titre serait cependant un peu trop limitatif si l'expression elle-même : la fin de l'ancien régime, n'était prise dans son acception la plus large et n'était considérée comme comprenant au moins un siècle avant l'important événement historique que fut la « Réunion des Etats d'Avignon et du Comtat-Venaissin à l'Empire Français » (1).

Notre champ d'étude proprement dit portera donc pour la plus grande partie sur le XVIII^e siècle, sans préjudice d'un champ d'observation beaucoup plus vaste.

Au lieu de prendre place devant une situation acquise à un moment donné de l'histoire et de la constater, ou même de la commenter simplement, nous n'avons pas pu nous défendre, en effet, de la curiosité de rechercher les origines des institutions, de remonter aux sources, de suivre rapidement les évolutions, pour tâcher d'expliquer, autant que possible, et de justifier l'état de choses constaté. Au risque de dépasser souvent les limites de notre sujet, cette méthode nous a paru devoir être plus intéressante et plus instructive. Qu'on nous excuse d'en avoir un peu abusé.

La période envisagée, qui expire au 12 juin 1790, date du départ d'Avignon du dernier Légat des Papes, comprend néanmoins une époque fort troublée où s'accomplirent des transformations essentielles qui marquent la transition entre l'ancien et le nouveau régime : c'est l'époque révolutionnaire.

(1) C'est le titre même de la loi du 14 septembre 1791.

Elle se place à la veille immédiate de l'annexion qu'elle prépare et qu'elle justifie, pour ainsi dire, par l'évolution des événements politiques.

Tel est du reste le but de notre travail qui sera d'abord d'examiner d'un coup d'œil rapide ce que fut à travers l'histoire du moyen-âge l'Etat d'Avignon et de noter ses tendances, toujours hautement accusées, vers l'indépendance.

Les franchises municipales obtenues dès l'origine furent en effet sans cesse défendues contre les maîtres du moment et les avignonnais n'acceptèrent bénévolement pour les gouverner aucun représentant de l'autorité souveraine sans lui avoir fait reconnaître leurs privilèges et leurs libertés.

La codification de ces libertés et de ces privilèges dans les statuts successifs qu'ils rédigèrent pour en faire leur charte intérieure, nous permettra de suivre l'évolution progressive.

Et enfin, après avoir étudié en détail l'organisation municipale sous l'empire des statuts édités en 1698, les derniers en date, nous serons amenés à démontrer que le souffle puissant de la Révolution trouva dans Avignon un terrain tout conquis et que c'est encore ce culte ancestral de l'indépendance, joint à la réprobation des abus, des dilapidations et des tares d'un régime désuet, qui fit se jeter cette ville dans les bras de la France, en secouant le joug pontifical.

Nous ne saurions, avant de clore cet exposé, manquer d'exprimer nos sentiments de gratitude pour le si aimable concours que nous avons trouvé au cours de nos recherches auprès de MM. Duhamel, archiviste du département de Vaucluse, et Girard, conservateur de la bibliothèque d'Avignon et du musée Calvet, deux paléographes savants et distingués ainsi que leur collègue et confrère M. H. Chobaut, conservateur du musée et de la bibliothèque de Carpentras, qui met au service de sa grande érudition une inépuisable complaisance à laquelle nous devons beaucoup. Leur expérience, leur documentation, leur science nous ont été précieuses et nous ont fait davantage apprécier la profonde justesse du vieux proverbe : Un qui sait, vaut mieux que cent qui cherchent.

INTRODUCTION

Bien qu'Avignon attende encore une histoire générale, d'assez nombreux travaux de valeur inégale ont été consacrés à l'étude de ses origines et de son développement (1).

Une des plus anciennes cités des Gaules, admirablement située au point de vue géographique au confluent du Rhône et de la Durance, Avignon, après avoir été occupé par les Burgondes puis par les Ostrogoths, enfin par les Francs jusqu'au démembrement de l'Empire de Charlemagne, vécut pendant plus de trois siècles sous la domination de comtes particuliers, vassaux de la maison de Bourgogne, dont l'Empereur d'Allemagne était le suzerain.

Mais, sujets de princes assez lointains et dont ils ne pouvaient attendre grand secours, les avignonnais apprirent de bonne heure à se défendre et à se gouverner par eux-mêmes.

D'ailleurs Guillaume III, comte de Forcalquier, sentant fort bien cette tendance qu'il lui était impossible de réprimer, préféra supprimer radicalement d'un geste le pouvoir intermédiaire presque illusoire qu'exerçaient les vicomtes, lieutenants devenus héréditaires. Il abandonna à l'Evêque, dont l'influence grandissait, et aux habitants tous les droits qu'il avait sur la ville (2).

De là datent (3) les privilèges concédés aux avignonnais.

C'est alors qu'ils se constituèrent en République (4), qu'ils instituèrent leurs consuls et qu'ils établirent leurs statuts (5).

(1) Voir la bibliographie.

(2) Le texte de cet acte est rapporté dans Papon : *Histoire générale de Provence*, T. II.

(3) Du début du XIII^e siècle, puisque Guillaume III comte de Forcalquier est mort en 1128.

(4) Ce mot ne doit s'entendre que dans le sens d'Etat indépendant se gouvernant isolément, car la constitution dont il s'agit n'avait rien de notre conception actuelle d'une République. Voir à ce sujet G. Lambert : *Essai sur le régime municipal en Provence au moyen-âge*, p. 207.

(5) Les premiers statuts connus d'Avignon sont de 1154.

Plus tard ils subirent des maîtres. Les conventions de 1251 marquent la fin de l'indépendance communale et forment la base de tout le développement de l'organisation municipale sous l'ancien régime.

Mais, que ce soit sous les comtes de Toulouse et de Provence auxquels ils se soumirent (1), que ce soit sous les Papes auxquels ils furent cédés (2), chaque fois que leur voix n'était pas étouffée par la force, ils brandirent le privilège de leurs franchises municipales pour l'imposer comme limite au gouvernement de leur souverain.

Avignon, ville consulaire, avait donc ses magistrats et ses lois, ses coutumes et son organisation municipale.

Il n'est guère de question, dans l'histoire de notre droit, qui ait suscité plus de polémiques que celle de l'origine des institutions municipales des cités du Moyen-Age, communes jurées du Nord ou consulats du Midi (3)

A vrai dire, il paraît impossible de donner une théorie générale s'appliquant d'une manière satisfaisante à la fois aux grands centres urbains et aux villes de moindre importance, et aux diverses régions de notre patrie.

Cette réserve faite, nous dirons un mot de ce qui concerne plus spécialement la Provence.

On a longtemps soutenu la théorie de l'origine romaine, c'est-à-dire de la persistance des institutions municipales gallo-romaines, persistance parallèle à celle du droit, parfaitement prouvée surtout depuis les travaux de Savigny. Raynouard, Béchard et Augustin Thierry, ont été les principaux représentants de cette école qui compte encore quelques partisans parmi

(1) Par les conventions de 1251.

(2) Avignon fut vendu le 9 juin 1348 au pape Clément VI pour le prix de 80.000 florins or par la reine Jeanne souveraine de Naples et comtesse de Provence. La reine Jeanne, petite-fille de Robert d'Anjou, roi de Naples et comte de Provence, lui avait succédé en 1343.

(3) Un résumé, accompagné d'abondantes indications bibliographiques a été donné par G. Bourgin : *Les études sur les origines urbaines au moyen-âge*, dans la revue de synthèse historique, T. VII, 1903.

les historiens provençaux contemporains, comme Lambert (1), ou plus récemment Portal (2) et Duhamel (3).

Leur manière de voir, vivement combattue pour notre province même (4), ne paraît pas justifiée en fait. Elle est aujourd'hui généralement abandonnée.

Un certain doute peut subsister encore pour quelques grandes villes, si l'on se retranche, comme les défenseurs de la théorie de l'origine romaine, derrière le manque de documents, et si l'on voit comme eux une signification exagérée dans la survivance des noms.

Toutefois, les évêques, qui occupent assez souvent une place importante dans le consulat (Arles, Avignon), ont probablement gardé une partie des pouvoirs que leur avait valu sous le bas-empire la qualité de *defensor civitatis*.

Certaines municipalités de cette époque n'ont disparu que tardivement et les invasions des barbares qui dominèrent au VI^e et au VII^e siècles leur furent peut-être moins funestes que la constitution du régime féodal (5).

Il faut estimer que rien de l'état ancien ne put résister en Provence à l'anarchie qui remplit le VIII^e et le IX^e siècles (6). Depuis longtemps du reste, les institutions municipales gallo-romaines étaient en pleine décadence (7). Il paraît donc plus juste de chercher les origines du mouvement communal en Provence dans l'évolution des classes sociales et de les laisser ainsi à leur place dans le cadre de la féodalité.

A la période de paix relative qui succède à partir du XI^e siècle

(1) Lambert, *Essai sur le régime municipal et l'affranchissement des communes en Provence*, Toulon, 1882.

(2) Portal, *La République Marseillaise du XIII^e siècle (1200-1263)*, Marseille, 1907.

(3) Duhamel, *Les Etats Provinciaux du Comtat Venaissin au XV^e siècle*, p. 99.

(4) Par Lefas, *Origine des institutions municipales en Provence*, *Revue historique de Provence*, 1901, et G. de Manteyer, *La Provence du premier au douzième siècle*, Chap. VI.

(5) Lambert, *op. cit.*, p. 105, note 1.

(6) Lefas, *op. cit.*, pp. 170-172.

(7) *Id.*, *ibid.*, p. 169.

à de longs siècles de troubles incessants, correspondent un développement incontestable de la richesse publique et une notable augmentation de l'influence de la classe urbaine moyenne composée de marchands et d'industriels. Ceux-ci, en général unis aux chevaliers, s'emparent dans la ville des pouvoirs autrefois concédés au vicomte par le comte ; les familles vicomtales se retirent alors dans leurs domaines ruraux. Très souvent, le mouvement a deux degrés : le pouvoir passe d'abord du vicomte aux chevaliers urbains, et ceux-ci sont rapidement forcés de le partager avec les *probi homines*, les « grands bourgeois ».

La commune, c'est l'avènement au pouvoir d'une classe sociale, grandie en force et en richesse au détriment de toute la hiérarchie administrative héréditaire dont elle avait dépendu jusqu'alors. C'est le dernier terme de l'évolution intérieure, de l'évolution propre de la féodalité.

Avant d'en arriver à l'étude de l'organisation municipale d'Avignon au siècle le plus récent de son fonctionnement, un coup d'œil jeté sur cette organisation depuis ses origines, permettra d'apprécier à quel point les classes sociales intéressées à la conduite de la cité avaient su établir, sauvegarder et défendre leur pouvoir, comme aussi s'attacher à le reconquérir une fois compromis et à le renforcer en toute occasion favorable.

CHAPITRE I^{er}

LES ORIGINES DES INSTITUTIONS MUNICIPALES D'AVIGNON

Aperçu historique des constitutions intérieures d'Avignon du XII^me au XVIII^me siècle — Statuts de 1154 — Statuts de 1246 — Conventions de 1251 — Statuts de 1441 — Statuts de 1564 et éditions postérieures jusqu'à la dernière de 1698.

L'histoire d'Avignon, pour le sujet qui nous occupe, commence avec son émancipation précoce et c'est dans les premières manifestations de son organisation particulière en ville consulaire qu'il faut aller chercher le germe de ses institutions municipales ultérieures développées et fortement assises telles que nous les trouverons au XVIII^e siècle.

On peut baser l'étude du développement de ses institutions sur l'examen de l'histoire de ses statuts de 1154 à 1698.

En effet, chaque période d'évolution politique se traduisant par un gain ou une perte dans le domaine de l'indépendance et dans la conquête des libertés municipales, est marquée par l'apparition d'un nouveau *modus vivendi* et sanctionnée par une charte, une convention ou des statuts.

Nous allons les examiner dans l'ordre chronologique en notant, à gros traits, les circonstances qui les ont provoqués.

L'importance inégale des événements mettra d'elle-même en relief celles des dates marquant les étapes capitales.

Dans la première moitié du XII^e siècle, Avignon qui fait partie du Royaume d'Arles est terre d'Empire et « a pour seigneurs immédiats les comtes de Provence et de Forcalquier et pour gouverneur l'évêque et le vicomte » (1).

(1) F. Achard, *La municipalité et la République d'Avignon aux XII^e et XIII^e siècles*, p. 3.

La souveraineté de l'Empereur d'Allemagne sur Avignon est toute de principe car son action est beaucoup trop lointaine et même celle des comtes, ses lieutenants, est insignifiante. Elle s'efface peu à peu à mesure que l'émancipation des avignonnais s'affirme. Vers 1136, cette émancipation est un fait accompli (1).

Dès le milieu du XII^e siècle, la nécessité de fixer en un accord particulier les bases et les principes de leurs droits (2) provoqua l'apparition des premiers statuts dressés en 1154 (3).

Ce document « *charta pacis et concordie atque consulatus* » (4) est une convention entre Geoffroy, évêque d'Avignon (5) et les habitants au sujet de l'établissement de la paix entre eux et de la nomination et des attributions des consuls.

On y trouve, bien que dans un amas, sans ordre logique, de dispositions relatives au droit civil, au droit criminel et au droit public, un aperçu de l'organisation consulaire.

(1) « Depuis la mort du comte Raymond Béranger, arrivée en 1130, la Provence commença à brûler du feu de la guerre civile. La ville d'Avignon, à cause de l'opportunité de cette turbulence et pour éviter le jeu du Provençal et du Toulousain, se mit en liberté aux environs de 1136. » Fantoni, *Historia della città d'Avignone*, T. II, chap. V, p. 60 ; cité par G. Lambert, *Essai sur le régime municipal en Provence au Moyen-Âge*, p. 241.

(2) Ces droits d'autonomie et de juridiction provenaient de l'abandon qu'avait fait Guillaume III, comte de Forcalquier, en faveur de l'évêque et des habitants, de tous ceux qu'il avait lui-même sur la ville. Cette concession fut confirmée 70 ans plus tard en 1206 par Guillaume IV (Chartier de l'Archevêché d'Avignon, T. III, fo 2) « *plenum podestativum, plenam dominationem, plenam etiam jurisdictionem et omnimodam dominandi libertatem..... dominandi potestatem et jurisdictionem et plenissimam libertatem.* »

(3) Cette date est généralement adoptée par tous les auteurs bien qu'elle ne figure sur aucun document authentique. Fantoni dans son *Historia..... d'Avignone*, *op. cit.* où il reproduit la charte, est le premier à l'indiquer.

Deux originaux se trouvent aux archives de la ville d'Avignon mais ne portent pas de date. (Boîte 8 du classement Pintat, n° 70 bis, coté Z Z Z.)

(4) « Ce qui indique qu'elle fut rédigée après de violentes discordes civiles et comme gage de réconciliation. » Lambert, *op. cit.*, p. 294.

(5) L'évêque possédait une partie de la cité. *Id. ibid.* p. 242.

Les consuls sont au nombre de quatre (1). Ils administrent la ville de concert avec l'évêque et avec le concours du conseil de la cité « *consilium civitatis*. »

Ils ont en même temps un pouvoir de justice important, tant au civil qu'au criminel et surtout au point de vue police. Ceci est à noter quand on sait que dans l'ancien droit le pouvoir de juridiction était un apanage de la souveraineté.

Devant l'évêque, les consuls jurent, en entrant en charge, d'apporter tout leur zèle et toutes leurs capacités à la bonne gestion des affaires de la cité, d'écouter toutes les plaintes et de les sanctionner, de n'accepter ni présent, ni service, ni promesse à l'occasion de leurs fonctions. Ils peuvent pour ces faits être mis en accusation devant l'assemblée générale des citoyens « *in communis concione* ».

Un trait essentiel à retenir, c'est que les citoyens appelés aux charges publiques ne peuvent s'y soustraire. Nous verrons par la suite que cette caractéristique du régime fut toujours maintenue.

Comment sont désignés ces magistrats ? Il semble que ce soit par la voie du sort « *consules unoquoque anno sorte chartum elegantur* », mais dans quelle classe de la société, cela ne peut être clairement établi. Cependant il est à présumer que les consuls sont pris, en nombre égal, parmi les nobles et parmi les bourgeois, puisque le conseil de ville est composé de ces deux classes.

Ce conseil constitue l'assemblée délibérante proprement dite du pouvoir municipal et s'augmente quelquefois, pour les affaires importantes, des notables de la cité désignés sous

(1) Constatation résultant, entre autres, d'une sentence arbitrale de 1146 reproduite dans : *Recherches historiques sur les vicomtes d'Avignon*, de Blegier de Pierre-grosse, où l'on trouve les noms des quatre consuls qui y intervinrent.

Le sceau de l'Etat porte les bustes de quatre consuls avec l'inscription « *sigillum consulum avinionensium* ». La seule marque d'attache avec leur suzerain qui s'y retrouve est, sur le revers, la présence du gerfaut ou aigle de l'Empire (Bibliot. d'Avignon, Chambaud, ms. 2504, p. 50). Le gerfaut fut aussi un sujet des armoiries de la ville.

la qualification de « *boni* » ou « *probi viri* ». On trouve là, en germe, l'innovation qui donna naissance sans doute au conseil extraordinaire que nous rencontrerons plus tard.

Dans cette constitution que l'évêque domine et où il conserve un pouvoir de contrôle supérieur et constant, il existe encore un régulateur important au pouvoir des consuls c'est le « *consilium strictum* » conseil restreint composé des consuls, des juges et de différents officiers de la ville du rang le plus élevé, aéropage où s'agitent et s'examinent toutes les grosses questions relevant du pouvoir exécutif.

Enfin, dans les grandes circonstances, l'assemblée générale publique de toutes les autorités, de tous les conseils, de tous les notables citoyens, le parlement (1) « *parlamentum, publica concio* » est appelé à ratifier les grandes réformes ou à juger les magistrats mis en accusation.

Telles sont les dispositions principales qui ressortent des statuts de 1154 (2). Ils révèlent une organisation à la vérité peu démocratique, car le peuple n'y a aucune part, mais qui réalise néanmoins un progrès très caractéristique dans le sens de l'autonomie municipale.

Quoi qu'il en soit, comme le remarque M. Labande (3), cette charte peut être considérée comme le noyau autour duquel on a groupé peu à peu les différentes prescriptions qui ont formé le code complet administratif et judiciaire de la commune et mérite à cet égard de retenir l'attention.

D'ailleurs elle reste en harmonie avec celle des villes libres voisines où les castes aristocratiques continuèrent à dominer dans les affaires publiques.

« Dans cette région (la Provence) les cités consulaires acquièrent en général le maximum des franchises municipales : droit de justice, de législation, d'imposition et de guerre. De

(1) « La commune eut incontestablement pour berceau ces assemblées populaires », Lambert, *op. cit.*, p. 206.

(2) Analysés dans l'ouvrage de F. Achard et dans celui de G. Lambert, *cit.*

(3) *Avignon au XIII^e siècle*, p. 159.

grandes cités, Marseille, Arles, Avignon, constituèrent de petites républiques indépendantes. »

« Mais dans ce Midi de la France, plus riche et plus civilisé que le Nord, où l'émancipation urbaine avait été souvent plus facile, le régime consulaire ne prit pas ce caractère d'hostilité et de réaction contre les pouvoirs féodaux que présentait, si tranché, les communes jurées. Cela se traduit en particulier par ce fait que souvent une portion des places de consuls est réservée aux nobles, qui ont ainsi leur représentation assurée dans le gouvernement municipal. » (1)

La situation de ces républiques est parfaitement définie en ces termes :

« Les républiques provençales offraient cet étrange spectacle d'un gouvernement vassal de l'Empereur dans lequel l'aristocratie dominait et où le chef du Sacerdoce siégeait au-dessus des consuls au milieu du peuple muet. » (2)

La république avignonnaise assise sur ses bases ne tarda pas à s'affirmer et acquit bientôt un maximum d'indépendance qu'elle n'atteignit plus jamais par la suite.

« De 1198 à 1251, la république d'Avignon — constate de Maulde (3) — a exercé les prérogatives de la souveraineté et elle en a en 1243 tous les attributs : le droit de déclarer la guerre et de faire la paix, droit non seulement régalien mais encore pratique, qui lui permit de faire priser haut son alliance et sa neutralité. »

Des péripéties tragiques émaillent cependant son histoire.

Après les troubles et les maux apportés par la guerre des Albigeois, après la révolution intérieure suscitée par les aspirations démocratiques de la confrérie des artisans et la nomination d'un podestat à l'instar d'Arles et de Marseille, ce fut le siège et la capitulation d'Avignon en 1226, livrant la ville au légat du Pape et au Roi de France, les murailles rasées, les libertés

(1) Esmein, *Histoire du droit français*, p. 306.

(2) Lambert, *op. cit.*, p. 311.

(3) *Coutumes et règlements de la République d'Avignon au XIII^e siècle*, p. 9

confisquées, l'humiliation du vaincu, le podestat imposé en la personne du comte Gauthier, vicaire général de l'Empire, puis enfin, celui-ci chassé, emportant avec lui l'influence germanique à jamais secouée, l'avènement de Barral des Baux proclamé podestat en 1243.

L'arrivée aux affaires du parti français avec ce prince éminent fut marquée par la rédaction, la même année, de nouveaux statuts qui furent la base juridique de la législation de la République et sont restés le berceau des institutions ultérieures de la commune avignonnaise asservie.

Ils méritent une mention toute particulière, étant donné leur importance historique et les caractéristiques du régime qu'ils représentent.

Tandis que la charte de 1154 laissait à l'évêque la haute main sur une constitution établie de concert avec lui, les statuts de 1246 (1) émanés exclusivement du pouvoir laïque restreignent ses attributions à un rôle purement honorifique.

L'évêque ne fait donc plus guère que de recevoir les serments des magistrats ; son consentement n'est plus requis dans leur élection, bien que l'influence ecclésiastique subsiste encore en ce qu'ils ne peuvent être pris que parmi des catholiques non excommuniés et qu'ils doivent jurer de défendre la Sainte Eglise, ses prélats, et d'extirper l'hérésie.

A part ces déclarations de style, la souveraineté de la République est telle que sa constitution même est revisable chaque année par une commission de jurisconsultes désignés pour examiner les statuts et y apporter les modifications jugées nécessaires.

Deux formes de gouvernement étaient également admises, entre lesquelles on pouvait opter : un podestat ou des consuls.

Dans le premier cas, le podestat, grand personnage noble et influent, choisi soit parmi les étrangers à la ville, soit parmi

(1) Ces statuts publiés par de Maulde (*op. cit.*) sont parvenus jusqu'à nous dans une rédaction arrêtée, d'après M. Labande, en 1246. (Cf. *Avignon au XIII^e siècle*, p. 163).

ses citoyens, sorte de dictateur élu pour une année seulement, exerçait seul le pouvoir exécutif et judiciaire, assisté de son viguier ou lieutenant et de deux juges qui constituaient la Cour.

Dans le second cas, les consuls, nobles et bourgeois en nombre égal, assument ces mêmes pouvoirs.

Mais la faculté de modifier leur constitution que s'étaient réservée les avignonnais, aboutit quelquefois à des solutions irrégulières ou bâtarde. On vit non seulement des podestats, annuels par essence, maintenus dans leur fonction — Barral des Baux fut confirmé trois années consécutives — on vit même deux podestats élus à la fois (1).

Cela s'explique par l'influence égale qu'avaient les nobles et les bourgeois dans l'élection et qui amena cette innovation bizarre par laquelle chaque classe élut le sien lorsqu'ils ne purent s'entendre.

C'est là encore qu'il faut aller chercher apparemment la raison de l'augmentation du nombre des consuls porté à huit, quatre nobles et quatre bourgeois.

Les uns et les autres, les podestats ou les consuls, sortaient de l'élection ; d'une élection excessivement restreinte, il est vrai, où, par la voie du tirage au sort on arrivait, par éliminations successives, à ne garder que deux ou quatre électeurs de chaque classe, selon qu'il y avait à nommer un podestat ou des consuls.

Une fois élus, ils doivent être également confirmés par le parlement public, devant lequel ils prêtent le serment politique : respecter et défendre les libertés publiques, juger selon les lois, s'interdire d'accepter aucun présent et, trait curieux, défendre au même titre la confrérie des artisans et l'Eglise et son évêque ; chasser les hérétiques aussi bien que les attentateurs au bien public.

Au-dessus du conseil de ville, le parlement subsiste comme organisme consultatif suprême. La paix ou la guerre ne peuvent plus se décider que devant lui. Il ratifie, dans certains cas, les délibérations du conseil.

(1) En 1229, 1231, 1234, 1239. (Achard, p. 59).

Celui-ci, formé de membres en nombre limité et arrêté chaque année, exerce un pouvoir politique et administratif de première importance ; il sanctionne les actes du pouvoir exécutif et se prononce sur toutes les questions d'intérêt général. Les conseillers qui le composent sont nommés par le podestat ou les consuls. Ils sont frappés d'une amende s'ils ne viennent pas au conseil sans excuse valable.

Enfin, dans le domaine des finances publiques, une création fort intéressante apparaît : la présence de syndics et de clavaires.

« La distinction de l'ordonnateur et du comptable, l'honneur de nos règlements, qui passe pour moderne, y forme la base du système de comptabilité ». (1) Deux syndics sont les ordonnateurs placés à la tête du service des finances, tandis que les clavaires, agents comptables, perçoivent l'impôt, encaissent les revenus et paient les dettes publiques. Les uns et les autres rendent leurs comptes devant des auditeurs spéciaux « *auditores rationum* » désignés par le podestat ou les consuls et le conseil.

Ainsi les statuts de 1246, reflets de l'apogée de l'indépendance d'Avignon, jetèrent non seulement les fondements les plus solides de son organisation politique libre, mais ils fixèrent aussi dans le détail la législation civile et criminelle du pays et règlementèrent la police municipale, la voirie, la salubrité publique, les métiers et corporations.

Les statuts ultérieurs en dérivent ; ils n'y ajoutèrent aucun appoint important, au contraire, car quelques années suffirent pour amener la fin de l'indépendance de la cité.

Elle fut marquée par les conventions mémorables de 1251 (2).

Charles d'Anjou, comte de Provence et de Forcalquier, et Alphonse de Poitiers, comte de Toulouse, tous deux frères de

(1) De Maulde, *op. cit.*, p. 85.

(2) Les originaux du traité et des ratifications se trouvent aux archives de la ville ; l'analyse détaillée en est donnée dans l'inventaire imprimé (boîte 2 — nos 1 A — 2 B — 3 C — 4 D, et boîte 3, n° 50. D D D).

Louis IX roi de France, revenant de croisade avec lui en terre sainte et décidés à reconquérir leurs droits sur leurs anciens domaines, s'étaient arrêtés en Provence avec leur armée.

Ils trouvèrent devant Arles une résistance qui ne tarda pas à être brisée par la chute de cette ville. Avignon fut à son tour menacé d'un siège, mais ses habitants n'ayant plus de remparts à opposer aux assaillants, et sur les conseils de leur podestat, n'essayèrent même pas de se défendre ; ils se soumirent sans combattre.

Le 10 mai 1251 fut signé le traité célèbre qui consacra leur déchéance.

Atténuées par le fait d'une reddition qui ne les avait pas laissé succomber sous la force, les conditions en furent sans doute adoucies. C'est ainsi que, faisant preuve de grandeur d'âme, les nouveaux souverains acceptèrent comme condition la conservation des privilèges inscrits dans les statuts. Il n'empêche que les avignonnais remettaient aux comtes la souveraineté de leur ville et toute la juridiction que la communauté possédait dans son territoire.

Les prérogatives du pouvoir passaient en d'autres mains ; dès ce jour ils eurent encore des maîtres.

Pour bien marquer cette situation, désormais un viguier nommé par les comtes remplacera le podestat élu par les citoyens.

L'instrument des conventions stipule en effet que les comtes nomment chaque année un viguier et deux juges étrangers et non citoyens d'Avignon.

Le viguier, leur représentant direct, qui prend les rênes du gouvernement, devra jurer devant le parlement général de défendre l'Eglise et son évêque, de maintenir les libertés, immunités, franchises et privilèges concédés par ladite convention, de juger selon les lois et bonnes coutumes de la cité. Son serment est reçu par l'évêque.

Les consuls disparaissent, il ne reste que deux syndics,

simples représentants et défenseurs des intérêts de la communauté.

Quant aux citoyens, tant chevaliers que bourgeois, et égaux en nombre, qui jureront de tenir conseil et de garder le secret des délibérations lorsqu'ils y seront appelés, c'est le viguier qui les choisit (1).

Ceci établi, il sera permis aux citoyens d'Avignon de porter secours à leurs alliés en guerre, pourvu que ce ne soit contre lesdits comtes. Ils seront exempts de toute taille ou impôt forcé.

Sauf la juridiction de leurs seigneurs, les bons usages et les bonnes coutumes de la ville seront observés à perpétuité et aucun citoyen prêt à donner caution ne pourra être emprisonné, si ce n'est pour crime d'hérésie, d'homicide ou autre crime grave.

Cependant l'emprise s'affirme encore par le rétablissement d'un service féodal : les citoyens (2) sont assujettis au droit de chevauchée sur l'ordre des seigneurs ou de leur viguier, une fois l'année, durant quarante jours et seulement en terre d'empire jusqu'à vingt lieues de la ville

« En somme, la république est renversée, la ville n'est plus maîtresse d'elle-même, elle n'a plus de droits, elle a des pri-

(1) M. Labande estime (*Avignon au XIII^e siècle*, pp. 202-203) que dans le début des institutions de 1251, le viguier devait simplement choisir un certain nombre de chevaliers et de bourgeois pour être ses conseillers de l'année, se réservant de les réunir lui-même pour s'aider de leur avis dans l'administration de la ville. En droit et en fait il était leur président. Il ne croit pas que dès 1251 la communauté eut des représentants permanents et admet qu'au moins pendant les premiers temps, le parlement ou le conseil se borna à donner des délégations à certains citoyens pour telles ou telles affaires bien spécifiées. Ce n'aurait été que peu à peu que ces délégations particulières et temporaires devinrent générales et permanentes ; elles furent alors confiées à des syndics annuels.

Cette opinion, solidement étayée, d'un auteur faisant autorité en la matière est actuellement admise comme conforme à la documentation historique.

(2) Ne sont considérés comme tels que les chevaliers ou nobles et les bourgeois. Toute autre catégorie sociale n'est même pas envisagée.

vilèges » (1). Il n'y a plus de *commune*, il y a toujours une *communauté*

« Dès ce moment — ajoute le même auteur — l'histoire d'Avignon est celle des souverains qui la dominent ; son éclat et sa prospérité au ^{xiv}^e siècle ne sont qu'une prospérité et un éclat d'emprunt, apportés à leur suite par les étrangers qui l'envahissent, lui font perdre le cachet national, étouffent sa vie municipale et son esprit républicain sous les pompes et les zizanies de la cour papale. »

Base et fondement de l'organisation du gouvernement dans la suite, la convention de 1251 se retrouve annexée dans toutes les éditions de statuts postérieurs. C'est cet ensemble représentant ce qu'ils purent sauver de leur ancienne liberté que les avignonnais appelleront leurs conventions, leurs statuts, leurs privilèges (2), et qu'ils s'attacheront à défendre, toujours avec un soin jaloux, contre toutes les tentatives d'empiètement de l'autorité supérieure.

Passé sous la domination des Papes en 1348 à la suite de la vente qu'en fit la reine Jeanne de Sicile, fille de Charles d'Anjou, au pape Clément VI, Avignon conserva son même régime municipal. Ce fut là encore une condition que ses habitants mirent à l'acceptation de cette transaction (3). Si bien que les souverains pontifes, les légats, les vice-légats et les gouverneurs durent, avant leur entrée dans la ville, jurer d'observer, de faire observer et de maintenir ses libertés, ses privilèges et ses statuts (4).

Le principe adopté permet l'évolution intérieure des institutions reconnues qui va s'accomplir désormais.

L'année 1411 amène même l'éclosion d'une tentative d'élection du conseil de ville par les corporations et les corps de métiers, le

(1) Achard, *op. cit.*, p. 83.

(2) Teyssier, ms. 2785. f^o 175, Bibliothèque d'Avignon.

(3) Soulier, *Histoire de la Révolution d'Avignon*, T. 1. Préface, p. xij (d'après l'abbé Maury).

(4) Prestation de ce serment par Alexandre Farnèse, légat d'Avignon (Archives municipales, *Inventaire Pintat* imprimé. Boîte 3. N^o 49.)

viguiier n'exerçant plus son droit de nomination que pour le tiers des membres environ. Le nombre des syndics est porté à trois. Le légat confirme les statuts et règlements qui lui sont présentés à ce sujet (1).

Expérience sans lendemain mais qui témoigne d'un esprit nouveau.

Les statuts de 1441 (2) furent une révision jugée nécessaire de ceux de 1243 dont les prescriptions non politiques étaient restées en vigueur près de deux siècles.

Le pape Eugène IV approuva la résolution que prit en cette circonstance le cardinal de Foix. Le travail de révision fut opéré par une commission de trois docteurs et soumis ensuite au conseil de ville, après quoi les nouveaux statuts furent sanctionnés et promulgués par le légat.

Par suite de la présence des Papes à Avignon, la population de la ville s'était peu à peu transformée. Un appoint nouveau et important s'y trouvait présent, fourni, tant par l'élément italien venu à la suite des souverains pontifes, que par de nombreux nobles, bourgeois, marchands, artistes et artisans du dehors attirés par la résidence pontificale ; si bien que les statuts revisés durent tenir compte de la présence de ces nouvelles nationalités et leur faire une place dans l'administration de la cité.

En outre, une Université s'y était créée, dont le renom grandissait, et une autre catégorie d'habitants, également notable, était constituée par les docteurs, licenciés, juristes, tous ceux en un mot qui touchaient à cette institution ou en étaient issus. Ils ne tardèrent pas à avoir également leur place aux affaires.

(1) Les nobles, les bourgeois et onze corps de métiers nommèrent chacun deux conseillers, soit 36. Le viguiier, d'accord avec le conseil, devait en choisir quatorze autres (Confirmation des statuts et règlements par François de Conzié archevêque de Narbonne et légat d'Avignon. Arch. municipales, *Inventaire Pintat* imp., boîte 7, n° 33).

(2) Publiés par Girard et Pansier dans : *Les Annales d'Avignon et du Comtal Venaissin*, 1914-1915.

Les statuts de 1441 présentent donc une physionomie adéquate à un pareil état de choses.

Trois syndics, un originaire, l'autre italien et le troisième citramontain (1), assistés d'un assesseur, homme de loi, y représentent la municipalité.

Ils sont élus pour un an par le conseil composé de quarante-huit membres, dont seize de chaque nation. Ne peuvent entrer dans le conseil que ceux qui ont leur premier domicile dans la cité ou ceux qui l'y ont fixé depuis dix ans au moins. Seuls peuvent être élus syndics ceux qui ont été dans le conseil pendant quatre années complètes. L'élection est faite par bulletins secrets.

Les syndics et les conseillers prêtent serment entre les mains du viguier. Ne peuvent être élus aux offices que les catholiques et les non suspects en matière de foi. L'ancien mode d'élection des conseillers est maintenu, c'est-à-dire qu'ils sont toujours nommés à vie. Donc pas de roulement possible, et comme les conditions de fortune interviennent pour l'admission au conseil, c'est le monopole assuré aux classes supérieures.

Dans ce régime ceux qui étaient qualifiés d'originaires n'eurent plus au pouvoir que leur part respective et égale à celle des deux autres nations. Étaient considérés comme originaires les citoyens nés dans la cité ou son territoire, ou d'une mère absente provisoirement seulement de ce territoire, au moment de leur naissance.

Les statuts de 1441 n'ont pas été imprimés. Un exemplaire en latin et un autre en français étaient en permanence déposés à l'Hôtel de ville à la disposition du public (2).

La révision des statuts demeurant toujours possible et éven-

(1) On rangeait sous la qualification de citramontains, par opposition aux italiens ou ultramontains, tous ceux originaires des pays situés en deçà des Alpes, par rapport à Avignon : Comtat, Provence, Dauphiné, et par extension toutes les autres régions de France et même d'Europe.

(2) Les mss. 3179 et 3180 de la Bibliothèque d'Avignon portent encore les chaînes qui les retenaient à leur pupitre.

tuelle, ceux-ci prévoyaient la nomination de quatre « réformateurs », dont un docteur, un licencié et deux laïques idoines.

Aussi le code des avignonais fut-il encore révisé environ cent ans plus tard en 1549.

Cette rédaction n'est pas parvenue jusqu'à nous et fut remplacée par celle de 1562, livrée à l'impression en 1564 pour pouvoir être répandue dans le public (1).

Les changements les plus importants intéressant la justice avaient été introduits par le cardinal Julien de la Rovère en 1481 (2).

Les syndics étaient alors redevenus des consuls, une bulle du pape Pie II de 1459 (3) leur ayant rendu ce titre, devenu purement honorifique, en leur conférant, avec les privilèges des chevaliers, la préséance sur tous les autres officiers de la ville, excepté le viguier. L'assesseur fut également assimilé aux consuls pour ces prérogatives.

Les conseillers, toujours au nombre de 48, 16 de chaque nation, devaient être renouvelés par moitié toutes les années la veille de Noël.

Ils étaient alors présentés par les consuls, nommés par les conseillers et confirmés par le gouvernement (4).

Parmi les consuls, le premier devait être originaire et noble, le deuxième italien, le troisième citramontain et l'assesseur choisi parmi les docteurs ès droits.

Il sera encore élu par les mêmes conseillers un trésorier, deux recteurs du pont, deux magistrats des victuailles et deux magistrats des rues qui seront tous choisis parmi les conseillers, le trésorier seul excepté (5).

(1) Girard et Pansier, *op. cit.* « *Statute inclitæ civitatis Avenionensis nuper facta et reformata* » Avignon, Pierre Roux, petit in-4°.

(2) Archives municipales, Série A A. 5, f^{os} 55-56.

Bibliothèque d'Avignon, ms. 3179, f^{os} 49-59.

(3) Archives municipales, *Inventaire Pintat* imp., boîte 7, n° 19.

(4) Statuts du 14 juin 1564, Liv. I, Rubrique II, Art. I^{er}.

(5) id. Liv. I, Rubrique IV.

Ce dernier texte ne donna pas sans doute, à la pratique, complète satisfaction et laissa apercevoir dans la compilation des omissions, des obscurités et des défauts d'ordre; il fallut le revoir.

Le cardinal d'Armagnac qui gouvernait alors en qualité de co-légat avec le cardinal de Bourbon, nomma une commission de jurisconsultes, du travail desquels est sortie la forme définitive sous laquelle ont été réimprimés les statuts en 1570.

On peut y noter la disparition des nationalités dans la constitution du conseil et du consulat. Il n'est plus fait mention en effet que d'un conseil autochtone et de trois consuls issus de lui, dont le premier reste « originaire et noble ».

Les statuts d'Avignon furent à nouveau édités depuis à plusieurs reprises : en 1581 ; en 1612, en y ajoutant des règlements qui, dans l'intervalle, avaient été faits par le cardinal d'Armagnac et par le cardinal Aquaviva ; en 1680, rendus plus volumineux par l'adjonction de nombreux règlements des vice-légats, et enfin en 1698.

Cette dernière édition dans les deux langues, latine et française en regard, dépouillée de toute addition, ne comprend à la suite des statuts proprement dits que les conventions de 1251.

C'est sur les données des dix premières rubriques du livre premier (1) concernant l'organisation municipale que va porter le développement de notre sujet.

(1) Dans l'édition de Philippe Offray (Avignon 1698) les statuts sont repartis en trois livres sous-divisés en rubriques et en articles. Les matières traitées touchent tant au droit public, administratif, civil, criminel, commercial, qu'à la procédure, à la police, à la voirie, aux poids et mesures, etc.etc.

CHAPITRE II

LA REPRÉSENTATION DES CITOYENS

Les classes sociales ou « mains » — La modalité des élections — Election des conseillers — Election des consuls — Le Conseil ordinaire — La députation du Clergé et de l'Université au conseil de ville — Les assemblées consulaires — Le conseil extraordinaire.

Les classes sociales ou « mains » (1)

Ainsi que nous l'avons noté au cours du premier chapitre (2) de cette étude, la population d'Avignon s'était trouvée, quand la ville fut devenue la capitale de la chrétienté, fort accrue par un apport extérieur et, par suite, formée d'éléments très divers.

Cette immigration d'étrangers avait même été favorisée antérieurement par la politique des premiers seigneurs d'Avignon, Charles I^{er} et Charles II d'Anjou, comtes de Provence et de Piémont, rois de Sicile (3), mais elle atteignit son apogée pendant le séjour des papes.

Les nationalités qui s'y trouvaient réunies devaient être parvenues, à un moment donné, à un niveau à peu près identique, quant au nombre et à l'influence, puisque la pratique les admit à un titre égal à la représentation constitutionnelle des citoyens qu'était le conseil de la communauté.

(1) De *man*, main. *La man d'aut*, la *man de bas*, la zone supérieure, la zone inférieure. *Auto man*, haut parage, classe élevée; *basso man*, basse condition, basse classe; *de la première man*, de la première classe. »

« Les citoyens des villes du midi, au moyen-âge, étaient généralement divisés en trois classes ou *mans*, les chevaliers, les bourgeois et les artisans. »

Mistral, *Dictionnaire-provençal-français*, au mot *man*, T. II, p. 260.

(2) p. 18.

(3) Labande, *Avignon au XV^e siècle*, p. 16.

On constate en effet, d'après les recherches sur la composition de ce conseil, que depuis 1421 au moins (1) il était formé de trois nations ou de trois groupes égaux en droits.

Originaires, ultramontains (ou italiens) et citramontains (2); tels étaient les trois éléments qui entraient, chacun pour un tiers, dans la composition de l'assemblée.

Chacun avait droit à un des consuls, dont la réunion constituait le pouvoir exécutif de l'organisation municipale : le consulat.

L'assesseur qui le complétait était, nous le verrons, un juriste échappant aux conditions de nationalité et dont le rôle exigeait une compétence particulière qui le tenait en dehors de ces distinctions.

Cependant une classification générale existait en outre à la base, pour la population laïque, (3) entre les *cives* et les *habitatores*, entre les citoyens et les simples habitants.

Pour jouir de ses droits politiques, pour prétendre entrer dans les conseils de la cité, il fallait avant tout en être citoyen.

Cette qualité découlait d'abord du principal établissement, effectif et non passager, dans la ville même, ou, en termes modernes, du domicile réel, par opposition à la simple résidence, établissement qui devait être appuyé sans doute d'une certaine propriété foncière, tout au moins de la possession de la maison où le citoyen habitait.

Du moins pour les conditions exigées des candidats au conseil en était-il ainsi (4).

Quant aux étrangers, ils pouvaient également acquérir la qualité de citoyens sous des conditions déterminées et analogues et après paiement d'un droit de réception comme tels, ou sur

(1) Labande, *ibid.* (d'après les mentions d'une bulle du 2 avril 1421, arch. d'Avignon, boîte 7, n° 34.)

(2) Nous ne reviendrons pas sur les explications de ces appellations données ci-avant, p. 19, note (1).

(3) Labande, *op. cit.*, p. 20.

(4) Art. VII des statuts de 1441. Girard et Pansier, p. 151.

Arch. d'Avignon, registre des délibérations de 1456-1471, f° 97 v°.

Labande, *op. cit.*, p. 21.

justification d'une résidence ininterrompue de longue durée (1).

Parmi ces citoyens, il y avait des catégories établies d'après le rang, la naissance et la situation sociale.

Les conventions de 1251, consacrant en cela la situation existante depuis des temps déjà lointains, en mentionnaient deux : les nobles et les bourgeois, parmi lesquels devaient être exclusivement choisis, en nombre égal par le viguier, les citoyens qui seraient appelés à tenir conseil.

Ces conventions avaient même stipulé, relativement aux chevauchées, une égalité de privilèges et de charges pour les bourgeois accoutumés à vivre noblement — c'est-à-dire sans rien faire — et pour les chevaliers ou personnes nobles et même les avocats.

Une assimilation s'était faite ainsi entre les chevaliers, les juristes et les bourgeois. Le reste. . . . « ne vaut pas l'honneur d'être nommé » et l'on n'envisage même pas qu'il puisse y avoir plus bas des citoyens.

Au début du xiv^e siècle, ces trois catégories de classes dirigeantes se partagent donc le pouvoir par la présence de trois syndics (1) issus respectivement de chacune d'elles. Dès 1358, elles sont nettement spécialisées ; le nombre des syndics étant réduit à deux, les nobles et les bourgeois en ont un chacun, les docteurs ès droits, juristes et gens de loi fournissent l'assesseur.

Il en fut ainsi jusqu'à la tentative démocratique imposée par les événements de 1411.

A cette époque, d'après les nouveaux statuts et règlements proposés par Cathelin de la Roche, Guillaume Durini, syndics, et Antoine Viron, docteur ès droits, assesseur, au nom de la ville, et confirmés par François de Conzié, archevêque de Narbonne et légat d'Avignon, de véritables élections eurent lieu et furent ratifiées par le légat le 18 Juin 1411 (2).

Elles se firent par treize groupes dont chacun procéda à l'élection de deux conseillers.

(1) Labande, *op. cit.* p. 22.

(2) Arch. municipales. *Invent. Pintat* imp., boîte n° 33.

Les nobles et bourgeois n'étant pas marchands « *qui non faciunt mercancias* » constituaient le premier groupe ; les docteurs, licenciés, clercs et notaires, le second ; puis les différents corps de métier les autres, dont voici l'énumération : le 3^e les changeurs, les monnayeurs, les argentiers et les potiers d'étain ; le 4^e les drapiers, les chaussetiers, les tailleurs et tous les métiers travaillant la laine ; le 5^e les merciers, les toiliers, les chenevassiers, les teinturiers, les cordiers et les tisseurs ; le 6^e les épiciers, les médecins, les marchands en gros, les perruquiers ; le 7^e les ferratiers, les armuriers, les maréchaux, les serruriers, les éperonniers, les couteliers et tous les ouvriers en fer ; le 8^e les peaussiers, les tanneurs, les selliers et les vitriers ; le 9^e les savetiers, les corroyeurs et les marchands de peaux ; le 10^e les bouchers, les fromagers, les poissonniers, les chandeliers, les poulassiers ; le 11^e les maçons, les fustiers et les gippiers ; le 12^e les hôteliers, les aubergistes et les marchands de chevaux ; le 13^e les fourniers, les pâtisseries, les marchands de blé et d'avoine, les jardiniers et les laboureurs.

Cette innovation n'eut pas de lendemain et quelques années après, en 1421, nous retrouvons établies les trois catégories de population : originaires, italiens et citramontains d'où émanent les trente-six (1) membres qui composent le conseil

Néanmoins une conquête restait acquise dans la voie de l'égalité des droits, c'est que les syndics furent désormais choisis « parmi les plus considérés et les plus notables du conseil » mais « sans distinction d'origine » (2).

En effet, si les simples artisans ou gens de métier disparaissent alors de la scène politique, du moins les négociants, les hommes de profession libérale, ceux en un mot qui formaient la seconde section de la bourgeoisie, celle du travail, gardèrent-ils la position conquise.

(1) *Ibid.*, boîte 7, n° 34. Le nombre des conseillers fut porté à 42 par délibération du conseil du 17 avril 1424. (Boîte 7, n° 39.)

(2) Duhamel, *Les Etats provinciaux du Comtat Venaissin au XV^e siècle*, annexe à l'Annuaire officiel de Vaucluse, p. 91, année 1892.

Ils ne la perdront plus dans l'avenir ; ne faisant au contraire que l'étendre, ils formeront plus tard la deuxième et la troisième main.

Pour l'instant, bornons-nous à considérer le pas franchi. Il ressort de l'observation même formulée par le secrétaire de l'Hôtel de ville sur un registre tenu à la fin du xvii^e siècle (1), mémorial contenant différentes indications sur le cérémonial des procès-sions et cérémonies publiques, la liste des consuls, conseillers, viguiers, juges, etc., du xv^e au xviii^e siècle.

« Il apert par les livres des Conseils qui commencent ladite année 1446 que le Conseil de Ville créoit trois syndics et un assesseur et que le Conseil étoit composé de trois mains : dans la première étoit la main pour les habitants originaires de la Ville, la seconde pour les habitants Italiens et la troisième pour les habitants citramontains et tous les, étrangers autres qu'Italiens ; que lesd. trois mains étoient indifferemment remplies des gentilhommes, notaires, bourgeois et marchands tant la première que les autres, y ayant eu souvent trois syndics tous trois gentilhommes le grand nombre des étrangers que le séjour des Papes avoit attiré en cette ville ayant apparemment donné lieu à la disposition desd. mains : ce qui cessa presque d'estre pratiqué dans le milieu du dernier siècle [xv^e siècle] auquel temps les Étrangers ne venant plus que rarement s'habiter (sic) en cette ville, la trois^e [lire : la première] fut par [pour] la noblesse ancienne et nouvelle, la brigue y faisant monter cette dernière, et les autres d^{tes} mains pour les bourgeois, marchands et autres, quoique dans les bulles qui sont données tous les ans pour la confirmation et approbation des Conseillers, ils soient encore dénommés du nom d'originaires, d'Italiens et de citramontains. »

Nous trouvons là non seulement la constatation d'un état de fait qui se perpétua pendant plus de deux siècles, mais encore l'indication approximative de la date de la transformation à laquelle nous faisons allusion plus haut.

(1) Arch. municipales. Registre AA 152, f^o 27.

C'est à dater de 1589, note Chambaud (1), qu'il n'est plus question dans le conseil, d'originaires, d'italiens et de citramontains, mais de trois mains dont la première fut composée de nobles, la deuxième de bourgeois, et la troisième de marchands (2).

Nous avons d'autre part, souligné au cours de l'étude de l'évolution des statuts d'Avignon (3) la constatation beaucoup plus probante du changement envisagé dans le fait de la disparition de la mention des nationalités dans la réimpression des statuts en 1570.

On se trouve donc maintenant en présence de trois consuls, puisqu'ils ont recouvré ce titre depuis l'année 1459 (4), dont le premier doit être « originaire et noble », le second et le troisième « des autres conseillers », c'est-à-dire pris parmi ces derniers.

La hiérarchie sociale a repris ses droits : la noblesse a reconquis la première place dans l'administration municipale. Comment s'est opérée cette évolution ?

A la vérité il n'y en a pas eu car il suffit de consulter la liste des consuls depuis le milieu du xv^e siècle pour constater que la première place au consulat a toujours été tenue par un des membres des grandes familles nobles fixées à Avignon.

Les noms des : de Cambis, de Comis, du Laurens (anciennement Laurenti), de Pazzi, de Galliens, de Perussis, de Berton,

(1) Bibliot. d'Avignon, ms. 2504, p. 89.

(2) Ce n'est qu'à la fin du xvi^e siècle que nous trouvons dans les délibérations municipales les appellations de *première, seconde et troisième main* pour désigner les conseillers. Elles avaient remplacé celles de : *originaires, ultramontains, citramontains*. En 1574 nous trouvons : *de la part des seigneurs, de la part des italiens, de la part des citramontains* ; en 1579, *première main*, désignant la noblesse, *seconde main, tierce main* ; en 1580, *originaires, italiens, citramontains* ; en 1581, *première main, seconde main, tierce main* ; en 1589, *originaires, italiens et seconde main, tierce main et citramontains* ; en 1591, *originaires, seconde main, tierce main* ; en 1595, *originaires, seconde main, tierce main* ; en 1606, *première, seconde, troisième main* désignant la noblesse, la bourgeoisie et les artisans. Cette dernière appellation subsiste jusqu'au xviii^e siècle.

(3) Chap. I, p. 21.

(4) Chap. I, p. 20.

de Donis, de Fogasses, de Joannis, de Seytres, tous de souche italienne, alternent avec les de Panisse, de Sade, de Cabassol, de Gerente, de Puget, de Rousset, de Gerard, de Grilletz, de Guilhem, de race autochtone, et même avec des originaires d'Espagne ou d'autres lieux comme les de Tulle et les de Fortias.

La noblesse avignonnaise au ^{xiv}^e et au ^{xv}^e siècle était en effet constituée en grande partie, pour ne pas dire en majeure partie, d'un apport de noblesse italienne qui, à la suite des événements troublés et des commotions politiques des républiques italiennes, Gènes, Florence, Venise, avait émigré dans les Etats pontificaux de France et y avait fait souche.

L'influence de l'élément italien, tant ancien que nouveau, était grande et l'on comprend aisément qu'il y fasse figure de parti, qu'il ait pour lui une « main » dans le conseil de l'Hôtel de ville et son consul pour le représenter au pouvoir.

Il était pourtant voué à s'amoindrir par la suite et à se dissocier.

Sous quelles causes dominantes ? Il faut les rechercher d'abord dans le transfert de la Papauté à Rome, son berceau, — elle ne dut pas manquer d'entraîner dans son sillage bon nombre de ceux qui n'étaient venus à Avignon que pour être plus près du Souverain Pontife et de ses grâces — et aussi dans le coup porté aux Florentins d'Avignon par la bulle du pape Sixte IV fulminée contre eux en 1479.

La guerre engagée par ce pape en Italie contre Laurent de Médicis, à la suite des attentats de Florence du 26 Avril 1478, avait eu son contre-coup dans les Etats pontificaux des bords du Rhône où les Florentins étaient nombreux. Leur attitude, au cours des événements qui s'y déroulèrent et dans lesquels le roi de France Louis XI fut mêlé, leur valut l'animosité du peuple.

Sur les instances des ambassadeurs extraordinaires que les consuls d'Avignon avaient envoyés au Vatican, une bulle de Sixte IV, datée du 1^{er} Juillet 1479 « interdit d'admettre aux offices séculiers et aux conseils communaux, les Florentins qui habitaient Avignon et les autres terres de l'Eglise, même s'ils y étaient

citoyens, s'ils y avaient joui de cet avantage auparavant, s'ils y possédaient la plus grande partie de leur fortune; ceux qui étaient en fonctions dans ces offices ou conseils devraient immédiatement être déposés. » (1)

Le privilège de juridiction qui leur avait été attribué depuis quelques années fut en outre purement et simplement révoqué.

Il y avait là de quoi ébranler des situations plus solides encore que la leur.

Ainsi peut s'expliquer cette disparition des nationalités que nous constatons dans la composition du conseil depuis 1570.

Ce n'est pas à dire que les éléments étrangers aient complètement disparu, mais ils ne sont plus représentés. Tout au plus leur concède-t-on la possibilité d'accéder au conseil extraordinaire en 1596 (2).

Il ne restera donc que trois mains qui ne représentent plus maintenant des origines différentes mais des classes sociales distinctes. Leur caractéristique ne sera plus la nationalité mais le rang.

« Il entrait dans chaque classe un nombre égal et déterminé de citoyens. Les nobles seuls pouvaient faire partie de la première main, les deux autres étaient ouvertes aux avocats, médecins, chirurgiens, aux bourgeois vivant de leurs rentes, aux riches négociants et aux marchands ». Ainsi les établit Charpenne (3).

Voyons cependant d'un peu plus près comment s'opérait la sélection des citoyens entrant au conseil.

La noblesse seule avait accès à la première main. Qu'était devenue cette noblesse ?

On peut à cette question répondre qu'elle ne présentait évidemment plus l'homogénéité d'autrefois. Du fait que les

(1) Labande, *op. cit.*, p. 272. Pour toute la partie d'histoire de cette époque à Avignon, v. pp. 252 à 281.

(2) Délibération pour l'établissement de ce conseil, du 15 novembre 1596. Arch. municipales. Registre des délibérations, T. XVIII.

(3) *Hist. des réunions temporaires*, T. I, p. 26.

nationalités avaient disparu en nom, faut-il conclure qu'elles avaient totalement disparu en fait ? Le simple examen des listes de consuls dans un temps postérieur à la nouvelle classification sociale nous montre bien, au contraire, que certaines grandes familles, étrangères de souche, que nous avons citées, s'y retrouvent toujours par la présence de leurs membres au consulat.

Mais depuis leur premier établissement en terre avignonnaise, tant de générations y avaient grandi et s'y étaient succédées que le droit de cité finit par leur être acquis sans conteste. Elles faisaient désormais partie du fonds de noblesse du terroir.

D'autre part, d'intéressants renseignements nous sont fournis sur la composition de la classe noble par un de ceux qui en faisaient partie et dont le nom fut toujours porté avec éclat dans les plus hautes magistratures de la cité : le seigneur de Cambis, marquis de Velleron, viguier en 1752.

Sa dissertation sur ce sujet (1) serait toute à citer.

« L'administration municipale fut, dans les siècles les plus reculés, remise toute entière entre les mains des citoyens nobles ; comme ils formaient seuls le corps des habitants du premier Rang, ils furent chargés seuls du gouvernement et de la défense de cette ville. Destinés par état à y exercer toute l'autorité publique civile et militaire, la tradition qui leur en fut faite et la possession qu'ils en prirent furent une véritable investiture qui, suivant les lois fondamentales et la constitution municipale d'Avignon produisirent nécessairement en eux cette ancienne et vraie noblesse qui ne devait et ne pouvait avoir d'autre origine dans un temps où les manières d'anoblir qui furent imaginées dans la suite n'étaient pas encore connues dans le monde. C'est ainsi que les citoyens nobles d'Avignon dirigèrent tous leurs soins à l'utilité publique de leur patrie. »

« Cette forme, d'administration a subsisté jusqu'au commencement du douzième siècle. »

(1) Bibliot. d'Avignon, ms. 2777, f° 331.

A cette époque un nouvel élément intervient :

« Les possesseurs de fiefs et des fiefs en justice firent une habitation constante dans leurs châteaux. Ce ne fut qu'au commencement du douzième siècle que les plus riches et les plus distingués commencèrent à établir leur demeure à Avignon pour y jouir de l'agrément et de commodités qui ne se trouvent que dans les grandes villes, et pour y vivre avec l'opulence et l'éclat convenable à la noblesse. Devenus spectateurs et jaloux en même temps de la gloire des citoyens nobles, ils ambitionnèrent passionnément les fonctions municipales qui en étaient la source. Dans la suite quelques-uns d'entre eux demandèrent avec instance et obtinrent enfin d'être associés aux citoyens. Cette admission fut comme le prélude de l'aggrégation du corps des Chevaliers (1) à celui des citoyens. Tous les chevaliers pourvu qu'ils fussent domiciliés à Avignon pouvaient et devaient être inscrits sur les listes et mis dans les « Boëtes » (2) de la maison de ville confusément avec les citoyens pour ne former tous ensemble qu'un seul et même état de citoyens nobles. »

Et enfin un autre élément encore est fourni par les docteurs de l'Université.

« L'Université d'Avignon étant devenue florissante on associa aux citoyens nobles dans le gouvernement de cette ville les Docteurs en Droit et en médecine. »

Il y a lieu cependant de remarquer que les docteurs n'étaient « insérés » d'office que dans la seconde main, sans vote

(1) « La chevalerie — ajoute ce document — qui était un grade acquis et personnel suivant la maxime aussi ancienne que constante « nul ne naît chevalier » étant jointe à la noblesse fut comme elle héréditaire. Devenue une suite nécessaire des annoblissements faits par le Souverain, elle ne fut plus pour les anciens nobles qu'un objet d'indifférence ou de mépris ; ils dédaignèrent le titre de chevalier *miles* qui les aurait confondus avec des hommes nouveaux, ils ne prirent plus que celui de damoiseau *domicillus*, qui annonçait auparavant les fils des chevaliers les plus qualifiés. »

(2) Nous verrons plus loin ce qu'étaient les « Boëtes. »

préalable, sauf le droit pour eux d'être « proposés et reçus dans la première main. » (1)

Quant aux autres mains, voici ce qu'en dit notre chroniqueur.

« Les négocians d'Avignon faisaient alors un commerce florissant, leurs richesses particulières et celles qu'ils attiraient dans leur patrie leur valurent des places dans la maison de ville, immédiatement après celle des citoyens ; d'un autre côté, les manufactures et le commerce intérieur et extérieur avaient fait éclore dans les artisans des talens et une industrie qui leur méritèrent le troisième Rang dans les fonctions municipales, ce qui forma insensiblement trois Rangs de citoyens appelés vulgairement : la première main, la seconde main et la troisième main. »

Les deux dernières accrues des banquiers, changeurs, argentiers, drapiers, etc., implantés par la suite, représentaient l'une le haut, l'autre le moyen négoce, car n'oublions pas que des conditions de fortune étaient exigées pour l'admission au conseil de la ville (2) et qu'on pouvait monter d'une classe à l'autre, grâce à l'accroissement de situation.

C'est sous cet aspect que se présente la composition de l'assemblée municipale à Avignon au XVIII^e siècle.

Les trois mains réunies concourraient pour la nomination tant des consuls et de l'assesseur que pour l'admission des nouveaux conseillers eux-mêmes, à quelle catégorie qu'ils appartenissent.

(1) Ordonnance du v. légat Aquaviva du 17 décembre 1750. Pièce justificative, n° V.

L'assimilation des hauts titres universitaires à un titre de noblesse n'était pas particulière à Avignon. A Carpentras par exemple, les docteurs, non seulement égalaient, mais avaient toujours primé la noblesse dans les fonctions municipales.

(2) Une maison dans la ville ou 1000 florins en biens immeubles sans y comprendre la dot de la femme. (Statuts, édition de 1698, Liv. I, Rub. IV, art. I.)

Il en fut ainsi jusqu'en 1750. Des dispositions nouvelles prescrivirent alors que chaque main élirait son consul (1) et ses conseillers. Les docteurs mis à part après la première main se recruteraient également entre eux (2).

Jusqu'au bout la classe plébéienne fut systématiquement ignorée.

Sentant confusément que le danger viendrait d'en bas, le conseil avait bien par une délibération du 13 novembre 1789, décidé de supplier le Pape d'admettre dans l'administration municipale tous les chefs de famille possesseurs d'un certain bien à fixer par lui, estimant « qu'il est de l'équité que toutes les classes de citoyens connoissent les affaires de la municipalité et qu'elles prennent part à son administration puisque leurs propriétés sont les hypothèques de la dette publique. » (3) Mais, comme on le voit, le principe de la propriété individuelle apparaissait aux dirigeants de cette époque comme essentiel et fondamental pour l'accession aux affaires publiques.

« Dans un temps et dans un pays où la délicatesse sur les Rangs était portée à l'excès » (4) cette motion n'eut pas plus de suite que n'en avait eu depuis plus de cent ans la demande de création d'un quatrième consul pour représenter au consulat la classe absente des artisans, des paysans, des travailleurs.

Il fallut à ceux-là plusieurs révolutions pour conquérir leur place.

La modalité des élections

Il faut bien garder le mot : élection pour désigner l'ensemble des opérations à l'aide desquelles, au XVIII^e siècle, était renouvelé le corps municipal d'Avignon, et cependant il ne s'agissait alors nullement d'élections au sens moderne du mot. C'est un

(1) Règlement pour l'élection consulaire, du v. légat Aquaviva, inscrit au procès-verbal de la séance du 16 juin 1750. Reg. des délibérations, T. 43, p. 142.

(2) Pièce justificative, n° V.

(3) Arch. municipales. Reg. des délibérations, T. 60.

(4) De Cambis-Velleron, *loc. cit.*

renversement à peu près complet de nos conceptions actuelles : il n'y avait pas de suffrage universel, pas même de suffrage restreint ; en somme les organismes municipaux se renouvelaient eux-mêmes.

Toute désignation aux fonctions publiques se faisait suivant un système combiné auquel participaient les suffrages et le sort.

Ce système qui apparaît, dans le détail, d'une complication minutieuse, tient beaucoup plus de la cooptation que de l'élection proprement dite.

Dans la totalité des cas, les suffrages étaient émis au scrutin secret par ballottes ou fèves.

Ballotter un nom, une question, c'est les soumettre aux suffrages.

Le mode de votation le plus ancien consistait à employer, en guise de bulletin, des fèves blanches ou noires pour marquer l'approbative ou la négative, selon le cas.

Le 20 janvier 1475, il est disposé, dans une séance du conseil, que les délibérations seront prises par suffrages, c'est-à-dire par fèves blanches signifiant la négative et par fèves noires signifiant l'affirmative (1).

Les statuts d'Avignon (2) mentionnent que le secrétaire de la ville sera tenu, lorsqu'il écrira les noms et prénoms des conseillers qui entrent dans la salle du conseil, de présenter à chacun d'eux le vase d'argent dans lequel sont placées les fèves servant à constater les suffrages et les votes.

Chaque conseiller devra en prendre la quantité nécessaire afin qu'il puisse mettre librement et secrètement la fève qu'il voudra, noire ou blanche, selon Dieu et sa conscience. Cette fève ne devra être montrée publiquement sous peine de parjure.

(1) Reg. des délibérations, T. IV, procès-verbal à sa date. « *Videlicet quod conclusiones fiant per fabas albas designantes negativam et per fabas nigras designantes affirmativam.* »

(2) Statuts de 1564, Liv. I, Rub. II, Art. IV.

Statuts, édit. de 1698, Liv. I, Rub. III, Art. V.

Le vote s'effectuait en déposant, à tour de rôle, une fève dans le vase ou « calisse » disposé à cet effet sur une table au milieu de la salle.

On constate dans chaque délibération du conseil qu'elle a été prise à la *pluralité* — c'est-à-dire au plus grand nombre — de suffrages.

Plus tard, ce système des fèves fut modifié.

Une nouvelle forme de procédure adoptée en réunion du conseil du 12 juin 1608 (1) et confirmée par ordonnance du vice-légat du 23 juin de la même année, institue « à la façon de Venise » les ballottes uniformes, petites boules de drap de même grosseur et de même couleur, et le ballotier, vase spécial, appelé en italien « *boussola* ».

« Le temps aurait appris — constate l'exposé des motifs de cette décision — les abus qui se commettent en cette maison de ville tant à la création des consuls, conseillers, qu'aux affaires importantes qui s'y traitent et concluent ordinairement par le moyen de fèves... tellement que les voix des conseillers et assistants aux conseils ne sont le plus souvent libres. »

Les ballottes étant identiques, c'est par le dispositif ingénieux du vase à deux compartiments ou *goubeaux* (2) que s'opérera la distinction des votes. Le compartiment de droite servira pour l'affirmative, le compartiment de gauche pour la négative ; une large ouverture prolongée en entonnoir permettra d'y glisser la main sans laisser voir de quel côté elle laisse tomber la ballotte.

Cet agencement permet un moyen de contrôle sur les votants et offre des garanties jusqu'alors absentes.

La salle haute de l'Hôtel de ville, servant de lieu de réunion au conseil, présentait l'aspect suivant : au fond une grande cheminée à droite et à gauche de laquelle s'étagaient en amphithéâtre le long des murs, des bancs de dimensions unifor-

(1) Pièce justificative n° I.

(2) F. Mistral, *Lou tresor dóu Felibrige* ou *Dictionnaire provençal-français*, au mot : *goubéu*, *goubel*, *goubé*, *goubée*, *goubó* (v. fr. *gobeau* ; b. lat. *gobellus*), gobelet en bois, en verre ou en fer-blanc.

mes. C'est là que prenaient place, d'après un rang protocolaire, le viguier, les consuls, les conseillers des trois mains (1).

En raison du nombre des places nécessaire les sièges devaient être disposés en fer à cheval sur trois faces de la salle.

(1) Une attestation du 9 septembre 1735 relative à la préséance des conseillers entre eux et au mode d'opiner suivi dans les délibérations soit du conseil particulier de l'Hôtel de ville, soit dans le conseil ordinaire de cette cité, copiée dans les manuscrits de Chambaud (Bibliot. d'Avignon, ms. 2503, f° 291) nous fait connaître ce protocole.

« Nous Viguier, ex-Viguier, Assesseur, ex-Assesseur, Consuls, ex Consuls, Conseillers et ex-Conseillers de l'Hôtel de Ville d'Avignon.... certifions de plus et attestons que Au fond de la salle, sur les mêmes bancs du côté droit de lade. cheminée est assis M. le Viguier qui préside le conseil ; immédiatement après lui et sur la même ligne sont assis MM. les Consuls et M. l'Assesseur selon leur rang, immédiatement après à côté de M. l'Assesseur viennent MM. les Conseillers de la première main et ensuite une partie des Conseillers de la seconde et de la troisième main. »

« Au fond de la même salle du côté gauche de ladite cheminée, sur les mêmes bancs et amphithéâtre, sont assis MM. les députés du clergé à la tête desquels se trouve M. le Prévot l'orsqu'il y assiste, immédiatement après et sur la même ligne sont assis les quatre députés de l'Université et tout de suite partie des Conseillers de la 2^e main et partie de la 3^e main. »

« Pour ce qui regarde M. le Primicier, il est assis sur une chaise à bras au fond de la salle dans l'endroit où lade. cheminée sépare lesdits bancs, tournant le dos à ladite cheminée. »

« Certifions en outre qu'après que M. l'Assesseur a proposé l'affaire en question, MM. les Consuls et M. l'Assesseur opinent tout de suite selon leur rang ; immédiatement après le Primicier opine et après lui M. le premier Conseiller de la première main qui est assis à la droite de M. l'Assesseur, et au défaut de Conseiller de la 1^{re} main, le premier Conseiller de la 2^e main opine, ce qui est arrivé quelquefois, de même qu'à défaut de Conseiller de la 2^e main, le 1^{er} Conseiller de la 3^e main aurait droit d'opiner, ensuite M. le Prévot ou le plus ancien député du clergé opine, après lui le 2^e Conseiller de la 1^{re} main, ensuite le 2^e député du clergé et ainsi successivement et alternativement de la droite à la gauche et le même ordre est observé pour le balotement ou suffrage secret. »

« Certifions et attestons enfin que c'est un usage ancien et non interrompu que lorsque dans les Conseils publics chacun des assemblés opine, il dit avant que d'ouvrir son sentiment, Monsieur et Messieurs, en s'adressant à M. le Viguier et à tous les assemblés et que dans certains cas et occurrence, chacun est obligé de demander acte à M. le Viguier de ses instances ou de ses oppositions. »

« Nous soussignés disons et attestons tout ce que dessus pour l'avoir vu observer et pratiquer de la sorte..... »

Au centre deux longues tables étaient dressées perpendiculairement à l'axe de la salle passant par le milieu de la grande cheminée. La première faisait face au viguier et aux consuls et l'autre lui était parallèle « à six pas en arrière, à l'endroit où se trouvera assis le dernier des conseillers. » (1)

Sur la première table est placé un bassin d'argent dans lequel on met les ballottes.

Sur la seconde est disposé le vase de vote ou « *balottier* ».

L'ordre et règlement établi en l'Hôtel de ville le 9 juin 1616 (2) commande alors les prescriptions que voici :

« 3. — Pour empêcher la confusion laquelle peut advenir, quand on balotte quelqu'un pour être Conseiller ou Consul, ne sera permis à aucun d'aller balotter ou s'approcher du balottier qu'il ne soit appelé par M. le Viguier, et ce, après que M. le premier Consul aura nommé tout haut, suivant l'ancienne coutume celui qui doit balotter, et à ces fins chacun demeurera assis à sa place — que si quelqu'un allait à la cheminée pour se chauffer ou ailleurs pour quelque nécessité, se remettra à sa d^e place avant que de pouvoir balotter et n'en bouger que celui qui balotte devant ne soit remis à la sienne et ce pour éviter tous abus. »

« 4. — Les Députés qui seront à la table pour compter les ballottes aux fins d'éviter les abus mettront dans le bassin d'argent qui sera au bout de la table desd. Députés et du côté de MM. les Consuls, la balotte tant seulement qui doit être prise par celui qui est en rang de balotter, sans qu'ils puissent mettre plus d'une balotte à la fois (3) et celui qui ira balotter portera

(1) Articles dressés par le règlement du 7 mai 1585. Arch. municipales. Extrait du *sommaire et analyse des délibérations du conseil* de C. Pintat, 1551-1600, p. 224.

(2) Arch. municipales, *ibid.*, 1600-1660, f^o 119.

(3) La forme de procédure du 12 juin 1608 prescrivait le dénombrement des ballottes afin qu'elles se trouvent dans le bassin d'argent en nombre égal à celui des présents ; chacun devait en allant voter en prendre une seule au passage. — Le règlement de 1616 impose une nouvelle précaution en ne mettant qu'une balotte après l'autre dans le bassin.

lad^e balotte entre les doigts (sic), la main haute, en façon qu'elle se puisse voir, et au retour du balotier la main ouverte et haute comme est porté par l'ordre établi en l'an mil six cents huit. »

Lorsqu'il s'agissait de désigner des noms pour une élection, il était « mis papier sur table », c'est-à-dire que sur la seconde table était placée une grande feuille de papier divisée, s'il y avait lieu, en plusieurs cases blanches avec l'indication de leur destination.

Il était loisible à chaque consul ou conseiller de venir y inscrire les noms que bon lui semblait. Ainsi pour l'élection des conseillers, la feuille portait : pour la 1^{re} main, pour la 2^{me} main, pour la 3^{me} main ; pour les élections des consuls et officiers de la ville, le secrétaire écrivait en marge de la feuille : pour premier consul, pour second consul et ainsi des autres officiers à élire, en laissant une distance « de quatre grands doigts » de l'un à l'autre (1).

Les noms inscrits étaient ensuite ballottés.

De cette façon les candidats inscrits par chacun étaient soumis au suffrage de tous.

Suivant les cas, étaient retenus ceux qui avaient le plus de ballottes affirmatives ou ceux qui réunissaient les deux tiers des suffrages.

Enfin, pour surveiller les opérations électorales et leur régularité, pour les comptages et la vérification tant des inscriptions et des éliminations préliminaires que des résultats, des scrutateurs étaient désignés qu'on appelait les « députés de la table » et qui étaient adjoints aux consuls.

Prévus au nombre de six, deux de chaque main, ils étaient choisis au vote par l'assemblée avant chaque élection parmi les conseillers présents, et ballottés par conséquent selon le mode habituel. Ils prenaient alors place à la grande table et s'asseyaient en face des consuls.

(1) Règlement du 7 mai 1585 sus-mentionné. Il ajoute « Les conseillers qui voudraient y écrire quelqu'un en marqueront les noms mais ils ne pourront écrire qu'une seule personne pour la même charge. »

Nantis de ces données, il nous reste maintenant à envisager en particulier tout au moins les deux espèces principales et différentes d'élection : l'élection des conseillers et l'élection des consuls.

Election des Conseillers

Nous savons ce qu'étaient les mains ; encore est-il utile de rappeler que la classification qu'elles comportent n'était pas, dans la population, nettement arrêtée. Ce n'est que dans le sein du conseil qu'elle devenait effective.

Là seulement les citoyens désignés pour conseillers étaient catalogués strictement. On ne faisait partie de telle ou telle main qu'après y avoir été régulièrement reçu.

L'admission une fois acquise était définitive et comportait, sauf les exceptions que nous examinerons, l'éligibilité au conseil dans chaque main respective.

Le bénéfice en subsistait pour ceux qui, leur mandat de conseiller terminé, rentraient dans le rang et redevenaient disponibles pour des élections futures, après quatre ans passés hors du conseil.

Ainsi un contingent se formait pour chaque catégorie, qui était appelé à fournir, à l'exclusion de tout autre élément, les conseillers et le consul de la classe qu'il représentait.

D'ailleurs souvent, d'après les textes mêmes, les privilégiés inamovibles qui font partie de ce contingent sont déjà appelés conseillers, bien que leur qualité ne leur en donne pas automatiquement et de suite les fonctions. C'est qu'ils sont dès leur admission en mesure de l'être et, à la vérité, tous les citoyens reçus dans l'une des trois mains sont des conseillers en puissance ; des conseillers virtuels pourrait-on dire, par opposition aux conseillers *effectifs* ou *actuels* comme sont qualifiés dans les actes ceux qui sont momentanément en exercice.

Le conseil se recrutait donc dans un cercle fermé.

C'est à entrer dans ce cercle que consistait le premier degré de l'accession aux fonctions municipales.

Par quel moyen pouvait-on y parvenir ? Aucun n'émanait de l'initiative individuelle.

Dans la caste dirigeante, jalousement close, qui alimentait les conseils et le consulat, les mains se perpétuaient et se complétaient elles-mêmes selon une modalité établie.

La brigue, puisque ce mot était de mode à l'époque (1), avait sans aucun doute quelque action et les documents contemporains en font foi, mais elle devait s'exercer sourdement, adroitement, de la part des solliciteurs, auprès de ceux qui, comme les membres d'une académie, disposaient des fauteuils vacants. Aucune candidature publique, avouée, régulière n'était permise.

Un formalisme si excessif et si exigeant s'appliquait aux principes que nous venons d'indiquer qu'on le réalisa dans le système des boîtes.

L'Ordre et Règlement pour la Nomination et Création des Conseillers de la Maison Commune d'Avignon, délibéré par le conseil le 22 février 1633 (2), confirmé par ordonnance du vice-légat Philonardi et imprimé à part en 1741 (3), nous en donne la description et nous en fait connaître le fonctionnement.

« LE CONSEIL ordinaire de ladite Ville sera toujours composé suivant les Statuts de cette Ville, Bulles & Règlements cy-devant faits de quarante-huit Conseillers tant seulement, sçavoir seize de chaque main. »

.....
 « SERONT faites six Boîtes au dessus de l'une desquelles sera écrit Boîte de la première main, en l'autre Boîte de la seconde main, & l'autre Boîte de la troisième main, & au dessus des autres sera écrit, sçavoir en l'une Boîte première, en l'autre

(1) Voir : Règlement pour l'élection des consuls et assesseur, du 18 décembre 1628. — Pièce justificative n° II. — Règlement pour l'élection des consuls, conseillers et autres, du 7 mai 1585, exposé des motifs ; (délibération du conseil, à sa date, reg. des délibérations, T. XVI.)

(2) Reg. des délibérations, T. XXV, f° 77.

(3) Quelques exemplaires subsistent encore tant aux archives municipales qu'à la Bibliothèque d'Avignon, ms. 2447, n° 2 — ms. 2448, n° 33.

Boëte seconde, en l'autre Boëte troisième, & dans les trois premières seront mis en des petits billets pliés à rouleau tous les Noms & Surnoms des Citoyens qui ont esté effectivement Conseillers ordinaires de ladite Ville, jusques au présent iour... »

.....

« SE FERA une Armoire dans la Salle du Conseil à six serrures & six clefs, dans lequel seront mises lesdites six Boëtes, comme aussi les trois cy-après écrites, fermées à clef & trois clefs dudit Armoire seront gardées par Messieurs les Premier, Second, Tiers Consuls, SÇAVOIR une par chacun, & les autres trois par trois députés du Conseil ordinaire que s'esliront annuellement par Ballottes (1)... »

Telle est la base du dispositif qu'il reste à faire jouer.

Ici la porte s'entr'ouvre pour permettre un très léger apport de l'extérieur.

« ET A CE QUE ceux qui n'ont iamais esté Conseillers n'en soient exclus, & que la porte soit ouverte à tous les Citoyens pour estre du Conseil le jour destiné pour l'Election des Conseillers, avant que proceder au sort cy-après écrit, sera mis papier sur table sur lequel pourront estre escrits tant par Messieurs les Consuls, Assesseur que Conseillers presans audit Conseil, & par chacun d'iceux, un Citoyen de chaque main pour estre Conseiller de ceux qui n'ont iamais esté du Conseil..... tous lesdits Citoyens escrits en la première main qui n'ont iamais esté du Conseil seront Ballottez l'un après l'autre & les Noms & Surnoms des six qu'auront plus de Ballottes affirmatives, seront descripts en des billets égaux pliés à rouleau, & mis dans une Boëte sur laquelle sera escrit Boëte des nouveaux Conseillers de la premiere main, de laquelle seront tirés deux au sort par un petit enfant de cinq ans, ou environ en la mesme forme portée par le Règlement fait sur l'Election des Consuls en l'année mille six cens vingt-huit & le dix-huitieme du mois de Decembre (2) lequel sera ponctuellement observé, & les deux

(1) Ces conseillers étaient appelés « les Députés des clefs. »

(2) Pièce justificative n° II.

qui seront tirés seront mis dans la Boëte des Conseillers vieux de la première main pour estre tirés au sort avec les vieux Conseillers, & les quatre restants desdits six demeureront dans ladite Boëte pour estre tirés au sort les deux années suivantes, sçavoir deux chascune année pour estre remis chascue année dans ladite Boëte, & tirés au sort avec les vieux, comme dit est ; & ainsi sera procedé pour la seconde, & troisième main, & passées lesdites trois années, & icelles expirées en l'année suivante que sera la quatrième, se gardera & observera la mesme forme que dessus, & à perpetuité pour l'Election desdits six Conseillers nouveaux de trois en trois ans. »

La seule opération comportant la manifestation de suffrages est donc celle qui consiste à nommer tous les trois ans six conseillers nouveaux.

Voici enfin, toujours d'après le règlement, le mode d'élection des conseillers.

« LE CONSEIL assemblé le iour que l'on est en coustume de le tenir pour l'Election des Conseillers qu'est à l'Octave avant les Festes de Noël, lesdites six Boëtes avec les autres trois destinées pour les nouveaux Conseillers, seront portez dudit Armoire, sur la table, que sera à cét effet dressée au devant de Messieurs les Viguiers, Consuls, & Assesseur & après sera appelé un petit enfant de cinq ans, ou environ lequel en presance des dits Sieurs Viguiers, Consuls, et Assesseur, & six députés que seront faits par ledit Conseil sçavoir deux de chascue main que seront assis en ladite table en la façon porté par ledit Reglement fait sur l'Election des Consuls en ladite année mil six cens vingt-huit, & le dix-huitième du mois de Decembre, tirera desdites Boëtes, soit de la première main, soit de la seconde main, le nombre des Docteurs que sera de besoin (1), chascue année pour faire ledit nombre de six compris le Sieur Assesseur & à cét effet les billets des Docteurs seront marquez au dessus par

(1) Le conseil ordinaire devait comprendre six docteurs ès droit, y compris l'assesseur, sur les 48 conseillers.

une lettre D. & ledit nombre des Docteurs tiré, ledit enfant tirera de ladite Boîte de la première main, le nombre des Conseillers que sera de besoin chaque année pour ladite première main, ayant déduit les Docteurs que seront sortis d'icelle; & les billets tirés de ladite Boîte ayant été veus & leus en la forme portée par ledit Règlement de ladite année mil six cents vingt-huit, seront remis dez aussi-tôt l'un après l'autre dans ladite Boîte sur laquelle sera écrit comme dit est, Boîte première pour y demeurer iusques à ce que ladite Boîte sur laquelle sera écrit Boîte de la première main, soit entièrement vidée, & ainsi s'observera pour les Conseillers que conviendra annuellement pour les seconde, & troisième main. »

En résumé, trois séries de trois boîtes chacune sont en présence.

La première porte : Boîte de la 1^{re}, de la 2^e, de la 3^e main ;

la seconde : Boîte première, seconde, troisième ;

la troisième : Boîte des nouveaux conseillers de la 1^{re}, de la 2^e, de la 3^e main.

Dans la 1^{re} série sont les noms de tous les anciens conseillers ayant siégé au conseil.

Dans la 2^e série sont les noms des conseillers actuels.

Dans la 3^e série sont les noms des nouveaux admis.

Chaque année, les élections proprement dites des sujets nouveaux étant faites, ou ayant été faites l'une des deux années précédentes, le jeu consiste simplement à alimenter les boîtes de la 2^e série appelées aussi « Boîtes de confusion », en y faisant passer le nombre de noms nécessaire pour compléter le conseil cette année, ces noms étant fournis par voie de tirage au sort dans les boîtes de la 1^{re} série (conseillers anciens) après que deux noms de la 3^{me} série (conseillers nouveaux) tirés également au sort, y auront été mêlés.

Au cas où, sur la fin des boîtes de la première série, on ne trouverait pas le nombre de noms dont il serait besoin pour compléter le conseil cette année là, on tirerait d'abord tous les billets qu'elles contiennent et l'on compléterait par des noms de

conseillers ayant resté quatre ans hors du conseil, pris parmi ceux qui sont demeurés dans les boîtes de la deuxième série (1).

Le contrôle, du reste, est facilité par la disposition du règlement qui prescrit l'établissement de rôles affichés en permanence dans la salle du conseil et sur lesquels sont inscrits, par mains respectives, tous ceux dont le nom figure dans les boîtes de la première série, jusqu'à ce que ces boîtes soient entièrement vidées.

Chacun peut se rendre compte ainsi des noms que contiennent ces boîtes et de la date à laquelle ils sont sortis pour conseillers ou ont été rayés pour cause de décès. Ces renseignements figurent en regard dans des colonnes *ad hoc*.

Les rôles sont signés par les trois consuls et le secrétaire.

(1) Cette éventualité a besoin d'être expliquée.

L'application complète du système établi par le règlement dont il s'agit portait sur une période de trois années. Dès la première année de la mise en jeu, au moment du renouvellement annuel qui est de la moitié des membres du conseil, 24 noms passent des boîtes de la 1^{re} série, contenant ceux des conseillers ayant déjà siégé antérieurement, dans les boîtes de la 2^e série où sont ceux des conseillers en exercice.

Au deuxième renouvellement un an après, 24 autres noms effectuent le même déplacement.

Il pouvait dès lors fort bien arriver au troisième renouvellement, c'est-à-dire à la 3^e année d'application, que les boîtes de la 1^{re} série, ne contenant pas en somme des billets en nombre illimité, ne pussent fournir 24 noms nouveaux. Il aurait fallu pour cela qu'elles aient renfermé au début au moins 72 noms, nombre qui pouvait ne pas être toujours atteint par celui des anciens conseillers.

C'est en prévision de ce cas d'insuffisance que l'éventualité de puiser dans les boîtes de la 2^e série est envisagée.

Encore faut-il ajouter, pour la compréhension de ce moyen, que dans les boîtes de la 2^e série s'accumulaient les noms des conseillers sortant de charge chaque année et qui y demeuraient quand même avec les noms des nouveaux, car ceux des conseillers remplacés, et par conséquent ayant cessé d'être en activité, n'étaient pas immédiatement extraits à mesure que de nouveaux élus venaient prendre leur place; de sorte que ces boîtes contenaient, non seulement les noms des conseillers en exercice, mais encore les noms de ceux qui l'avaient été une année ou deux années auparavant.

Ce n'est qu'à l'expiration de la période de trois ans que les choses étaient remises en état, et les noms répartis réglementairement dans les boîtes respectives, comme au point de départ.

Le règlement imprimé en 1741, mentionne encore *in fine* une délibération du conseil du 17 décembre 1691 (1) décidant qu'à l'avenir, les conseillers qui seraient admis à s'élever d'une main à l'autre tiendraient lieu et place des six conseillers à élire de trois en trois ans, sans pour cela être mis dans les boîtes de la première série; ceci dans l'hypothèse que ceux qui changent de main aient resté le temps requis hors du conseil ou soient, dans le moment, conseillers effectifs.

Quant aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités également définies par le même règlement, elles paraissent devoir être plus rationnellement relatées en traitant du « conseil ».

Election des Consuls

Les élections des consuls et de l'assesseur sont régies, à partir du xvii^e siècle, par un règlement spécial adopté par le conseil de la ville le 18 décembre 1628 et approuvé par le légat le 5 mai 1629 (2).

Le mode d'élection antérieur aux dispositions de 1628 et qui fit l'objet d'un certain nombre d'articles soumis au conseil le 7 mai 1585 (3), reposait surtout sur le principe du *quantum*.

Il établissait en effet que les noms des conseillers qui auraient réuni les deux tiers des suffrages dans la main à laquelle ils appartenaient comme candidats au consulat, seraient tirés au sort — à moins qu'il n'y en ait qu'un dans ces conditions, auquel cas il était immédiatement élu — et le premier qui sortirait serait nommé consul, quoique d'autres conseillers eussent obtenu un plus grand nombre de suffrages que lui.

L'élection devait avoir lieu dans la même forme, toutes les mains réunies, pour la nomination de l'assesseur.

(1) Reg. des délibérations, T. 34, à sa date.

(2) Pièce justificative n° II.

(3) Reg. des délibérations, T. XVI.

Sommaire.... de Pintat (1551-1600), p. 224.

Une autre réglementation de 1612 (1) constitue la transition entre celle de 1585 et celle de 1628. Elle prescrit que tous les conseillers seront ballottés les uns après les autres dans l'ordre du tableau. Les trois qui se trouvent obtenir le plus de voix, avec au moins le tiers des suffrages des conseillers présents, seront mis au sort et le premier tiré sera consul.

Le règlement de 1628 modifie ces dispositions en leur substituant les suivantes :

Par main respective, les noms de tous les conseillers présents ou absents ayant les qualités requises pour être consul, sont écrits par le secrétaire sur de petits billets égaux, pliés et jetés ensuite dans une boîte, puis comptés et contrôlés quant au nombre par le total d'une liste sur laquelle on a inscrit les noms au fur et à mesure de la confection des billets correspondants.

Ces précautions prises, on fait intervenir le petit enfant dont la main innocente est toujours en pareille circonstance l'instrument du sort. Il tire de la boîte dix billets.

Ceux-ci ouverts, lus et vérifiés minutieusement, sont enregistrés sur une feuille de papier par le secrétaire et les noms qu'ils portent sont ballottés l'un après l'autre dans l'ordre de leur sortie.

Les six qui obtiennent le plus de ballottes affirmatives sont de nouveau inscrits sur billets et remis en boîte.

Avec le même cérémonial, trois billets sont ensuite tirés au sort et les noms mis aux suffrages.

Celui des trois qui en réunit le plus est proclamé consul.

Des prescriptions annexes règlent les cas où il se trouverait, au début, moins de dix noms dans la boîte.

Ainsi l'élection se déduit des suffrages et du sort combinés.

Deux éliminations au sort et deux votes sur les noms provenant de leur résultat, aboutissent à l'élection finale.

Ce règlement fut appliqué jusqu'à ce que survinrent en 1750

(1) Reg. des délibérations, séance du 1^{er} octobre 1612, T. XXI, fo 12.

les importantes modifications (1) imposées par ordonnance du vice-légat Aquaviva, rendue en confirmité des ordres de la Sacrée Congrégation d'Avignon à Rome (2).

A l'avenir — stipule l'ordonnance du vice-légat en date du 15 Juin 1750 (3) — l'élection de MM. les consuls et assesseur ne se fera plus comme par le passé à la pluralité indistinctement des

(1) Dans son *Histoire des réunions temporaires*... T. II, p. 511, Charpenne indique qu'entre temps la simplification suivante fut introduite par une délibération du conseil du 22 février 1663 ; à l'avenir on ne commencera plus par le sort pour la création des consuls et assesseur mais par l'élection.

Comme les registres des délibérations du conseil ne mentionnent pas de réunion à la date du 22 février 1663 et qu'aucune référence n'est donnée à ce sujet, il ne nous a pas été possible de vérifier l'exactitude du fait.

Quoiqu'il en soit, la modification dont il s'agit peut être logiquement motivée par ce fait que la première élimination étant laissée au sort dans l'élection, certains candidats des plus qualifiés pour le consulat risquaient de se trouver du premier coup écartés.

Quant à ses conséquences dans la pratique, elles nous paraissent se borner à la suppression pure et simple de l'une des quatre opérations détaillées ci-dessus, les trois autres restant en vigueur dans l'ordre fixé. C'est-à-dire que le système subsiste avec cette différence qu'au lieu de balloter d'abord seulement les dix conseillers tirés au sort parmi ceux aptes à devenir consuls, on les balloterait tous pour en retenir dix ayant le plus de suffrages ; le reste sans changement.

L'interprétation que donne l'auteur, à savoir que les consuls et l'assesseur avec les six députés nommés par le conseil (ce sont probablement les six députés de la table) eurent la faculté de choisir les candidats, est à notre avis erronée.

(2) La Congrégation d'Avignon était une commission permanente siégeant à Rome, composée de cardinaux et de prélats et présidée par le cardinal Secrétaire d'Etat, chargée de décider sur les affaires d'administration et de gouvernement d'Avignon et du Comtat. (Charpenne, *op. cit.*, T. II, p. 21, note 2).

Après l'occupation d'Avignon et du Comtat par Louis XIV (1689), les Papes n'ont plus nommé de légat en Avignon, et se sont contentés d'y avoir un vice-légat. L'autorité ci-devant attribuée aux légats relativement au régime politique et économique des Etats pontificaux de France fut réservé à cette congrégation établie à Rome par rescrit du pape Innocent XII en date du 7 février 1693. (Cottier, *notes historiques concernant les recteurs du ci-devant Comté-Venaissin*, Carpentras 1806, in-8°, pp. 325-326).

(3) Pièce justificative n° IV.

suffrages de tous les conseillers, mais au contraire, chaque main des dits conseillers élira le consul de sa main.

Outre cette innovation déjà considérable et qui marque un retour vers une tendance beaucoup moins égalitaire puisque la classification des conseillers par main devient pour ainsi dire hermétique et ne disparaît plus lorsqu'il s'agit d'élire les consuls, il en surgit une autre non moins curieuse.

Les conseillers extraordinaires, jusqu'alors tenus à l'écart et non qualifiés pour prendre part à ces élections y sont admis dans leur main, non comme éligibles il est vrai, mais du moins comme électeurs.

Il faut sans doute aller chercher la raison de cette mesure dans le fait que l'assiduité des conseillers aux séances du conseil était venue en un point où elle était loin d'être exemplaire. On constate presque à chaque réunion de l'assemblée municipale que le vice-légat était sollicité de rendre une ordonnance « portant dispense du nombre de MM. les conseillers ». Il était ainsi permis de tenir valablement conseil bien qu'il s'y trouvât moins de 25 conseillers, *quorum* requis par les statuts.

La fonction de conseiller, et même celle de consul cependant plus ambitionnée, était devenue une charge assez lourde pour que nombre de citoyens tâchent d'y échapper, ou tout au moins d'en esquiver les obligations.

Cependant, de par les plus anciennes constitutions, les accepter et les remplir avec conscience et dévouement constituait un devoir civique pour ceux qui y étaient appelés (1).

Des pénalités étaient prévues pour ceux des membres qui n'assisteraient pas aux séances du conseil sans excuse valable, ce qui ne manque pas d'être rappelé dans l'ordonnance du 15 juin 1750.

Mais il y avait un moyen de se mettre en règle avec ces obligations, c'était d'en obtenir l'exemption, exemption accordée soit

(1) Cf. chap. 1^{er}, p. 9.

par la Sacrée Congrégation d'Avignon, soit par le vice-légat (1). Cet échappatoire avait dû être largement employé puisque le vice-légat Aquaviva le constate dans son ordonnance et révoque toutes les exemptions antérieurement accordées en remarquant qu'elles ont « réduit à un petit nombre les personnes qui composent les trois mains respectives et principalement la première main ».

C'est là encore une raison qui a dû motiver la réforme du mode d'élection des consuls, car la première main étant la plus réduite, la noblesse se trouvait être une minorité dans l'ensemble des trois mains et l'élection du consul de son choix pouvait lui échapper.

Avec le système nouveau, les conseillers tant ordinaires qu'extraordinaires de la 1^{re} main formaient un bloc homogène et distinct qui reprenait, par l'organe du 1^{er} consul issu de lui, toute sa prépondérance.

Quant à l'élection de l'assesseur, comme c'est obligatoirement un docteur, il sera élu par tous les conseillers des trois mains et à la majorité des suffrages.

« Pour éviter toute confusion qu'il pourrait y avoir si tous les conseillers qui doivent assister à l'élection consulaire étaient convoqués à la même heure — ajoute le texte de l'ordonnance — Nous avons ordonné et ordonnons que lesd. conseillers seront convoqués à quatre différentes heures (2) à la manière ordinaire ».

En ce qui concerne l'élection des conseillers, les mêmes dispositions furent prises par une seconde ordonnance du 15 décembre de la même année (3).

(1) L'exemption des conseillers septuagénaires et infirmes était pour ainsi dire de droit : il y avait d'autres cas : personnes passées au service du Roi ; personnes n'ayant plus une habitation continue dans la ville, etc., etc..

(2) C'est-à-dire pour quatre heures différentes, de telle sorte qu'il y eut quatre groupes de votants, généralement à 11 heures du matin pour la première main, 3 heures de l'après-midi pour la deuxième, 5 heures pour la troisième et, sitôt les opérations précédentes terminées, pour l'élection de l'assesseur.

(3) Pièce justificative n° V.

Chaque main devait élire à l'avenir les conseillers de sa main « en admettant au droit de suffrage tous ceux qui ont été légitimement élus conseillers de sa main respective, pourvu qu'ils aient d'ailleurs les qualités requises par les statuts et les règlements. » (1)

Une particularité surgit ici pour les docteurs (2).

De par leur titre, ils étaient « inserés » dans la seconde main tout en conservant le droit d'être proposés et reçus dans la première.

Ils se trouveront maintenant dans une situation intermédiaire tout à fait particulière en s'assemblant « seuls immédiatement après l'élection de MM. les conseillers de la première main, pour procéder à l'élection de deux Docteurs pour conseillers »..... « à cet effet il y aura une boîte à part pour les Docteurs conseillers ». (3)

C'était comme une main nouvelle qui était ainsi créée et qui s'intercalait entre la première et la seconde.

Le deuxième et le troisième consul s'en alarmèrent du reste et s'empressèrent de faire entendre leur protestation (4).

Ils durent avoir l'impression de se trouver relégués et coupés du contact de la première main, contrairement au principe, invoqué par eux, que les trois consuls sont indivisibles et ne font qu'un.

(1) Une ordonnance du 17 décembre 1752 décida que les consuls et assesseur assisteraient conjointement à ces diverses élections et donneraient leurs suffrages dans chacune d'elles. (Reg. des délibérations, T. 44, p. 145).

(2) Il s'agit des « Docteurs es Droits ». — Le conseil devait en comprendre six chaque année pour fournir l'assesseur.

(3) Cette boîte est une boîte des novices dans laquelle étaient placés les noms des deux docteurs ayant obtenu le plus de suffrages parmi ceux proposés et ballottés par leurs collègues du conseil.

Sur ces deux noms, il en était tiré un au sort qui concourait avec les autres éligibles.

Tous les docteurs en situation d'être conseillers actuels, auxquels on joint le novice qui vient de sortir de la boîte, sont ensuite tirés au sort et les deux premiers sortis sont conseillers.

(4) Pièce justificative n° V.

L'impression était juste. Elle concourt à démontrer la tendance, signalée plus haut, du retour à une prédominance marquée de la classe noble (1).

Au demeurant, les institutions municipales du moyen-âge étaient bien plus égalitaires et libérales que celles de l'époque qui l'a suivi.

Le conseil ordinaire

Fixés sur ce qu'étaient les citoyens de ce temps et sur la façon dont ils étaient représentés aux affaires, nous avons maintenant à examiner comment s'exerçait leur participation au pouvoir dans le gouvernement de la cité.

Par son recrutement même, la catégorie de citoyens qui siégeaient à l'Hôtel de ville, constituait une véritable caste.

Ceci est vrai, en particulier pour le premier conseil, le conseil ordinaire ou conseil général ou conseil de ville, l'ancêtre du conseil municipal actuel.

De même que les anciens vicomtes, délégués, des comtes souverains d'Avignon, étaient tenus de demander le *consilium* aux plus notables de leurs sujets, le viguier des comtes de Provence et de Toulouse devait encore gouverner avec des conseillers laissés à son choix, pourvu qu'ils soient recrutés parmi les nobles et parmi les bourgeois de la ville, par parts égales.

La caste dirigeante, déjà fondée, se survit ainsi.

Le gouvernement pontifical, se bornant à s'adapter à la situation acquise, nomme aussi à son avènement les conseillers dont l'existence est devenue le corollaire des franchises municipales sauvegardées.

(1) Au début de la séance du conseil du 17 décembre 1750, où eut lieu la première élection faite en conformité du nouveau règlement, le 1^{er} consul dans une allocution s'exprimait ainsi : « Les bons citoyens voyent avec plaisir que cet établissement rappelle dans l'Hôtel de ville le Corps de la noblesse en lui accordant les distinctions qu'il a paru souhaiter. » (Reg. des délibérations, T. 43, fol. 191).

L'établissement du conseil sur les bases où nous le trouvons réalisé à la fin de l'ancien régime fut long à se dessiner. Une période de tâtonnements qui s'étend sur plusieurs siècles avait été nécessaire pour fixer les règles de fonctionnement qui résultent des derniers statuts édités en 1698.

Dans l'étude des origines de l'institution, on constate dès l'abord, de la part de ceux qui en sont une fois pourvus, une prétention à la perpétuité des fonctions, qu'une réaction populaire dut refréner.

Des ordonnances de Charles de Bourbon (1) de décembre 1473 établissent que les conseillers de la ville ne seraient point perpétuels, mais bien que la moitié d'entre eux serait renouvelée chaque année.

L'autorité envahissante des légats n'avait pas tardé à supplanter le viguier, surtout dans ses attributions municipales, dès cette même époque. C'est donc à eux qu'est alors réservé le choix des conseillers de la maison commune.

L'assemblée municipale d'autre part, après être parvenue, lors de la tentative démocratique de 1411 (2), à réduire les prérogatives du viguier touchant la constitution du conseil, au choix d'un tiers seulement de ses membres, avait mis au premier rang de ses aspirations la possession du droit de nomination et essayait de le reconquérir, du moins en partie.

Dans cette longue lutte de tendances, des concessions furent-elles faites, des gains furent-ils réalisés ? toujours est-il que la situation était devenue vers le milieu du xvi^e siècle l'inverse de ce qu'elle avait été au début du xv^e : le vice-légat créait les conseillers, sauf quatorze qui étaient laissés à la présentation du conseil. Encore ne se fit-il pas scrupule quelquefois de substituer de son propre mouvement d'autres noms à ceux qui lui étaient ainsi présentés.

(1) Archevêque et comte de Lyon, Primat des Gaules, ayant pouvoir de Légat *a latere* en la ville d'Avignon et Comté-Venaissin.

(2) V. chapitre I, pages 17-18.

C'est du moins ce qui se passe en l'année 1561 (1).

Le conseil refuse alors, en revanche, d'admettre dans son sein les élus du vice-légat et il ne faut rien moins que l'intervention d'un émissaire spécial du pape Pie IV, Salvator Passino, évêque de Chiensi, pour mettre fin à ces troubles.

Par sa sentence en date du 16 juin 1561 (2), il déclare « qu'il appartient et appartiendra à l'avenir au conseil de ladite ville d'Avignon de faire élire les conseillers toutes les années, lesquels seront donnés en rôle et présentés par le conseil au vice-légat pour être par lui reçus et institués, et que dans la bulle d'institution (3) d'iceux, il sera fait mention de ladite présentation et nomination faite par lesdits sieurs consuls. »

L'ère des difficultés n'était pas close, bien que le champ en fut maintenant restreint et limité dans le conseil lui-même.

La période qui va suivre est intéressante à étudier d'un peu plus près.

Qui élirait les conseillers ? Les termes quelque peu ambigus de la sentence de l'évêque Passino ne le spécifiaient pas nettement ; il y apparaît cependant que la « nomination » (4) devait être réservée aux consuls.

Le 16 décembre 1561, on vit donc, conformément à l'interprétation de ce texte, présenter par les consuls et mettre aux suffrages du conseil, la moitié à renouveler des conseillers — ce qui n'avait jamais eu lieu jusque là.

(1) Cf. ms. 2827, f° 63 et suiv. (Bibliot. d'Avignon) et Charpenne, *Histoire des réunions temporaires.....*, T. II, pp. 278-279, pour toute la période qui va jusqu'à 1564.

(2) Arch. d'Avignon, boîte 7, n° 54.

(3) « L'institution » ou confirmation des conseillers par le vice-légat consistait dans la mise en possession officielle et la ratification de leur mandat. Le représentant du souverain pouvait éliminer ceux qui n'avaient pas les qualités requises par les statuts et en abroger d'autres (*invent. Pintat imp.*, boîte 7, n° 54).

(4) Nomination doit être pris dans le sens de *présentation*. Le 1^{er} consul nommait des noms qui étaient ensuite mis aux suffrages.

Dès l'année suivante s'agite la question de savoir si la présentation de l'autre moitié du conseil serait faite par les consuls ou par les conseillers. On résolut, non sans controverse, de s'en tenir au mode inauguré, ce qui n'empêcha pas des protestations de se produire de la part des docteurs, au point de créer un véritable conflit à la suite duquel fut levée la séance.

Ceci se passait dans une réunion du conseil du 19 décembre 1562 (1). Le 22 décembre, nouvelle réunion faisant suite à la précédente, « rompue — dit Claude Pintat dans son *Sommaire et analyse des délibérations du conseil* — à cause de la différence des opinions touchant la forme de la nomination des nouveaux conseillers. »

D'après les résolutions prises trois jours auparavant, il avait été convenu que les conseillers pourraient présenter des noms au même titre que les consuls et que l'ensemble de ces noms serait soumis au vote. C'est alors ce qui fut observé.

Une vingtaine de conseillers venaient donc d'être péniblement élus sur présentation émanant, partie des consuls, partie des conseillers.

La solution n'était que transactionnelle; il fallait en finir avec cette source de contestations. C'est alors que le 1^{er} consul proposa, à la réunion du conseil du 21 décembre 1563 (2), en abandonnant, pour lui et ses collègues, toute prétention à nomination, que chacun des conseillers (3) ait la faculté de présenter un ou deux noms de candidats de n'importe quelle main; tous les noms étant ensuite mis aux voix, ceux qui auraient le plus de suffrages approuvés seraient nommés conseillers.

Le conseil se rallia d'emblée à cette sage proposition qui ne devait valoir cependant, d'après son auteur, que jusqu'à ce que les choses eussent été entièrement réglées à cet égard. De même

(1) Arch. d'Avignon. *Sommaire*.... de Pintat (1551-1600), f° 97.

(2) *Id.*, *ibid.*, (1551-1600), f° 103.

(3) Les consuls et l'assesseur compris dans le nombre et avec les mêmes droits.

suite des députés furent en effet nommés pour étudier et déterminer de quelle façon on procéderait à l'avenir et pour en dresser un statut.

Les statuts de 1564 furent dès ce moment en préparation ; ils sanctionnèrent le procédé dont l'expérience avait donné pleine satisfaction et établirent définitivement enfin qu'il y aurait 48 conseillers, renouvelables par moitié chaque année la veille de Noël ; que leur nomination serait faite par le conseil, leur présentation (1) par les consuls et qu'ils seraient institués par les Supérieurs.

La situation ainsi fixée ne fut plus modifiée. Les statuts édités en 1698 ne font que la reproduire.

Nous nous trouvons donc en présence d'un conseil de 48 membres, y compris les consuls et l'assesseur, divisé en trois groupes de 16 membres pour chaque main (2).

Les conseillers n'y demeurent que deux années consécutives, à moins qu'ils ne soient, la seconde année, élus consul ou assesseur, auquel cas ils prolongent d'une année après leur sortie de charge, pour terminer leur temps comme conseiller (3).

Par suite du roulement qu'établit au sein du conseil le renouvellement annuel, par moitié, de ses membres, la continuité se trouve assurée à ses traditions et à ses travaux.

Tous les citoyens ne pouvaient pas être admis au conseil de la ville. Les statuts et règlements prévoient à ce sujet un certain nombre de cas d'inéligibilité ou d'incompatibilité.

C'est ainsi qu'il faut, pour être éligible (4), être âgé de 25 ans au moins, n'être ni suspect d'hérésie ni excommunié, être né et issu de « vray et légitime mariage en face Ste-Mère Eglise » ou être légitimé par semblable mariage subséquent ; posséder une

(1) Présentation des conseillers élus à l'agrément et à la confirmation du vice-légat.

(2) Groupes qui avaient été préalablement constitués respectivement par chacune des trois nationalités.

(3) Statuts, Liv. I, Rub. III, art. I.

(4) Pour toutes les conditions ci-après énumérées, cf. Statuts, Liv. I, Rub. III et règlement de 1633 (djà cité, p. 40).

maison dans la ville ou mille florins en biens immeubles, sis dans l'agglomération ou le terroir, ou en comtat venaissin, non compris la dot de la femme consistant en biens immobiliers ; habiter et demeurer à Avignon avec toute sa famille, au moins six mois de l'année consécutifs.

Les étrangers ne sont éligibles qu'après cinq ans de domicile dans la ville.

Le père et le fils, l'aïeul et le petit-fils, né de fils ou de fille, les frères, quoique de différents lits, ne peuvent être reçus en même temps au conseil (1).

Il y a, en outre, incompatibilité entre les fonctions de conseiller et certaines charges ou magistratures. Le vîguier, le vicaire général, le primicier, les juges et avocats fiscaux de quelle Cour que ce soit, ainsi que leurs substitus, ne peuvent, pendant le temps de leur charge, être élus conseiller, consul ou assesseur, ni venir au conseil même s'ils y ont été élus antérieurement.

Ceux qui plaident contre la ville, ses débiteurs, les rentiers des impôts et gabelles ou ceux qui participent aux fermes sont également exclus du conseil, de même que les banqueroutiers, faillis ou autres ayant fait cession de biens à leurs créanciers, et même leurs enfants (2).

Les conseillers sortants doivent rester quatre ans hors du conseil ; ce n'est qu'après ce délai qu'ils ont qualité pour être réélus.

Le mandat qui échoit au citoyen devenu conseiller est inéludable et constitue, avec les obligations qu'il comporte, un des plus hauts devoirs civiques. Le pape Sixte IV n'avait-il pas menacé d'excommunication ceux qui, ayant été créés conseillers, refuseraient de l'être (3).

(1) Dans le cas où le père et le fils ou deux frères sortent des boîtes, le père ou l'aîné des frères seuls sont conservés.

(2) Dispositions insérées dans une bulle de Sixte IV du 1^{er} août 1479. (Cf. *Invent. Pintat* imprimé, boîte 7, n° 25 — et Labande, *op. cit.*, p. 272.)

(3) Dans une bulle du 12 août 1474. Cf. *Sommaire.....* de Pintat, analyse de la délibération du conseil du 25 décembre 1474.

On comprend que la tradition impose aux nouveaux conseillers le serment. A la première séance du conseil à laquelle ils assistent, ils jurent solennellement, à genoux, la main sur l'évangile tenu par le viguier « qu'ils donneront fidèle conseil à la ville et qu'ils auront toujours l'utilité du public devant les yeux ».

Connaissant le mécanisme par lequel se constituait et se renouvelait le conseil et la modalité de l'élection de ses membres, voyons comment fonctionnent ses assemblées.

Les consuls, assesseur et conseillers effectifs forment le conseil ordinaire sous la présidence du viguier ou de son lieutenant, ou à défaut, d'un des juges de la cour temporelle.

Le conseil ordinaire se réunit, soit à des dates et dans des circonstances déterminées, soit lorsque les besoins de l'administration de la ville l'exigent.

Six réunions obligatoires sont prévues chaque année : (1)

1° pour le serment à prêter huit jours avant l'élection des consuls, et pour l'élection des capitaines des paroisses à la même séance ;

2° pour les élections consulaires ;

3° pour la nomination des officiers de la ville ;

4° pour la réception du viguier ;

5° pour la réception des juges de St-Pierre ;

6° pour l'extraction des conseillers des boîtes et l'élection des novices, quand il y a lieu (2).

En dehors de ces cas, toutes autres réunions étaient facultatives pourvu qu'elles fussent autorisées par le viguier. Encore cette autorisation était devenue toute de principe et implicitement acquise *a priori*.

La convocation est faite néanmoins ; pour la bonne règle, « à l'instance des consuls ou de l'un d'eux » et « de l'autorité de

(1) Cf. Chambaud, *loc. cit.*, f° 112. — Charpenne, *op. cit.*, T. II, p. 282.

(2) L'élection des novices n'avait lieu que tous les trois ans, v. p. 42.

Monsieur le Viguiers, » au son de la cloche (1), voix de trompe et par les courriers de l'Hôtel de ville (2).

La cloche du beffroi sonnait deux heures durant avant celle fixée pour la réunion, après quoi les portes étaient fermées et nul n'entrait plus au conseil. Les conseillers avaient été au préalable avertis par billet porté à domicile par les courriers et signé du secrétaire, toutes précautions ainsi prises pour qu'ils ne fassent pas défaut à la convocation.

Malgré ce, des absences nombreuses étaient trop souvent constatées, le quorum requis de 25 membres présents, y compris les consuls et l'assesseur, pour valablement délibérer, ne se trouvait la plupart du temps pas même atteint (3). Aussi les résolutions du conseil, les ordonnances, les règlements, sont-ils innombrables, dans lesquels il est rappelé que les pénalités prévues aux statuts doivent être strictement appliquées.

« Et ceux qui seront été appelés et personnellement appréhendés par l'un des courriers (ce que nous voulons apparoir par le rapport qu'en sera fait au secrétaire de la ville) et ne viendront, encouriront (sic) sans autre fait et *ipso facto* la peine de soixante sous tournois..... Et ceux qui n'auront assisté à l'élection des consuls encouriront la peine de cent florins (4) ».

Y avait-il d'ordinaire négligence ou complaisance dans l'application de ces pénalités ? Il faut bien qu'il en ait été ainsi puisque le vice-légat voulut rendre les consuls responsables du recouvrement des amendes encourues « à peine d'en répondre en leur propre. » S'il apporta un tempérament à cette mesure,

(1) La sonnerie était différente selon qu'il s'agissait d'un conseil ordinaire ou d'un conseil extraordinaire : deux coups pour le premier, trois coups pour le second.

Cette pratique s'est perpétuée jusqu'à nos jours ; la cloche de « Jacquemart » sonne encore quelques coups à chaque réunion du conseil municipal.

(2) Statuts, Liv. I, Rub. III, art. 2.

(3) Voir ci-avant, p. 48.

(4) Statuts, Liv. I, Rub. III, art. 3.

ce ne fut qu'en prescrivant cependant de lui remettre tous les trois mois la liste de ceux qui auront manqué d'assister aux conseils et qui n'auront ni payé l'amende, ni fourni d'excuse légitime à faire agréer à M. le Viguiier, et en se réservant à lui-même « d'y pourvoir à son arbitre ». (1)

A défaut de règlement intérieur, la coutume et la tradition avaient imposé une certaine manière de procéder dans les délibérations du conseil.

Les affaires y sont d'ordinaire proposées par l'assesseur et « continuées », s'il y a lieu, par le premier consul. Quand elles donnent lieu à discussion, chacun des assistants a bien entendu le droit de donner à haute voix son avis ; cela se fait non pas dans l'ordre où la parole aura pu être demandée, mais dans un ordre protocolaire par avance établi (2). Lorsque quelqu'un des membres veut exposer son sentiment, il commence par ces mots : Monsieur et Messieurs, s'adressant au viguiier et à tous les assemblés, et dans certains cas, chacun est obligé de demander acte au viguiier de ses instances ou de ses oppositions.

Une chose pourra étonner, c'est de trouver, de la part de l'autorité supérieure un contrôle aussi bénin sur les délibérations du conseil. Indifféremment le viguiier, les consuls,

(1) Ordonnance du 16 septembre 1750 insérée à la suite du procès-verbal de la séance du conseil du 24 septembre. (Reg. des délibérations, T. 43, f^o 178 v^o).

(2) « ... Après que M. l'Assesseur a proposé l'affaire en question, MM. les Consuls et M. l'Assesseur opinent tout de suite selon leur rang ; immédiatement après, M. le Primicier opine et après lui M. le premier conseiller de la 1^{re} main qui est assis à la droite de M. l'Assesseur et à défaut de conseiller de la 1^{re} main, le premier conseiller de la 2^e opine, ce qui est arrivé quelquefois, de même qu'à défaut de conseillers de la 2^e main, le 1^{er} conseiller de la 3^e main aurait droit d'opiner, ensuite M. le Prévôt ou le plus ancien député du clergé, opine ; après lui le 2^e conseiller de la 1^{re} main, ensuite le 2^e député du clergé et ainsi successivement et alternativement de la droite à la gauche et le même ordre sera observé pour le balottement au suffrage secret. » (Attestation relative à la préséance, — Chambaud, ms. 2503, f^o 291, Bibliot. d'Avignon).

l'assesseur avec le greffier, rendent compte verbalement au vice-légat, après les réunions, de ce qui s'y est passé. Si le vice-légat ne l'approuve pas, il prend une ordonnance ; l'approbation est la règle, la non approbation la très rare exception.

Le cardinal Durini, pro-légat d'Avignon après la dernière occupation française de 1768-1774, dans une célèbre protestation qu'il fit enregistrer dans les actes de la légation le 17 juin 1776 (1), jour de son départ, relève, entre tant d'autres, cette imperfection administrative qu'il considère comme un vice capital : « vices dans les délibérations, et ces délibérations sont tout le ressort de l'action municipale. On ne les expose que verbalement au gouverneur, qui, par conséquent, ne peut, ni les peser, ni les examiner, ni être assuré qu'elles ne seront pas changées ou altérées lorsqu'on les couchera par écrit »

Pour la rédaction des procès-verbaux, deux catégories de secrétaires interviennent : un notaire, greffier civil et criminel de la cour temporelle (2), à titre de délégué du gouverneur, qui « assiste et écrit pour le Prince (3). » et le secrétaire de la ville. Ils signent les procès-verbaux des délibérations, couchés et mis au net sur un grand registre *ad hoc*. A la suite des procès-verbaux sont insérées les ordonnances du vice-légat ayant trait aux matières municipales.

En feuilletant ces procès-verbaux, il est facile de se rendre compte que toute la réglementation soigneusement établie n'empêchait pas quelquefois les conciliabules, les intrigues, la précipitation, le bruit et le désordre (4).

(1) Protestation (dont extrait aux pièces justificatives, n° V) insérée à la fin du « *Code Durini* », in-4° n° 3912 de la Bibliot. d'Avignon.

(2) Le greffier du conseil devait être choisi parmi les quatre greffiers criminels majeurs en exercice. Requête de l'avocat et procureur général de sa Sainteté au vice-légat pour ordonner aux consuls de la ville de le choisir ainsi ; ms. 1721, f° 179. Bibliot. d'Avignon).

(3) Arch. d'Avignon, *Sommaire....* de Pintat (1551-1600), conseil des 11 et 18 décembre 1584, f°s 33 v° et 38 v°.

(4) Cf. conseil du 11 décembre 1584, *ibid.*

Le vice-légat Philonardi en 1612 dut interdire l'entrée en armes dans la salle du conseil (1), et le pape Pie IV brandir la peine d'excommunication pour défendre les brigues dans les élections (2). Mais les brigues peuvent-elles se défendre ? Le caractère méridional s'adaptant volontiers au goût de la « *combinazione* » italienne poussa incontestablement très loin à Avignon ce travers.

Il nous reste à jeter un rapide coup d'œil sur le rôle du conseil dans la cité.

Selon l'expression d'un historien local déjà ancien (3), ses membres exerçaient « cumulativement les fonctions d'électeurs, de législateurs municipaux et de conseillers dans toutes les affaires » ; appréciation exacte d'ailleurs et justifiée par les nombreux règlements, les délibérations aux objets si variés et la pratique des élections que nous voyons fournir la matière habituelle à l'activité du conseil.

En dehors du privilège électoral formant la base de son domaine propre et exclusif, le conseil ordinaire délibérait seul sur les affaires qui concernaient les œuvres pies, l'apurement des comptes des trésoriers des mêmes œuvres et sur les affaires relatives aux manufactures et aux corps de métier (4).

Tout ce qui avait rapport à la police municipale, aux charges locales, aux dépenses courantes pour la confection, entretien et réparation des choses publiques lui était également soumis.

Ses délibérations étaient prises au scrutin secret et à la majorité des votes par ballottes.

Les autres affaires de finances, les grosses dépenses à engager, les questions d'impôt, ressortissaient au conseil extraordinaire.

(1) Ordonnance du 23 juin 1612, insérée dans le p. v. de la séance du 25 septembre 1612. (Reg. des délibérations, T. XXI, f° 6 v°).

(2) Cf. *Sommaire...* de Pintat, *loc. cit.*, f° 35 v°.

(3) Fransoy (C. A.) jurisconsulte. *Histoire d'Avignon* [1810], ms. 2796. Bibliot. d'Avignon.

(4) Chambaud, ms. 2504, f° 112 (Bibliot. d'Avignon).

Aucune ferme, aucune entreprise ne pouvait être donnée qu'au système de l'adjudication : mise à prix estimative et enchères préliminaires, tout ce qui était à l'avantage de la ville par voie de « *surditte* » ou surenchère, tout ce qui était onéreux à la ville par offres ou rabais.

La ratification des mandats était dans les attributions courantes du conseil; on « ballottait » les dépenses mandatées.

Là intervient alors dans l'assemblée un élément spécial dont nous n'avons pas encore parlé : ce sont les députés du clergé et de l'université.

Cette intervention n'était pas statutairement prévue, elle se produisit à la suite de circonstances particulières dont nous allons donner un aperçu. Quoi qu'il en soit, elle était devenue obligatoire. Les représentants du clergé et de l'université, membres « hors conseil » des assemblées municipales, assistent aux réunions avec les mêmes droits que les conseillers eux-mêmes. Ils votent, opinent, délibèrent, mais seulement sur le terrain financier. Lorsque la matière est épuisée « Messieurs les extraordinaires sortent ». (1)

La députation du Clergé et de l'Université au conseil de ville

Les statuts et règlements qui régissaient l'administration municipale à Avignon ne prévoient nullement la participation du clergé ni de l'université aux affaires de la ville. L'introduction dans le conseil de cet élément inattendu et que l'on ne trouve nulle part en pareille posture parmi les autres communes du Comtat, n'était donc pas ancienne. Le *xvi^e* siècle l'avait sentie poindre; le début du siècle suivant la vit se réaliser.

Epuisée par les emprunts énormes qu'elle avait du contracter pour sa défense pendant les guerres de religion qui ravagèrent

(1) C'est la mention que portent les procès-verbaux des délibérations à cet endroit; ils sont souvent signés du Primicier et du plus ancien député du clergé.

le Comtat dès 1560, la ville d'Avignon fut obligée, pour se procurer d'indispensables ressources, de recourir à l'accroissement de ses gabelles.

Qui plus est, elle prétendit y soumettre l'ensemble des habitants sans exception, même les privilégiés comme les membres du clergé et ceux de l'université qui, les uns et les autres, bénéficiaient de la très ancienne exemption des charges fiscales (1). Les dépenses avaient été faites pour l'intérêt commun et la sauvegarde générale, il était juste que la charge en fut supportée par chacun sans exception.

Ces excellentes raisons ne suffirent pas cependant pour obtenir des corps exempts un geste d'abandon généreux de leur privilège en matière d'impôt.

Il fallut en arriver à des transactions et là commence le jeu des contre-parties.

A chaque contestation que soulèvent les accroissements successifs de charges fiscales ou la prolongation de celles précédemment consenties, intervient soit une convention, soit un acte de l'autorité supérieure où le clergé et l'université gagnent du terrain sur les prérogatives du conseil.

En effet, en transigeant avec ces corps, il fallut bien, en vertu du principe universellement admis déjà à cette époque que, qui paye doit être consulté, leur faire une place dans le contrôle des charges auxquelles ils étaient soumis pour le présent et astreints pour l'avenir. Ce fut la porte ouverte à l'immixtion dans les affaires de la ville ; tendance si vite accusée qu'on ne tardera pas à voir des représentants du clergé et de l'université se glisser jusqu'au sein du conseil, sans qu'aucune autorisation explique leur présence. C'est du moins ce qui est relevé avec quelque émotion dans une réunion du 10 mai 1586 (2).

(1) Voir le plus ample développement de la question des privilèges et immunités du Clergé et de l'Université en matière d'impôts au chapitre IV.

(2) Reg. des délibérations, T. XVI, p. 83. Le Primicier de l'Université, le Prévôt de l'Eglise d'Avignon, le Prévôt de St-Didier et le Doyen de St-Agricol assistent à cette séance, *Sommaire....* de Pintat (1551-1600), p. 238.

Déjà la tractation de 1587 intervenue pour régler le paiement des gabelles pour une période d'une douzaine d'années, marque un gain significatif au profit des corps francs. A l'avenir ils contribueront bien aux dépenses publiques telles que celles occasionnées par d'inévitables fléaux : guerre, peste, famine, ou engagées pour des objets d'utilité commune : entretien des remparts, fossés, ponts, chemins, palières ou digues des rivières etc., mais il fut convenu que le trésorier de la ville ne paierait de telles dépenses que sur le « mandement » qui lui serait donné sous la signature des consuls et de deux députés du clergé et de l'université.

L'institution de députés était donc, à partir de ce moment, officielle ; leur droit d'assister aux assemblées du conseil ne l'était pas encore.

La pratique s'établit néanmoins de les y recevoir, accidentellement d'abord et pour des causes déterminées, puis cette admission ayant été plusieurs fois renouvelée devint peu à peu un prétexte, pour ces deux classes de citoyens, à prétendre se maintenir dans les conseils, non seulement lorsqu'il s'agissait de délibérer sur l'établissement d'un nouvel impôt, mais encore lorsque l'on devait juger de l'urgence de quelque dépense imprévue.

De 1600 à 1604 une période de tension dans les rapports du clergé et de l'université avec la ville au sujet de leur droit d'exemption, toujours chaudement défendu, en était arrivée à un degré particulièrement aigu. La nouvelle convention de 1600, dressée d'un commun accord, pour l'amortissement des dettes de la ville et l'établissement de charges nouvelles, n'avait pas éteint le conflit.

Le gouvernement pontifical, saisi par un procès retentissant fait par le clergé, ne pouvait se soustraire à la tâche qui lui incombait de régler une situation devenue intolérable. Le cardinal Conti, légat d'Avignon, s'entremet.

Par sa sentence rendue le 16 décembre 1604 (1) il s'appliqua incontestablement à sanctionner un accord qu'il souhaitait définitif.

(1) Bibl. d'Avignon, ms. 2813, f^{os} 130 et 164.

Moyennant le paiement annuel par la ville d'une certaine somme aux corps privilégiés, comme marque du principe de leur exemption, ceux-ci devaient contribuer à toutes les charges et dépenses de la communauté. En revanche, les prétentions du clergé et de l'université relativement à la présence de leurs députés dans les conseils de la ville l'emportèrent.

Le droit leur était cette fois reconnu d'assister aux conseils, tant ordinaires qu'extraordinaires, qui se tiendront en la maison commune. L'étape décisive était franchie.

Une longue trêve s'ensuivit qui dura jusqu'en 1697. Entre temps des règlements avaient prescrit que les députés ne pourraient être maintenus dans leur mandat au-delà de trois ans, après quoi ils seront renouvelés (1). Une ordonnance de François Nicolini de 1678 confirme qu'ils assisteront aux délibérations du conseil (2).

Leur activité jamais lasse y dépassa la mesure impartie puisque c'est encore des prétentions jugées exagérées à l'administration des affaires publiques qui provoquèrent l'apparition le 23 mai 1697 du règlement du vice-légat Gualterio (3) fait d'après les ordres du pape Innocent XII.

Le clergé et l'université y sont maintenus dans leur droit d'intervenir seulement aux délibérations qui concernent l'emploi des rentes publiques, de donner leur suffrage et leur consentement à toutes les dépenses ordinaires et extraordinaires et de souscrire tous les mandats qui se donneront au trésorier pour les charges de la ville (4).

Ce n'est point là la satisfaction attendue. Des appétits réclament plus encore.

A la suite de pourparlers et de conférences entre députés des trois parties en cause, un accommodement fut rédigé par propositions

(1) Ordonnances du 9 Août 1656, 8 Août 1659, ne concernant que les députés du clergé. (Arch. d'Avignon, A. A. 155, livre rouge, T. I, f° 267 — Bibl. d'Avignon, ms. 2827, f° 267).

(2) *Inventaire Pintat* imprimé, boîte 8, n° 89.

(3) Règlement inséré au registre des délibérations du conseil, T. 35, f° 62.

(4) Chambaud, ms. 2504, f° 90 v°.

écrites et articles (1), au regard desquels figure la réponse du corps municipal amené à composition. Approuvés par Rome ces articles firent l'objet d'un nouveau règlement donné le 11 juin 1706 par le vice-légat Banchieri (2).

Les prérogatives précédemment accordées s'y trouvent, non seulement consolidées mais si largement accrues qu'elles mettent les trois corps, c'est-à-dire le conseil de ville, le clergé et l'université sur un pied d'égalité quand il s'agit des intérêts financiers de l'Etat (3).

Le conseil avait accepté de ne faire aucune proposition pour les affaires devant concerner l'intérêt commun des trois corps sans qu'elle ait été communiquée au préalable aux députés des deux autres corps dans une assemblée particulière. Au cas où leur consentement ferait défaut, il ne pourrait être passé outre et le différent serait vidé par le vice-légat.

Aux termes de ces mêmes accords, les députés pourront se faire communiquer toutes les pièces d'archives, toutes les lettres et correspondances reçues par les consuls et ayant trait à l'intérêt commun ; ils donneront leur suffrage à l'élection du trésorier et de l'acteur de la ville ; ils pourront faire remplacer, sur leur dénonciation, les commis aux portes prévaricateurs ; ils tiendront un contrôle au bureau spécial créé pour l'entrée des vins quand elle sera régie par la ville ; les délibérations des conseils et assemblées auxquels ils assisteront seront signées par le plus élevé en dignité de chacun des corps ; des assemblées se tiendront régulièrement chaque semaine pour la signature des mandats, auxquelles ils seront convoqués ; on dressera un état exact et fidèle de tous les droits, censes et directes de la ville qui sera mis à leur disposition ; la ville ne pourra entreprendre aucun procès sans leur participation.

(1) Présentés dans la séance du conseil du 22 juin 1705. (Reg. des délib., T. 36, f^o 63).

(2) Règlement inséré au registre des délibérations du conseil, T. 36, f^o 120.

(3) Avignon formait aussi un Etat. (voir ci-après, p. 69).

Que penser d'une telle situation, sinon qu'elle traduit la déchéance du pouvoir souverain de son conseil dans toutes les matières où l'intérêt des finances de la ville est en jeu.

Comme si elle n'était pas ainsi suffisamment marquée, le clergé et l'université essayèrent d'aller plus loin encore et de prendre pied au pouvoir exécutif en émettant la prétention d'intervenir à tous les contrats conjointement avec les consuls. Le Saint Siège saisi des doléances de ces derniers ne toléra pas cependant cette suprême atteinte à la dignité de leurs fonctions (1).

La députation du clergé à l'Hôtel de ville se composait de cinq membres (2). Le Prévôt de l'Eglise métropolitaine d'Avignon (3) en faisait partie de droit. Un député était en outre fourni par le chapitre de la même métropole Notre-Dame-des-Doms et le clergé en élisait trois autres à la ballotte dans une assemblée générale tenue à cet effet tous les trois ans. Ils étaient ordinairement choisis parmi les chanoines des différents chapitres des paroisses.

Les députés, leur mandat triennal expiré, ne pouvaient être réélus. Défense leur était faite de s'ingérer, n'étant plus en exercice, dans les affaires de la ville, sous peine de 25 marcs d'argent (4).

De son côté l'université avait aussi une députation égale en nombre et en importance ; à sa tête figurait toujours le Primicier ou Recteur. Les quatre autres membres étaient quatre docteurs élus par l'assemblée générale des docteurs agrégés.

L'ensemble des députés de ces deux corps avait droit d'assister, non seulement aux conseils ordinaires avec voix délibérative pour les affaires où l'intérêt pécuniaire de la ville était en jeu et aux conseils extraordinaires, mais encore aux assemblées particu-

(1) Cf. Charpenne, *Hist. des réunions temporaires*.... T. II, p. 276.

(2) Depuis 1656 au moins.

(3) Le Prévôt de la métropole était le premier dignitaire du clergé séculier d'Avignon.

(4) Telles sont les dispositions de l'ordonnance du 9 août 1656 citée ci-avant (p. 65, note 1).

lières qui se tenaient à l'Hôtel de ville pour la préparation de ce qui était à soumettre au conseil. Ils formaient aussi avec les consuls, l'assesseur et les six conseillers choisis par les consuls, le bureau des finances où étaient signés tous les mandats. Seuls le Primicier et le Prévôt entraient dans la composition des deux autres bureaux d'administration : le bureau des rivières et le bureau des rues et chemins (1)

Les Assemblées consulaires

Les plus importantes des assemblées particulières qui se tenaient à l'Hôtel de ville étaient celles auxquelles assistaient, comme nous venons de le constater, tous les députés du clergé et ceux de l'université.

Ces réunions étaient alors qualifiées « *d'assemblées consulaires* » ou « *d'assemblées des trois corps* ».

Les trois corps y sont en effet représentés et dans la mesure de leur importance.

Comme pour bien marquer son souci de prédominance, la ville y compte un nombre de représentants égal à celui des deux autres corps réunis; sur vingt membres, elle en a dix, chacun des autres corps cinq.

Du reste la composition est la suivante :

pour la ville, les trois consuls, l'assesseur et six députés dont deux nommés par chacun des consuls;

pour l'université, le Primicier et ses quatre docteurs députés;

pour le clergé, le Prévôt de l'Eglise métropolitaine et quatre autres députés.

Les assemblées consulaires se tiennent dans une des salles basses de l'Hôtel de ville, les assistants assis à une longue table, les représentants de la ville d'un côté, ceux du clergé et de l'université de l'autre, en face des premiers, et selon un ordre méticuleusement arrêté.

(1) Pour la composition de ces bureaux, cf. Chambaud, *loc. cit.*, fo 121 v°.

Les questions exposées devant eux par l'assesseur et la discussion ouverte, ils opinent de même à leur tour de parole (1).

On s'occupe là de grandes et de petites affaires et on tient un registre spécial des délibérations que signent les plus élevés en dignité des membres du clergé et de l'université.

Avignon est non seulement une ville mais un Etat. Il en est tellement ainsi qu'il existe un « garde de l'Etat » et qu'il a des archives à surveiller (2).

Il est juste qu'à ce titre un minuscule équivalent des Etats généraux permette aux députés des trois ordres de se rencontrer pour délibérer sur les questions d'une certaine envergure.

Nous voyons, par exemple, dans sa séance du 18 mai 1734 l'assemblée prendre la résolution que voici : « proposer au conseil de demander à la cour de Rome la permission de députer une personne pour faire nos représentations sur le préjudice que cet état souffre au sujet du concordat (3) et sur la répartition de la

(1) « Dans les assemblées des trois corps.... MM. les trois Consuls et M. l'Assesseur sont assis à côté d'une longue table et du même côté sont assis les six députés nommés au nombre de deux par chacun de MM. les Consuls et de l'autre côté de la même table M. le Primicier est assis vis-à-vis le premier Consul et d'abord après lui est assis M. le Prévôt de l'Eglise métropolitaine de cette ville lorsqu'il assiste aux dites assemblées, et tout de suite les autres quatre députés du clergé, et immédiatement après sont assis les quatre députés de l'Université n'y ayant aucune différence dans les sièges de tous les assemblés, et que M. l'Assesseur commence à y proposer l'affaire qui est sur le tapis, ensuite de quoi MM. les Consuls et led^t sr Assesseur opinent, qu'après que ces quatre Messieurs ont opéré, M. le Primicier opine et après lui le premier député choisi par lesdits srs Consuls qui est assis à la gauche de M. l'Assesseur et après que le premier député a parlé M. le Prévôt opine et ainsi successivement et alternativement d'un côté et de l'autre. » (Extrait d'une attestation de 1735 relative à la préséance, déjà citée, p. 36, note 1).

(2) Dans la séance du 17 décembre 1734 il est « fait lecture d'un mémoire dressé par M. Terris, garde de l'état, au sujet des peines et vacations faites par led^t sr Terris pour l'arrangement des papiers de l'état — a été délibéré d'examiner les articles de son contrat. » (Arch. d'Avignon. B B. Registres des procès-verbaux des assemblées consulaires).

(3) Il s'agit du concordat de 1734, passé avec le gouvernement français et à la suite duquel le Pape renonçait pour ses sujets à la culture du tabac et à la fabrication des toiles peintes moyennant une compensation pécuniaire. Cf. chap. IV.

somme de 230.000 livres accordée par le traité et d'employer pour demander ladite permission, une personne de cette ville qui pourra se trouver sur le lieu. »

A côté de cela des préoccupations d'une moindre importance appartiennent à cette assemblée ; tantôt elle examine l'attitude de l'acteur de la ville et de ses agents à l'étranger pour en proposer le maintien ; tantôt elle délibère sur la nomination de députés de chaque main pour surveiller la régie de la ferme générale des impôts, avec l'intervention de MM. du clergé et de l'université comme d'usage ; tantôt elle décide d'envisager la vente, en fixant un prix, du blé que la ville a dans ses greniers.

La préparation des actes d'arrentement et des adjudications, l'examen des différents particuliers que peut avoir la ville, la ratification provisoire des comptes des comptables, les projets de mise en état et réparation des chemins, murailles, immeubles, moulins communaux, etc. relèvent également de sa compétence.

Par sa composition l'assemblée consulaire se confond avec le bureau des finances établi à l'Hôtel de ville et qui doit, à ce titre s'attacher à de plus minimes besognes : examen des mémoires des entrepreneurs, experts, fournisseurs, pour leurs peines, vacations ou travaux au service de la ville ; signature des mandats ; règlement des notes des ouvriers.

Réunie en tant que bureau, elle se trouvait certainement incomplète et réduite dans la pratique, ses membres, tout au moins les plus notables, tels que le Primicier ou le Prévôt ne pouvant s'astreindre à l'assiduité de ses séances hebdomadaires.

Quoi qu'il en soit, les délibérations prises dans l'assemblée des trois corps devaient toujours être ratifiées par le conseil. Toutes propositions émanant au premier degré de l'une étaient portées devant l'autre qui constituait le degré supérieur, conseil ordinaire ou extraordinaire selon le cas, auquel la décision définitive appartenait.

Cependant un pouvoir propre lui était réservé dans les affaires n'excédant pas dix écus ou trente livres ; elle pouvait, seule, disposer des deniers publics jusqu'à cette concurrence.

Se tint-elle toujours dans ces étroites limites ? Un mémoire présenté au conseil nous prouve qu'elle se laissa aller à les outrepasser et se le vit reprocher.

« Il est encore une chose Messieurs, qui me paraît abusive — dit ce mémoire — l'assemblée des trois corps, toute illustre qu'elle est, ne tire sa force que du conseil, son pouvoir est limité suivant nos Règlements et Statuts ; cependant, au préjudice de ces Loix, on sçait que depuis quelques années elle dispose à son gré et comme il lui plaît du Bien et des Revenus de la Ville : je veux croire que son intention est bonne, mais elle ne le peut sans l'avis du Conseil, son pouvoir étant borné à trente livres seulement ; on assure néanmoins que ces années dernières elle a donné pour des sommes très considérables, sans en informer le Conseil » (1).

Le Conseil extraordinaire

L'origine de ce conseil est assez obscure, les documents pour l'établir exactement font défaut. En remontant jusqu'à 1437 on trouve 28 députés des sept paroisses adjoints au conseil, avec le titre de conseillers extraordinaires. Leur nombre était de 56 en 1451 et ils paraissent issus de l'élection directe par les citoyens de chaque paroisse.

On ne sait rien des conditions, qui étaient exigées d'eux, sinon qu'ils devaient, comme les conseillers ordinaires, habiter une maison leur appartenant et posséder dans la ville ou son terroir au moins 300 florins de biens meubles et immeubles.

On vit même, dans certaines occasions, les bayles des aumônes ou confréries de métier, avec des membres du clergé, appelés pour se joindre au conseil (2).

C'est que le fait de renforcer le conseil ordinaire, dans les circonstances où devaient s'agiter des questions d'importance

(1) « Mémoire que Monsieur Pialla, marchand de soye de la ville d'Avignon a présenté au Conseil de ladite ville tenu le 15 juin 1730. » (Bibl. d'Avignon, ms. 2448, p. 24).

(2) Indication de ces origines d'après Labande, *Avignon au XVe siècle*, pp. 29-30.

exceptionnelle au point de vue des intérêts politiques, financiers ou économiques de la collectivité, par un certain nombre de citoyens notables ou qualifiés constituant un apport de suffrages supplémentaire, répondait, pour les gouvernants, à l'idée d'une garantie plus efficace et d'une responsabilité plus étendue dans les décisions à intervenir.

Cette conception se trouve à la base de l'institution du conseil extraordinaire.

Celui-ci, du reste, ne l'oublions pas, ne sera toujours que le conseil ordinaire renforcé. Il n'est pas composé d'éléments distincts et indépendants ; il ne fonctionne pas seul ni à part, c'est seulement un amalgame en même temps qu'une extension de l'assemblée délibérante de la cité.

Ceci posé, deux aspects seulement varieront : le recrutement et le nombre de ceux qu'on appelle les conseillers extraordinaires.

Au xvi^e siècle, ce sont les consuls qui les choisissent eux-mêmes. Nous ne pouvons dire dans quelle mesure, ni sous quelles conditions, si toutefois elles étaient fixées ; toujours est-il que ce système ne paraît pas donner toute satisfaction.

Le cardinal Aquaviva, vice-légat, signale en 1596 l'abus provenant de ce que les consuls « appellent pour conseillers extraordinaires ceux que bon leur semblent (*sic*) pour les avoir à leur dévotion et faire passer tout ce qu'ils veulent » (1).

Le légat ayant mis le conseil en demeure de remédier à cet état de choses sous la menace d'y pourvoir de sa propre autorité, des députés furent nommés pour préparer un règlement.

Le thème donné par l'assemblée était l'élection « de certaines personnes distinguées et capables pour assister aux conseils extraordinaires sans qu'on puisse y en appeler d'autres », la fixation du nombre, la détermination des différents cas où le conseil extraordinaire devra s'assembler.

(1) Conseil du 6 novembre 1596. *Sommaire...* de Pintat, 1551-1600, p. 363.

Aussitôt paraît « *l'Etablissement du Conseil extraordinaire ordonné par le Conseil tenu le sixième de novembre 1596* » (1), dont voici les dispositions principales.

Il sera élu par le conseil ordinaire, à dater du 1^{er} janvier prochain, 48 conseillers extraordinaires dont 16 de chaque main. Ces conseillers seront élus et ballottés de la même manière que les conseillers ordinaires et seront renouvelés à pareil jour de deux en deux ans.

Il ne pourra être admis parmi ces conseillers que ceux qui ont les qualités requises pour être conseillers ordinaires et à cette seule différence que les conseillers extraordinaires pourront être choisis en dehors des originaires, c'est-à-dire parmi les étrangers domiciliés dans cette ville.

Le père et le fils ni les deux frères ne pourront être en même temps l'un conseiller ordinaire et l'autre conseiller extraordinaire.

Lorsque 25 conseillers extraordinaires seront présents, le conseil pourra délibérer, si par ailleurs le nombre requis des conseillers ordinaires s'y trouve.

Les conseillers extraordinaires pourront être nommés conseillers ordinaires s'ils ont la qualité requise à cet effet par les statuts.

Ceux des conseillers ordinaires dont les fonctions seront expirées pourront être nommés conseillers extraordinaires.

Les conseillers extraordinaires seront tenus de prêter serment au premier conseil qui sera réuni après leur élection.

Ils seront obligés d'assister au conseil sous peine d'un écu d'amende.

Le conseil extraordinaire sera assemblé : lorsqu'il sera question de nommer un ambassadeur pour se rendre auprès du Pape, du roi de France ou pour quelque autre ambassade extraordinaire ; de délibérer sur les gabelles, d'aliéner les biens de la ville ou d'établir de nouvelles impositions ;

(1) Conseil du 15 novembre 1596. Reg. des délibérations, T. XVIII, f^o 102 v^o

de fixer le programme de l'entrée de quelque prince ou grand personnage ;

de donner des gratifications ou de faire des présents qui excèderaient la somme de cinquante écus ;

de faire des réparations considérables aux digues, murailles et fossés ou de prêter des pièces d'artillerie ;

enfin, d'acheter des armes, des munitions, du blé, ce pour une somme qui dépasserait deux cents écus.

Le conseil extraordinaire sera également réuni lorsqu'il sera question de pourvoir la ville de médecins et de chirurgiens en temps de peste.

Les députés du clergé et de l'université seront appelés aux conseils extraordinaires lorsque ces corps seront intéressés dans l'affaire sur laquelle on devra délibérer, en se conformant toutefois aux dispositions de la transaction passée entre la ville et ces mêmes corps.

Ce règlement ne dut pas être longtemps appliqué, s'il le fut, car nous trouvons dans des délibérations postérieures du conseil des dispositions toute contraires.

Par exemple dans l'ordre adopté par le conseil le 1^{er} octobre 1612 (1), il est admis que lorsque besoin sera de tenir conseil extraordinaire, tous ceux qui ont été en charge consulaire et assesseur pourront y venir de leur propre mouvement bien qu'ils n'y fussent mandés ; en outre, que le conseil extraordinaire sera composé de 24 conseillers qui seront sortis l'année précédente, sans préjudice de la faculté pour les consuls, et à leur gré, d'y faire venir trois ou quatre de ceux qui, sans avoir été jamais en charge de consul ou d'assesseur, ont été par trois fois déjà reçus au conseil de la ville.

Et quatre ans plus tard, tout en constatant que, par la suite des temps, il a été reconnu que l'information des affaires ne peut être plus certaine ni mieux assurée que par ceux qui les ont déjà traitées, le même conseil, en son « *Ordre*

(1) Reg. des délibérations, T. XXI, f^o 12.

et Règlement établi en l'Hôtel de ville » le 6 juin 1616 (1), confirme aux ex-consuls et assesseurs la faculté de venir aux conseils extraordinaires, même sans y avoir été convoqués. En plus de ceux-ci, les consuls pourront y faire appeler deux citoyens de chaque main, à leur choix, pourvu qu'ils aient été conseillers.

En somme, nous devons considérer que tel est le système qui a prévalu.

Les procès-verbaux des délibérations du conseil ne relatent aucune élection de conseillers extraordinaires, pas plus qu'aucune réglementation nouvelle n'a depuis, à notre connaissance du moins, remanié la constitution des conseils extraordinaires, sauf que les députés du clergé et de l'université s'y sont introduits de droit.

On peut donc dire, comme le note Chambaud (2), que le conseil extraordinaire est composé des trois corps, celui dit de la ville étant formé des consuls, assesseur, conseillers effectifs et de deux anciens conseillers de chaque main, nommés par chacun des consuls, ainsi que de tous ceux des habitants de cette ville qui avaient porté le chaperon.

Pour les réunions de ce conseil, les conseillers sont convoqués par billets et les deux députés nommés par chaque consul sont prévenus verbalement par un valet de ville, de même que ceux de l'université et du clergé. Quant aux ex-consuls, ils ne sont prévenus que par le son de la cloche du conseil.

Dans ces conditions, rien n'est plus inégal que le nombre des assistants à chaque assemblée puisque la présence de la plupart des membres est facultative.

Le conseil extraordinaire est réuni au gré des consuls et pour toutes les affaires qui dépassent la compétence du conseil ordinaire.

Depuis 1750 les conseillers extraordinaires prenaient part, dans leur main respective, aux élections consulaires (3).

(1) Reg. des délibérations. T. XXI, f° 305.

(2) Chambaud, ms. 2504, f° 111.

(3) Voir ci-avant, p. 48.

CHAPITRE III

L'ORGANISATION DES POUVOIRS MUNICIPAUX

Le Viguiier — Le « Scyndicat » à subir par les magistrats et hauts fonctionnaires à leur sortie de charge — Les Consuls — L'Assesseur — Les officiers et le personnel de la ville.

Nous allons examiner tour à tour dans ce chapitre les divers organes exécutifs de la constitution municipale avignonnaise ainsi que leurs attributions respectives.

En mettant à part le vice-légat fixé à Avignon, qui, comme un vice-roi, représentait le Pape son souverain, dans la ville et dans tout le Comtat Venaisin, les consuls, secondés par l'assesseur et assistés du conseil de ville, étaient en réalité à la tête du gouvernement intérieur de la cité.

Le viguiier seul les dominait et présidait à l'administration municipale comme délégué de l'autorité souveraine (1).

Le Viguiier

L'origine des *vicaires* ou *viguiers* des villes remonte au VIII^e siècle. C'étaient des magistrats d'épée et de robe qui exerçaient en qualité de lieutenant du souverain les fonctions de gouverneur et de juge dans un certain district qu'on appela « viguerie » (2).

(1) « Le viguiier était en somme le premier magistrat de la ville. Il resta toujours tel, même après qu'il eut perdu une partie de son autorité, soit par suite de l'institution du légat, ce qui lui enleva le titre et les prérogatives de délégué direct du souverain, soit par suite de l'autonomie de plus en plus large et des pouvoirs toujours plus étendus accordés aux syndics et au conseil de la ville. » Girard et Pansier, *La cour temporelle d'Avignon aux XIV^e et XV^e siècles*, p. 3.

(2) Chambaud, ms. 2503, fo 314, d'après les annales manuscrites de de Cambis-Velleron (Bibliot. d'Avignon).

Plus tard, on trouve dans l'organisation française du ^{xiv}^e siècle des agents de l'autorité royale appelés les prévôts.

Placés à la tête d'une circonscription, après avoir été « d'abord et pendant longtemps les seuls juges locaux de la monarchie capétienne, conformément à la tradition antérieure et à la loi naturelle des gouvernements peu développés, ils concentraient entre leurs mains tous les pouvoirs ; ils avaient des attributions administratives, militaires et financières » (1).

Dans certaines régions, ces mêmes officiers royaux portaient un autre nom avec des attributions identiques, ils s'appelaient « viguiers » (2).

« Les viguiers ne se distinguent guère des prévôts que par leur origine : ceux-là très connus dans l'ancienne Septimanie (Montpellier et Nîmes) descendent des *vicarii* carolingiens, tandis que ceux-ci sont une création des premiers capétiens. » (3)

Les Etats pontificaux de France avaient aussi des viguiers. Ils existèrent jusqu'à la fin de l'ancien régime, tant dans le Comtat-Venaissin qu'à Avignon même, mais avec un rôle quelque peu différent.

Nous avons vu, par le rapide coup d'œil jeté sur les institutions antérieures que le viguier était apparu à la suite des conventions ratifiant la main-mise des comtes de Toulouse et de Provence sur Avignon en 1251 (4).

Il était à ce moment le seul représentant des souverains et leur lieutenant immédiat. C'est ce qui explique qu'il réunit dans ses attributions l'exercice de tous les droits de souveraineté

(1) Esmein, *Histoire du Droit Français*, p. 351.

(2) *Idem*, *Ibidem*.

(3) Marcel David, *De l'organisation administrative, financière et judiciaire du Comtat Venaissin sous la domination des Papes*, d'après Viollet, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, T. III, pp. 248 et 251.

(4) « Le viguier paraît dans l'histoire des institutions avignonaises bien avant 1251. Lorsque la ville était régie par un podestat unique, ce personnage amenait avec lui un viguier pour l'assister dans ses fonctions et le suppléer au besoin en cas d'absence. A la suite de la révolution de 1251 et de la suppression des anciens magistrats municipaux la charge de viguier devint permanente. » Girard et Pansier, *op. cit.*, p. 2.

des seigneurs ses commettants. Le principal et le plus significatif de ces droits était, nous le savons, celui de juridiction.

« Les droits et les prérogatives du viguier consistaient autrefois à convoquer et à commander les troupes de la ville et de la viguerie d'Avignon pour les chevauchées et à les conduire au service des princes ses souverains, à la distance de vingt lieues de la ville (1) ; à se saisir de la personne des malfaiteurs, à veiller à la sûreté du pays, à prendre la garde des châteaux lorsque les seigneurs en faisaient hommage au souverain, à recevoir les revenus des fermes du prince et à exercer la justice civile et criminelle. » (2)

Ce dernier pouvoir était resté comme caractéristique de sa fonction, aussi le viguier est-il juge avant tout.

Voici la définition que nous en trouvons dans un document de 1761 (3).

« Le viguier, qui préside toujours aux assemblées de la ville est un gentilhomme avec la qualité de : Vicairé particulier de Sa Sainteté pour le temporel. »

« Son Tribunal est à St-Pierre (4), où il a deux juges inférieurs qui ne connaissent que des causes laïques, tant civiles que criminelles, et du jugement desquels on peut appeler au Viguier, qui, dans ce cas prend trois assesseurs pour décider l'affaire. »

« Le Viguier marche ordinairement avec les Consuls dans les fonctions publiques et peut, pendant son absence, nommer un lieutenant qui jouit des mêmes privilèges que lui » (5).

(1) Limite extrême assignée par les conventions de 1251.

(2) Chambaud, ms. 2503, *loc. cit.*

(3) *Calendrier et notice de la ville d'Avignon et du Comtat Venaissin pour l'année 1761* (Avignon chez Alexandre Giroud). Archives du département.

(4) Ce n'est qu'à une époque plus récente, à la fin du xv^e siècle, qu'on a pris l'habitude dans le langage courant d'appeler cette cour, cour de St-Pierre, parce que le local réservé à ses audiences se trouvait à côté de l'église qui porte ce nom. » Girard et Pansier, *op. cit.*, p. 2.

(5) Voir plus loin, p. 81.

Ici, pas de caractère militaire, car il n'y a pas de troupes pontificales et il n'y a plus de service de chevauchée comme au temps des comtes (1).

Pas non plus d'attributions financières car il n'y a pas d'impôts perçus au nom du Pape.

Par contre, à côté des attributions judiciaires du viguier qui n'entrent pas dans le cadre de cette étude, ses attributions administratives, les seules sur lesquelles nous ayons à nous étendre plus particulièrement sont, comme nous allons le voir, assez considérables.

Ainsi qu'il est dit ci-dessus, le viguier préside toujours aux assemblées de la ville et le conseil est convoqué de son « mandement », c'est-à-dire : de par son ordre.

Nous ne dirons pas : et sur son autorisation (2), la faculté pour les syndics ou consuls d'assembler le conseil fut revendiquée par eux comme devant relever de leur propre initiative (3).

Le viguier était donc le représentant du souverain dans le conseil municipal qu'il présidait sans y avoir voix délibérative

(1) Seule une garde de mercenaires existait au Palais et les avignonais ne durent pas, en fait, sous la domination des Papes, de service militaire.

Il faut cependant citer, comme exception, au XVIII^e siècle une levée extraordinaire de trois régiments de 1.000 hommes chacun, deux pour le Comtat et un pour Avignon, faite en 1708 à l'occasion de la guerre entre le Pape et l'Empereur. Cette expédition, si elle ne fut pas sanglante, dit un document du temps, coûta beaucoup d'argent aux Etats et de désagrément aux habitants. Il avait fallu en arriver aux enrôlements forcés (Arch. comm^{les} de Carpentras, BB 258, f^o 220. — Bibl. de Carpentras, mss. 941 et 1.383, f^o 433).

(2) « En droit les conseils municipaux devaient être autorisés pour se réunir, par le viguier, sur la réquisition des syndics, mais en fait, ils se réunissaient quand ils voulaient. » G. Lambert, *op. cit.*, p. 496.

(3) Archives municipales d'Avignon, *Inventaire Pintat* imp., boîte 7, n^o 38 : Protestation par Jean Cabassole, Jacques Dinossii, Jacques Pellegrini, syndics et Jourdain Bricii, Docteur ès Droit, assesseur, au nom du conseil et de la communauté par devant les juges de la Cour temporelle et le procureur fiscal contre une défense de Raymond de Barjac, coseigneur de Saint-Andéol et viguier, d'assembler les syndics et de convoquer le conseil sans son autorisation, ce qui est contraire aux libertés et aux conventions de la ville (1^{er} mars 1415). »

« excepté le cas d'un partage égal entre les votants, auquel cas il avait la voix *pondérative* pour faire cesser le partage » (1).

En qualité de président, il a la police de la salle et de l'assemblée.

Dans les procès-verbaux des délibérations, il figure comme « Illustre Seigneur..... Viguiers de cette ville d'Avignon pour notre Saint-Père le Pape et Saint-Siège apostolique. »

Il est difficile de trouver à l'époque contemporaine une fonction à laquelle celle de viguier puisse être exactement comparée (2). Cette manière de commissaire du gouvernement auprès de l'assemblée qu'est le conseil de ville, exerce à la fois un droit d'autorité et un droit de contrôle sur ses délibérations.

Sa présence au sein du conseil garantit la forme légale de toutes les opérations auxquelles il préside, comme aussi leur tenue dans les limites des attributions réglementaires dudit conseil.

De plus il exerce un rôle d'autorité et tranche les incidents qui peuvent s'y produire.

C'est ainsi qu'il ordonne par exemple, à la réquisition de l'assesseur ou des conseillers « que soient mis dans les Boîtes » pour être tirés au sort, les noms de tels ou tels conseillers malgré leur demande d'exemption, en vue de la nomination des consuls ; que les protestations soient ou non insérées au procès-verbal ; que les nouveaux conseillers n'ayant pas encore assisté au conseil aient à prêter le serment requis par le statut, ce qui se fait « les Saintes Evangiles touchées à genoux, es-mains du dit seigneur Viguiers ». Il reçoit de même le serment des consuls.

(1) Fransoy, *Histoire de la ville d'Avignon*, T. II, ms. 2796, f° 97. Bibliot. d'Avignon.

(2) « Le caractère assez complexe de la fonction des viguiers a pu faire dire d'eux, en employant des termes modernes, qu'ils étaient à la fois maires, commissaires de police et juges de paix » (Lavis, *Histoire de France*, T. III, 2, p. 343). Nous verrons combien cette assimilation est contestable, en ce qu'elle touche au maire surtout, tout au moins au maire, premier magistrat élu de la commune tel que nous le concevons de nos jours.

Il a encore la faculté de subroger des conseillers ou de passer outre au cas de défaut du nombre requis pour valablement délibérer. Ce privilège découle des conventions de 1251 dans lesquelles il est expressément dit que le viguier a droit de choisir des citoyens d'Avignon, tant nobles que bourgeois, lesquels jurent entre ses mains de tenir conseil lorsqu'ils y seront appelés (1).

En cas d'absence ou d'empêchement, le viguier était remplacé dans la présidence du conseil par l'un des juges de la cour temporelle de St-Pierre (2).

Cette éventualité ne doit se concevoir que pour une absence fortuite ou de courte durée, sans doute, car le viguier était tenu à la résidence effective dans la ville et à l'exercice de son office en personne. Une bulle de Martin V du 10 juillet 1418 lui interdit de s'absenter plus de trois jours sans autorisation, sous peine de perdre sa charge.

La nomination d'un lieutenant, qu'il ne pouvait d'ailleurs envisager et réaliser qu'avec l'approbation du vice-légat, n'intervenait donc qu'en cas de maladie ou de toute autre nécessité. Si la suppléance durait plus de six mois, le viguier était remplacé dans son office (3).

Enfin il est intéressant de signaler en passant quelques particularités de ses attributions assez originales.

« Le Viguier—indique de Cambis-Velleron dans ses annales (4)—a la juridiction privative à tous les tribunaux dans les causes des articles des juifs et ses dépendances, des courratiers, des enseignes, des abbés de quartiers, des comédiens et autres, dans laquelle possession il n'a jamais été troublé. »

Pour les juifs, une disposition spéciale des statuts lui donnait non seulement la compétence exclusive de leurs causes, en tant

(1) Chambaud, ms. 2503, *loc. cit.*

(2) Chambaud, ms. 2504, f^o 122.

(3) Girard et Pansier, *op. cit.*, p. 4.

(4) Chambaud, ms. 2503, f^{os} 314 et suivants, (d'après les annales de de Cambis-Velleron).

que juge, mais aussi en tant que réformateur de leurs articles, c'est-à-dire de leur règlement particulier (1).

Quant aux comédiens, outre qu'il est leur juge, le viguier est aussi leur censeur et partant, il a un droit supérieur d'inspection sur les spectacles, droit qu'il soutiendra même contre le vice-légat (2).

En vertu de cette juridiction de police qui, un peu partout, était de préférence donnée aux viguiers (3), aucun spectacle public ne pouvait avoir lieu dans Avignon sans la permission de ce magistrat ; aussi l'affiche ou l'annonce des spectacles mentionnait-elle toujours : « par permission de M. le Viguier » (4).

On ne pouvait représenter aucun opéra ni aucune comédie sans s'en munir ; les exhibitions des *opérateurs*, ou danseurs de corde, les jeux de balle, roues de fortune et autres semblables, même la pratique assez anodine des *charivaris*, ne pouvaient s'exercer sans son autorisation, autorisation ou défense dont il ne devait user qu'eu égard à la bonne police de la ville.

(1) *Statuts*, édition de 1698, Liv. I, Rub. II, art. 6. « Item quand le viguier, ou son lieutenant, sera requis, de la part des Juifs, de confirmer ou réparer leurs vieux articles ou d'en composer de nouveaux, il le fera, y mettant deux assesseurs Docteurs es Droits, que ledit Viguier ou son Lieutenant prendra. » etc.

(2) Charpenne, *Histoire des réunions temporaires*..... T. II, p. 37. « Le 14 juillet 1764, le chevalier de Caumont qui occupait alors cette charge (de viguier) invita les consuls à venir dans sa loge assister à l'opéra. Le Vice-Légat ayant appris que le Viguier voulait, à cette occasion, décorer sa loge d'un tapis et l'éclairer au dehors avec des bougies, lui fit dire qu'il n'y avait que lui qui eut ce droit là ; que s'il persistait à vouloir se l'attribuer, il ferait enlever le tapis de sa loge. Le Viguier répondit qu'il avait ce droit, et qu'un grand nombre de ses prédécesseurs en avaient usé, lorsqu'ils régalaient les Consuls de la comédie ; que si Son Excellence commettait une voie de fait, lui Viguier ferait sur le champ, cesser le spectacle, en vertu de l'inspection qu'il avait sur les comédiens. »

(3) Dupont Ferrier, *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées*, p. 638, d'après Bouche, *Essai sur l'histoire de Provence*.

(4) Charpenne, *op. cit.*, T. II, pièces justificatives, p. 521.

Il fallait sa permission aussi pour ouvrir une loterie, pour placer une enseigne.

Le viguier donnait les lettres de courtiers, de mesureurs de blé et autres grains, de mesureurs de charbons ou de peseurs de bois sur le port du Rhône, ces derniers offices étant distribués à sa discrétion et ne pouvant se céder sans son consentement.

Il donnait encore des lettres de maîtrise à chaque chirurgien dont il avait à recevoir le serment, comme aussi celui des maîtres experts du terroir.

Ces diverses formalités et obligations pour les intéressés lui valaient des droits à percevoir, correspondant pour lui à de petits profits de sa charge (1).

Interposé entre le vice-légat, les consuls et le conseil, le viguier prenait aussi quelquefois l'aspect d'un agent hiérarchique de transmission et de liaison, pourrait-on dire.

On trouve dans une délibération du conseil du 14 avril 1496, écrit Claude Pintat, secrétaire de la ville au début du XVIII^e siècle, dans son *Sommaire ou analyse des principales délibérations du conseil depuis 1372 jusqu'à 1600*, « un article qui montre qu'alors le rapport des conseils se faisait par M. le Viguier et que c'était lui qui portait la parole à MM. les Consuls de la part du Légat

(1) Charpenne, *loc. cit.* « Il recevait des maîtres experts du terroir qui prêtaient serment entre ses mains, de chacun six livres. »

« Quand le viguier donnait des lettres de courtiers, il recevait pour ses droits six livres ; pour la permission de mettre une enseigne et pour les lettres de mesureurs du blé et autres grains, il recevait la même somme de six livres. Il recevait douze livres pour son assistance aux loteries, et pareille somme pour les lettres de maîtrise données à chaque chirurgien quand il recevait son serment ».

« Lorsqu'il venait à vaquer quelque office de peseur de bois sur le port du Rhône, le viguier en pourvoyait telle personne qu'il voulait et les peseurs ne pouvaient vendre ni résigner leurs offices sans son agrément. Il en était de même de l'office de mesureur de charbon de terre et les droits du viguier étaient à son arbitre. »

ou autre le représentant lorsque celui-ci avait quelque ordre à donner relativement aux délibérations du Conseil. »

Il est aussi agent d'exécution et est chargé d'assurer l'application des règlements et ordonnances de l'autorité supérieure touchant à l'administration ou à l'organisation du pouvoir municipal.

La formule exécutoire dont ces actes sont revêtus l'indique expressément (1).

En résumé, haut fonctionnaire, magistrat et juge, le viguier était à tous ces titres, soumis à la formalité du *Scyndicat* que nous examinerons plus loin.

Des bulles des papes Urbain V, Jean XXIII, Pie II (2), ordonnent que dix, et même quarante jours après que le viguier aura quitté ses fonctions, il soit examiné par les « scyndicateurs » nommés par le conseil général, sur sa conduite dans l'administration de la charge qui lui était confiée et que le « moderne » (ou nouveau) viguier fasse exécuter leurs sentences.

Comment et par qui le viguier d'Avignon était-il nommé sous la domination des Papes; quelles étaient les conditions de cette nomination, la durée des pouvoirs et les formalités imposées à leur exercice? Autant de questions qu'il est intéressant de considérer.

(1) Par exemple la formule contenue à la suite du règlement pour l'élection des consuls et assesseur de 1628 (pièce justificative n° II) : « Si avons commandé et commandons au sieur Viguier, son lieutenant ou autres qui présideront aux conseils des dictes eslections de fere observer et mettre à deube exécution et entière le présent règlement soubz peyne de désobéissance. »

Et celle figurant à l'ordonnance signée du v.-légal Philonardi confirmant la délibération du conseil du 22 février 1633 sur la création des conseillers « Lesdits Règlements et tout le contenu en iceux avons approuvé..... par ces présentes mandons et commandons..... et au Sr Viguier qui pour temps sera et à son lieutenant les faire mettre à deube et entière exécution..... » etc. (1^{er} avril 1633). Délibération à sa date, Registre XXV.

(2) *Inventaire Pintat* imp., boîte 7, — n° 1 : Bulle d'Urbain V (20 Avril 1366)— n° 9 : Bulle de Jean XXIII (5 décembre 1413)— n° 13 : Bulle de Pie II (14 janvier 1458).

C'est le Pape directement (1) ou, par délégation, son représentant (2), qui nomme le viguier.

Aux termes mêmes des conventions de 1251, le viguier devait être étranger à la ville et nommé « chaque année », ce qui implique que la durée de l'office conféré ne pouvait pas excéder ce laps de temps (3). Et c'est en effet ce que l'on peut généralement constater dans la pratique postérieure.

Une bulle du pape Sixte IV confirme ces dispositions (4).

(1) Archives municipales, *Inventaire Pintat* imp., boîte 7 :

n° 7. — Bref de Martin V à François de Conzié, archevêque de Narbonne et légat d'Avignon, l'informant que, en remplacement d'Antoine de Provanis, nommé viguier, mais que la ville n'a voulu admettre parce qu'il était frère de Saint Jean de Jérusalem, il a nommé pour un an à cette charge, Richard de Provanis, frère du dit Antoine (9 février 1425).

n° 14. — Bref de Paul II aux consuls et conseil d'Avignon leur annonçant la nomination pour un an de Balthazar Spifami comme viguier en remplacement de François Malespina, à la fin de l'office de ce dernier (23 décembre 1465).

n° 15. — Bref de Paul II aux consuls et conseillers d'Avignon leur annonçant la nomination de François Malespina comme viguier (23 décembre 1465).

(2) *Ibidem* :

n° 12. — Bref de Nicolas V aux officiers et communauté d'Avignon les informant qu'il a chargé Pierre de Foix, évêque d'Albano de nommer pour deux ans à la charge de viguier le sieur « de Sancta Camela » qui, au temps d'Eugène IV son prédécesseur, a rendu beaucoup de services à l'Église à Avignon (19 mai 1447).

n° 22. — Nomination par Julien de la Rovère, cardinal prêtre du titre de Saint-Pierre es-Liens et légat d'Avignon, d'Antoine de Comis, chevalier d'Avignon comme viguier pour une année (24 juin 1476).

Boîte 8, n° 68. — Présentation au conseil par devant les juges de la cour temporelle de lettres d'Etienne Aldobrandi, archevêque de Toulouse et camerier du Pape nommant Berenger Raymondi, chevalier, coseigneur de Bédarrides, comme viguier (21 décembre 1355).

(3) V. Bry, *Les vigueries de Provence*, p. 120.

(4) *Sommaire des délibérations du Conseil de 1372 à 1600* de Cl. Pintat ; conseil du 25 décembre 1474 : « on y a fait la lecture et la publication d'une bulle de notre St-Père (Sixte IV) datée du jour avant les Ides d'Aoust 1474 (12 août) et de son Pontificat l'année troisième par laquelle sa Sainteté confirme celle de Paul II. »

« Plus sa Sainteté ordonne par sa bulle qu'aucun habitant de la ville ne puisse être Viguier, et que cet office ne puisse durer qu'une année. »

Cependant des infractions à la règle ne tardèrent pas à se commettre et à se multiplier. Les titulaires étaient prorogés d'une année par le souverain de qui ils tenaient leurs pouvoirs (1), ce qui motiva une supplique adressée par le conseil à Clément IX, demandant la confirmation des statuts et anciennes coutumes de la ville portant que la charge de viguier sera annuelle et que le même viguier ne pourra obtenir ladite charge que deux ans après sa sortie, supplique emportant délibération conforme de la Sacrée Congrégation d'Avignon à Rome et approbation papale (7 avril 1668) (2).

Déjà au XIII^e siècle (3) des protestations avaient été élevées par les syndics contre cet abus, ces protestations portaient

(1) Ach. municipales, *Inventaire Pintat* imp., boîte 7 :

n° 45. — Lettres patentes de Robert, roi de Jérusalem et de Sicile, comte de Provence, au conseil d'Avignon, prorogeant pour un an Pierre Audibert d'Aix, chevalier, dans la charge de viguier à laquelle il l'avait nommé en remplacement de Guiran de Simiane (Aix, 21 novembre 1320).

n° 44. — Bulle d'Innocent VI à la ville d'Avignon prorogeant d'un an Beranger Raimondi, chevalier, dans sa charge de viguier (Avignon, 1^{er} décembre 1353).

n° 46. — Bulle d'Urbain V prorogeant pour un an Jacques d'Albe, chevalier, seigneur de Roquemartine comme viguier, sans préjudice des statuts et conventions de la ville (2 décembre 1362).

n° 47. — Bulle d'Innocent VI prorogeant d'un an Ranulphe de Perussis comme viguier (1^{er} décembre 1359).

n° 48. — Bulle d'Urbain V prorogeant d'un an noble André de Moyria, Seigneur « de Malhan » comme viguier (6 décembre 1394).

n° 49. — Bulle d'Innocent VI à la ville d'Avignon prorogeant d'un an Béranger Raimundi, chevalier d'Avignon, comme viguier (13 décembre 1355).

(2) *Ibidem*, boîte 8, n° 74.

(3) *Ibidem*, boîte 7, n° 6. — Bref de Martin V aux syndics et conseil d'Avignon au sujet du refus de la ville d'admettre Pierre Castellani, damoiseau de Florence, comme viguier durant deux ans (13 juillet 1421).

Boîte 8, n° 69. — Protestation par devant François de Conzié, par Henri de Sade, Jacques Cerati et Pierre Dubourg, syndics, et par Pierre de Ste-Croix, assesseur, et plusieurs citoyens d'Avignon, contre la nomination d'Antoine de Provanes de Colonna comme viguier par le Pape et pour plus d'une année attendu qu'il est chevalier de l'ordre de St-Jean de Jerusalem et que la dite nomination est contre les conventions de la ville, etc. (30 novembre 1424).

également sur le fait que le viguier contesté était chevalier de l'Ordre de St-Jean de Jérusalem.

Le Pape se rendit à ces raisons. Nous pouvons constater par un bref adressé à son légat qu'il s'incline devant le refus de la ville et nomme un autre viguier (1).

Peu de jours après, à la requête des syndics et du conseil, il prescrit par une bullè du 17 février 1425 qu'aucune personne religieuse ou d'église ne pourra exercer la charge de viguier (2).

Cette décision est motivée par le fait que « le viguier pouvant être appelé par ses fonctions de juge à condamner à mort et à verser le sang, les constitutions canoniques s'opposent à ce qu'aucun prêtre ou aucun religieux occupe cette magistrature » (3).

Ainsi le viguier ne pouvait être choisi parmi les ecclésiastiques et il devait, pour entrer en charge, être agréé par la ville.

En cas de conflit, le légat doit céder en nommant un autre viguier, ou du moins un *Régent* ou *Lieutenant* (4).

(1) Arch. municipales, *Inventaire Pintat* imp., boîte 7, n° 7. Bref de Martin V, cité p 85, note 1.

(2) *Ibidem*, boîte 7, n° 42.

(3) Duhamel, *Les Etats provinciaux*.... p. 87.

(4) *Sommaire des délibérations du conseil de 1372 à 1600* de Cl. Pintat. Délibération du conseil du 9 novembre 1450, tenu devant le Camérier du R^{me} Légat. « Article concernant M. Estienne Gaufridi nommé par le R^{me} Légat à l'office de Viguier pour cette année. On voit que le Conseil ayant fait difficulté de le recevoir, sur ce qu'il avait pris possession sans avoir été admis par le Conseil, le Légat envoie au Conseil pour le prier de l'admettre, consentant pour la satisfaction de la Ville que la possession déjà prise soit nulle et comme non avenue ; mais le Conseil délibère qu'attendu l'injure faite à la Ville, qui n'eut jamais de semblable, ne pouvant rien arriver de plus contraire à ses conventions, libertés, privilèges, statuts et coutumes, led^t Gaufridi ne sera point admis et que le R^{me} Légat sera supplié d'en nommer un autre pour Viguier, ou du moins un Régent ou Lieutenant. »

« On voit ensuite que noble Jean de Châteauverdun a été élu Régent du Viguierat par le Légat et qu'il a été reçu. »

Délibération du Conseil du 30 décembre 1450 : « Le Conseil délibère, après le temps de la régence du Viguierat que quoique le S^r Gaufridi ne soit point Chevalier, ni fils de Chevalier, ni Baron, ni issu de Barons et que

Les syndics et le conseil étaient à ce point influents dans l'acceptation du viguier que les rois de France eux-mêmes ne dédaignent pas de s'adresser à eux pour leur recommander leurs candidats à cet office (1).

Une fois reçu, le viguier ne pouvait quitter la ville avant la fin de son viguierat (2).

En outre, le viguier devait être noble.

Une bulle de Martin V du 13 février 1425, ordonne qu'à l'avenir et passé un délai de quatre ans, on ne pourra créer aucun viguier qui ne soit chevalier « *nisi militari cingulo insignitus* » ou de race de barons « *aut de baronum genere procreatus* » (3).

Des bulles d'Eugène IV (4), Nicolas V (5), des brefs de Clément VIII (6), Paul V (7), confirment cette disposition.

même de droit il ne puisse pas être admis à cet office attendu les Privilèges de la Ville et plusieurs autres raisons, on devra néanmoins le recevoir en considération du R^{me} Légat aux prières de qui le Conseil s'est rendu à cette occasion, en faisant toutefois les protestations accoutumées pour que la chose ne puisse tirer à conséquence pour l'avenir. »

(1) Duhamel, *loc. cit.* « Les rois de France eux-mêmes, fidèles à la politique qu'ils ne cessèrent de suivre envers le Saint-Siège et les États d'Avignon et du Comtat Venaissin pendant tout le xve siècle, briguerent plus d'une fois pour leurs représentants, les fonctions de Viguier d'Avignon qui leur permettraient de s'immiscer dans les affaires de ce pays. C'est ainsi que, en 1449, Charles VII demande « à ses chiers et bien amez les scindics d'Avignon » d'intervenir près du pouvoir pontifical pour la nomination de l'un de ses courtisans, Martin Héron, son valet de chambre, comme Viguier d'Avignon. Son successeur Louis XI qui accentua encore cette politique renouvela à plusieurs reprises les mêmes demandes près des syndics de la vieille cité. »

Arch. municipales, *Inventaire Pintat* imp., boîte 7, n° 36 ; — boîte 8, n° 72.

(2) *Ibidem*, boîte 7, n° 37. Délibération du conseil sur la demande d'Audibert de Rascas, viguier, de quitter la ville avant la fin de son viguierat et la lui refusant attendu que ce serait au préjudice de la ville et contre les conventions à elle accordées, etc. (24 juillet 1312).

Cf. ci-avant, p. 81.

(3) Arch. municipales, *Inventaire Pintat* imp., boîte 7, n° 8.

(4) *Ibidem*, boîte 7, n° 10.

(5) *Ibid.*, boîte 7, n° 11.

(6) *Ibid.*, boîte 7, n° 51.

(7) *Ibid.*, boîte 7, n° 52.

C'était là une façon de « relever le prestige du personnage en même temps que celui de la cité » (1) et de permettre au viguier d'occuper dignement et sans conteste une fonction qui le place au dessus des magistrats municipaux, dont un au moins, le premier syndic (plus tard premier consul), appartenait toujours à la noblesse.

Nous en arrivons aux formalités imposées à l'exercice des pouvoirs du viguier, c'est-à-dire à celles qui précédaient son intronisation définitive.

Nous ne parlerons pas du cérémonial de son installation et du protocole compliqué qu'il comportait. Ces détails de pure forme tiennent plutôt de l'érudition générale que de la documentation spéciale nécessaire à l'appui d'une thèse particulière, et nous entraîneraient trop loin.

Nous ne nous arrêterons donc que sur le serment imposé au viguier.

Ce serment était double; il le prêtait au conseil de ville d'une part, représentant la communauté des habitants (2), et d'autre part, à l'évêque, maintenant ainsi la survivance de cette dualité dans la souveraineté que s'étaient partagée au temps de son indépendance, l'évêque et les consuls d'Avignon.

Même sous le régime des conventions de 1251, et alors que le viguier nommé par les comtes était investi de tous les pouvoirs, l'évêque du moment, Zoën Tencarari « avait obtenu d'examiner au point de vue canonique le personnage désigné pour ces fonctions et de le récuser s'il ne lui offrait pas des garanties suffisantes. Il avait donc sauvé de la tourmente une partie du privilège qu'il avait eu jusqu'alors de confirmer les nouveaux magistrats municipaux. Il s'était fait reconnaître également le droit de recevoir le serment du viguier devant le

(1) Duhamel, *loc. cit.*, p. 85.

(2) « Le nouveau viguier se met à genoux devant l'ancien, en séance du conseil, et prête le serment de fidélité que le secrétaire lit dans les statuts de la ville, après quoi il change de place avec l'ancien viguier. » *Cérémonial pour M. le Viguier*, ms. 2808, f° 138, Bibliot. d'Avignon.

peuple assemblé en parlement comme jadis il le faisait des consuls » (1).

Indépendamment de cette formalité qui s'est perpétuée en vertu des conventions et de la coutume, et que les stipulations des statuts successifs ont conservée jusqu'à la fin de l'ancien régime, le viguier créé par le Pape prête aussi serment de fidélité à son Souverain entre les mains du vice-légat et cette cérémonie de sa réception se fait le 23 juin, veille de la fête de Saint-Jean-Baptiste (2).

Mais le serment constitutionnel demeure intégral et distinct.

En voici la forme et teneur telles qu'elles figurent dans l'édition des statuts de 1698 (3).

« Le Viguier créé et institué, jurera au Conseil de la Ville, d'extirper et chasser l'hérésie hors de la Ville et son terroir : de défendre et maintenir de tout son pouvoir l'Archevêque, l'Eglise d'Avignon et autres Eglises de ladite Ville et de son terroir : comme aussi de garder entièrement et inviolablement tant aux citoyens que étrangers sans acception (*sic*) d'aucune personne, les libertez, immunitéz, privilèges, loix et bonnes coûtumes de ladite Ville, et tout ce qui est contenu tant à l'instrument des conventions, que aux présens Statuts, et de s'abstenir de tous presens, exceptez ceux de bouche, qui sont permis par les loix, et aussi l'office fini, de subir scindicat, et demeurer à iceluy. »

Pour la prestation de ce serment à l'évêque, les dispositions suivantes figurent au même texte (4).

« Et tel serement sera presté en la forme susdite ès mains de l'Archevêque d'Avignon, ou de son Vicaire, dans le Conseil de la Ville, s'il y voudra assister : que s'il est absent, ou qu'il ne veuille assister audict Conseil, le Viguier jurera en ladicte forme entre les mains de celui qui presidera au Conseil, sur les Saints

(1) Labande, *Avignon au XIII^e siècle*, p. 198.

(2) Chambaud, ms. 2503, fo 315, d'après les annales manuscrites de de Cambis-Velleron.

(3) Liv. I, Rub. II, art. 1.

(4) Rubrique II, art 2.

Evangelis, qui seront mis devant luy et touchez de sa main propre. Et néanmoints sera gardée la loüable et pieuse coustume d'aller à l'Eglise de Nostre-Dame, et illec jurera derechef sous ladicte forme, entre les mains de l'Archevesque, ou de son Vicaire. »

Resterait un mot à dire sur les avantages financiers et honorifiques que comportait l'office de viguier.

Il serait difficile, en ce qui concerne ses émoluments, de rechercher les variations dont ils ont dû être l'objet suivant les époques. Nous savons seulement que la charge n'en incombaît pas à la ville mais à la cour temporelle (1).

Le viguier « payé 200 livres » (2) au début, a vu son traitement s'accroître par la suite (3), non seulement en principal, mais en rétributions accessoires. Il en recevait de nombreuses soit en argent soit en nature : cinquante florins par exemple lorsqu'il confirmait ou revisait les articles des juifs (4). Il recevait au commencement du mois de juillet six minots de sel; des juifs, dans le mois d'août, cinquante livres cinq sous en patas, et à la Noël, cinq livres dix sous et trente sous pour son valet de chambre, également en patas (5); sans compter

(1) *Sommaire*.... de Pintat; délibération du conseil du 12 mai 1480. « On y voit l'acte de réception de noble Louis de Pugeto pour Viguier et en même temps de M. Antoine Lartessuti pour remplir la même charge pendant une année après celle dudit Sr^e de Puget. Mais attendu que les lettres de provision de celui-ci portent que le Trésorier de la Ville devra lui répondre de ses émoluments. M. l'Assesseur a dit que comme par l'usage ce n'était pas au Trésorier à payer les émoluments du Viguier, mais au Clavaire de la Cour temporelle, il protestait contre cet article des dites provisions, à quoi M. le Viguier a répondu que c'était une faute de l'écrivain et qu'il ne prétendait nullement de rendre le Trésorier de la Ville responsable de ses droits. »

(2) Soit : 3744 francs. — Labande, *op. cit.*, p. 198.

Bry, *Les Vigueries de Provence*, p. 147.

(3) « Les honoraires du Viguier étaient de 300 livres que lui payait la Chambre apostolique ». Charpenne, *Histoire des réunions temporaires*, T. II, pièces justificatives, p. 520.

(4) *Statuts*, édit. de 1698, Liv. I, Rub. II, art. 6.

(5) Charpenne, *loc. cit.*

ses profits de justice, ses droits à percevoir dans certaines particularités de ses attributions ainsi qu'il a été constaté plus haut (1), les présents offerts par la ville (2) en diverses circonstances ou par certaines corporations (3), et « ceux de bouche » autorisés par la coutume et permis par les statuts.

Quant aux privilèges honorifiques, ils ne lui étaient pas ménagés : protecteur de l'Eglise, conservateur des libertés et franchises de la ville et de l'université (4), il a, grâce à ces multiples distinctions qui lui sont particulières, de brillantes prérogatives lui donnant la préséance sur tous les autres magistrats et sur tous les gentilshommes, même titrés.

Il affirme cette préséance dans les cérémonies publiques et dans toutes les solennités.

Cependant, à l'époque où nous le considérons, le rôle du viguier a perdu beaucoup de son importance et de son relief.

« Le Viguier actuel — avoue le seigneur de Cambis, marquis de Velleron, viguier en 1751, dans un discours qu'il prononça pour son installation à la séance du conseil du 23 juin, sur les prérogatives annexées à sa charge — n'est plus en effet un gouverneur revêtu d'une autorité presque absolue qui fit prendre à nos pères des précautions dictées par la prudence pour servir de barrière et empêcher qu'il n'exerçât un pouvoir tyrannique, c'est un magistrat d'épée engagé par la religion du serment à établir son unique bonheur sur la félicité commune de ses concitoyens. Ainsi Messieurs, l'avilissement de la charge de

(1) p. 83.

(2) « A la Noël il recevait de la ville un présent égal à celui que lui faisaient les consuls et qui pouvait aller de 48 à 50 livres » Charpenne, *loc. cit.*

(3) *Id.*, *Ibid.*, « Il recevait des boulangers 50 livres de fleur de farine ; des chandeliers 50 livres de chandelles ; à Pâques, des bouchers de Morières une langue de bœuf ; à la Pentecôte, des bouchers de la ville une langue de veau ; des *abbas* de Morières deux paires de dindons. »

(4) Chambaud, (*ms.* 2503 ; d'après les annales de de Cambis-Velleron) remarque que le roi de Naples Charles second, par un diplôme daté de Naples le 5 juin 1303 établit le viguier conservateur des droits, immunités et privilèges de l'Université d'Avignon et lui ordonne d'en prêter le serment.

Viguiers est une véritable perte pour tous les états qui composent cette ville. »

Aussi pose-t-il comme conditions à son acceptation que la ville ne présentera au Pape que des candidats choisis parmi la principale noblesse, qu'elle défendra les droits, privilèges, honneurs et prérogatives attachés à la charge de viguier et qu'il jouira des mêmes privilèges dont ont joui ses aïeux exerçant la même charge de 1663 à 1665 (1).

Le viguier n'est plus le grand dignitaire qui se faisait précéder de gardes, ses « satellites », armés de pertuisanes dorées et qui portaient le sceptre symbole de son autorité (2). Son appareil est réduit à des proportions plus modestes ; il a bien conservé la canne à pommeau d'argent, insigne de ses fonctions, mais on ne l'appelle plus que « le bâton du viguier » (3).

C'est que, par là, se traduit son amoindrissement. Cette constatation n'échappe pas aux historiens du temps « Plusieurs des anciens droits du Viguiers ont été perdus par négligence — écrit de Cambis-Velleron (4) — et d'autres ont été abandonnés parce que divers changements s'étant introduits dans le cours de plusieurs siècles, ils ne pouvaient subsister avec ces changements. »

« En effet le Viguiers qui était autrefois immédiatement soumis au Souverain et qui en recevait directement les ordres, ce qui le rendait indépendant des grands Sénéchaux du Languedoc, du Comté-Venaisin et de Provence, se trouve à présent dépouillé d'une partie de son ancienne autorité depuis l'établissement des Légats et vice-Légats ».

Et réagissant contre cette tendance à l'abaissement qu'il déplore, il énumère les privilèges de juridiction ou de compétence qui restent encore au viguier et ajoute : « Il est même constant que les droits dont jouissait autrefois le viguier lui sont rendus et

(1) Bibliot. d'Avignon, ms. 2808, f° 117.

(2) Duhamel, *loc. cit.* — Chambaud, *loc. cit.*

(3) Chambaud, *loc. cit.*, f° 315 v°.

(4) *Id.*, *Ibid.*, f° 317.

subsistent pendant l'absence des Seigneurs Légal et vice-Légal et alors il est reconnu Gouverneur et Commandant en chef, non seulement dans la ville d'Avignon, mais même dans tout le Comté Venaissin, parce que cette prérogative a été reconnue d'un temps immémoré comme appartenant en propre au Viguiier ».

Il n'empêche que peu à peu, les empiètements du vice-légal, qui ne dédaigne pas de surveiller de très près le fonctionnement des institutions municipales, ont réduit de plus en plus l'importance du viguiier dans le gouvernement de la cité.

C'est alors au vice-légal que l'on s'adresse pour obtenir l'autorisation pour le conseil de délibérer valablement bien que le quorum exigé des membres présents ne soit pas atteint, et il n'est pas de séance où une ordonnance de lui n'intervienne à ce sujet, ou à d'autres : pour faire statuer sur des demandes de dispense faites par des conseillers en passe d'être nommés consuls, pour trancher des cas d'inéligibilité ou des contestations sur les changements de mains, sur les désistements, etc.

Ainsi l'autorité supérieure ne procède plus seulement par voie de réglementation générale, mais en arrive à s'approprier directement des décisions et des actes spéciaux ou même individuels.

Les décisions du viguiier, quand il en prend sur ces objets, sont d'ailleurs considérées comme provisoires et sont presque toujours frappées d'appel devant le vice-légal.

Le viguiier voit ainsi son prestige diminuer d'autant, aussi sa fonction est-elle devenue sur la fin à peu près exclusivement honorifique.

Depuis plus de deux siècles, il est d'usage de ne plus accorder le viguiérat qu'aux avignonnais (1).

(1) Depuis l'an 1500 presque tous les viguiers étaient originaires et habitants de la ville et furent, soit avant, soit après, premiers consuls ou conseillers de la première main. Constatation qui ressort de la liste dressée par Cl. Pintat, ms. 2808, p. 7, Bibliot. d'Avignon.

Chambaud, ms. 2503, f° 317.

De plus, il était donné, depuis le milieu du XVIII^e siècle sur présentation (1).

« Une concession flatteuse, mais réservée à la noblesse qui faisait partie du conseil fut accordée le 18 mai 1751 à la première main par le pape Benoît XIV. Elle fut autorisée à désigner chaque année trois candidats parmi lesquels le Souverain Pontife choisirait le viguier de la ville » (2).

Celui-ci a la faculté de subdéléguer des officiers pour rendre la justice en son nom (3).

Non seulement il ne convoque plus le conseil mais il y est lui-même convoqué (4).

Simplement, comme les consuls, il n'a, au dessus de la porte d'entrée de sa maison qu'un écusson aux armes de la ville, armoiries qui pour lui, étaient surmontées de celles du Pape régnant (5).

Ainsi s'évanouit le lustre d'une fonction qui avait été la première entre les plus hautes dans une ville où le viguier fut le représentant direct des souverains et où il n'eut plus à la fin que le respect et la considération dus à l'ancien éclat de son titre.

La formalité du « Scyndicat »

La formalité du « scyndicat » ou « syndicat », qui se trouve mentionnée dans les statuts d'Avignon depuis le XIII^e siècle, était imposée au viguier et aux juges.

(1) Louis Dominique de Cambis, marquis de Velleron, fut le premier viguier nommé sous ce régime.

(2) Chambaud, ms. 2504, f^o 111.

Reg. des délib. du conseil, T. 43, p. 248.

(3) *Idem*, ms. 2503, f^o 315.

(4) *Idem*, ms. 2504, f^o 111 « Les consuls et assesseur assemblent à volonté l'un et l'autre conseil. Ils doivent préalablement faire prévenir M. le Viguier et lui indiquer le jour et l'heure de cette assemblée. Ce message est fait par le concierge de l'Hôtel de ville ». Dispositions insérées dans le cérémonial particulier dressé en 1755. *Id.*, *Ibid.*, f^o 299.

(5) *Idem*, *Ibidem*, f^o 123 v^o.

Elle consistait en ce que les fonctionnaires et les juges sortant de charge étaient soumis à l'obligation de demeurer à leur poste un certain nombre de jours pour rendre compte de leur conduite et répondre des plaintes qui pourraient être élevées contre les actes de leur gestion.

Cette innovation que l'on s'accorde à reconnaître d'origine italienne, apparut sous le gouvernement des Papes.

La loi du syndicat existait aussi dans le Comtat et même, en dehors des Etats pontificaux de France, en Provence et en Languedoc (1).

Nous la trouvons édictée en 1366 par une bulle d'Urbain V prescrivant que les viguiers, sous-viguiers et juges d'Avignon devront séjourner durant dix jours dans la dite ville à la fin de leur office et comparaître devant les syndics pour y répondre des griefs articulés contre eux (2).

La pratique s'établit bientôt de nommer des « scyndicateurs » désignés par la ville, ou plus exactement par le conseil de ville, par devant lesquels les intéressés étaient tenus de « faire leur scyndicat » (3).

Ainsi se trouvait instaurée une pratique qui avait pour but de faire passer par un jugement de leurs ressortissants les juges eux-mêmes, aussi bien que les hauts fonctionnaires, pour avoir à rendre compte de leur mandat et à répondre de toutes les plaintes qui pourraient être formulées contre eux de la part des citoyens qui se seraient crus lésés par leurs jugements ou par leurs actes.

L'exeat ne leur était donné qu'à cette condition.

(1) Dupont-Ferrier, *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées*, pp. 635-636.

Bry, *Les vigueries de Provence*, pp. 143 à 145.

Girard et Pansier, *op. cit.*, p. 4.

(2) Arch. municipales, *Inventaire Pintat* imp., boîte 7, n° 1 (20 avril 1366).

(3) *Ibidem*, boîte 7, n° 3. *Vidimus* par Guillaume de Ranguisii, viguier, et Jérôme de Placentinis, juge de la cour temporelle, de la précédente bulle (27 octobre 1412).

« Le 5 décembre 1414, le pape Jean XXIII renouvelle cette prescription. Le viguier sortant doit se soumettre pendant un certain temps à l'examen de sa gestion. La raison veut, dit ce document, que ceux qui ont la haute mission de rendre la justice puissent être appelés par ceux qui auraient eu à se plaindre d'eux, à justifier leurs sentences. »

« La même bulle relève les injustices et les concussions que d'aveugles passions ont fait commettre dans la cité d'Avignon, au viguier, à ses lieutenants et aux juges, les excès et les crimes impunément commis, grâce à leur tolérance et au manque de sanction de leurs actes. Elle prescrit, pour faire cesser ces abus et pour que la justice soit égale pour tous, au grand avantage de la République « *per quam una quæque respublica conservetur et suscipiat ornamenta* » que le viguier, ses lieutenants, les juges et autres officiers sortants de charge, séjournent pendant dix jours consécutifs dans la ville et soient prêts à justifier les actes de leur magistrature. Ces sages dispositions garantissaient l'impartialité du viguier et la bonne administration de la justice » (1).

Cette bulle chargeait les syndics eux-mêmes, ou l'un d'eux, de présider au syndicat. Le nouveau viguier était chargé d'exécuter les sentences des syndics sans appel (2).

Une bulle de Pie II du 18 janvier 1458 (3) porta même la durée du syndicat à quarante jours. Il eut lieu désormais par devant des commissaires nommés spécialement par le légat à cet effet. Ces commissaires faisaient publier par un sergent de la cour temporelle que tous ceux qui avaient à se plaindre des officiers soumis au syndicat, eussent à déposer leur requête dans les vingt jours. L'affaire était instruite dans les vingt jours qui suivaient ce dépôt. Passé le délai, aucune réclamation n'était admise (4).

(1) Duhamel, *op. cit.*, p. 87.

(2) Arch. municipales, *Inventaire Pintat* imp., boîte 7, n° 9.

(3) *Ibidem*, boîte 7, n° 13.

(4) Girard et Pansier, *op. cit.*, p. 5.

Il est facile de constater que l'obligation imposée ainsi aux magistrats de se soumettre à leur critique, était fort prisee des avignonnais.

Ils ne cessèrent d'en réclamer le maintien et la stricte observation qu'ils allèrent jusqu'à vouloir étendre au vice-légat.

Nous relevons en effet, parmi les revendications portées par les délégués du conseil à l'entrevue de Pont-de-Beauvoisin en 1663 entre l'envoyé du roi de France et celui du Pape, non seulement la demande d'entendre confirmer « que le viguier et les juges seront annuels et sujets au syndicat, conformément aux conventions, bulles et statuts » — ce qui, constatons-le en passant, indique que la pratique s'en était déjà relâchée — mais encore la prétention « qu'attendu ce qui s'est passé entre le Vice-Légat et le Corps de Ville, sa Majesté sera suppliée de le faire rappeler et démettre de sa charge, et ensuite qu'il soit syndiqué conformément à la bulle de Pie IV de l'année 1560 » (1).

Et les observations sur ces instructions, portées dans une colonne en regard ajoutent : « Ce n'est pas une nouveauté que les Vice-Légats, ont été sindiqués ; celui du sieur Dominique Petrusio, Evêque de Besignan, fait en l'année 1493 en fait foy — et celui d'aujourd'hui en a mal usé dans son ministère, soit par la grande quantité de petits patas faux qu'il a fait fabriquer en secret dans son palais, que par plusieurs concussions qu'il a tolérées que par les injustices qu'il a commises soit par luy-même ou par son Auditeur, ainsi qu'il sera prouvé par les Actes et procès » (2).

Jusqu'à la fin le peuple d'Avignon ne manqua jamais de s'attacher à revendiquer ce qu'il considérait comme une conquête dans le domaine, si cher pour lui, de sa souveraineté. Bien fragile et précaire, la conquête avait été assez vite reléguée dans l'oubli.

(1) Charpenne, *Hist. des réunions temporaires*, T. I, p. 115.

(2) Bibliot. d'Avignon, ms. 2781, fo 147 v^o.

Nous ne saurions mieux faire que de transcrire ici le sentiment du peuple au sujet du syndicat à la veille même de la Révolution.

Il ressort du cahier des doléances d'une de ses corporations.

« Le syndicat des juges ne doit pas être négligé ; il est la terreur des mauvais, comme la récompense la plus flatteuse des bons. »

« Plusieurs lois ont imposé cette obligation et cette nécessité ; elle se trouve formellement dans le statut de cette ville. »

« Il faut en ramener l'exécution si quelquefois on a cru pouvoir négliger cette règle, jusqu'à ce que le changement demandé ait lieu, et que l'on trouve le moyen de suppléer cette formalité. »

« Il se rencontre une circonstance favorable. Un des juges du Tribunal de Saint-Pierre vient de sortir de charge ; c'est M. Astier : qu'il subisse la loi salutaire du syndicat. »

« Qu'il se présente à l'Assemblée des citoyens et qu'il rende compte de sa conduite ; qu'il écoute les plaintes qu'on a à former contre lui, et qu'il se justifie. »

« Sans doute il n'a pas à craindre la rigueur de cette loi ; cette formalité sera pour lui une nouvelle moisson de gloire et ajoutera une nouvelle couronne à celle qui orne ses vertus. »

« Ceux qui exercent des magistratures perpétuelles tels que M. l'Auditeur Général, Messieurs les Avocats Généraux, doivent subir les mêmes lois ; l'importance et la dignité de leurs fonctions exigent leur syndicat. »

« Les soussignés font du syndicat un chef principal de leurs doléances et de leurs demandes auxquelles ils prient Messieurs les Consuls d'avoir égard » (1).

En fait, la formalité du syndicat était au XVIII^e siècle, tombée en complète désuétude.

(1) J. Saint-Martin, *Les doléances des Traiteurs et Aubergistes d'Avignon*, (1789), section VIII, p. 25. (Avignon, librairie J. Roumanille, 1914).

Les Consuls

Nous ne reviendrons pas sur l'historique des origines de cette magistrature municipale suprême qu'était le consulat (1).

Nous savons qu'au temps de l'indépendance avignonnaise, ces magistrats furent d'abord au nombre de quatre ou même, à certains moments, de huit ; qu'après les mémorables conventions de 1251 ils disparurent pour faire place à deux, puis trois syndics, personnages très diminués en importance et en pouvoirs ; et qu'à partir de 1459, une bulle du pape Pie II rendit à ceux-ci le nom de consul en prescrivant qu'ils jouiraient des mêmes privilèges que s'ils étaient chevaliers : *milites armate militie* (2).

Si le titre leur fut rendu, il n'en fut pas de même des attributions, comme nous allons le constater.

Jusque vers le milieu du xvi^e siècle, les consuls, comme les conseillers, furent nommés par le gouvernement pontifical (3) et il faut arriver aux statuts de 1564 pour les trouver à la nomination des conseillers (4).

Dépositaires du pouvoir exécutif au nom du conseil de la cité, les trois consuls étaient donc élus par les conseillers ordinaires effectifs, d'après le mode exposé au chapitre précédent et à l'ensemble des suffrages, toutes mains réunies ; ceci jusqu'au moment où la réglementation nouvelle de 1750 (5) disposa que chaque main élirait séparément son consul.

Le premier, « originaire et noble », de beaucoup le plus important, ayant la « prééminence » sur ses collègues, n'était éligible que parmi les citoyens de la première main ; le second et le troisième devaient également être pris dans leur main respective.

(1) Voir chap. I, p. 9.

(2) Arch. d'Avignon, *Inventaire Pintat* imp., boîte 7, n° 19. (Bulle déjà citée).

(3) *Id.*, boîte 7, nos 28, 29, 30.

(4) Statuts de 1564, Liv. I, Rub. IV.

(5) V. chap. II, p. 33.

La veille de la nativité de St-Jean-Baptiste — c'est-à-dire le 23 juin — était la date fixée par les statuts pour l'élection annuelle des consuls, cérémonie toujours précédée de la célébration de la messe du St-Esprit (1).

Selon la coutume, avait lieu, huit jours avant, une réunion préparatoire du conseil à laquelle chaque conseiller était tenu d'assister pour « jurer sur les Stes-Evangiles de Dieu qu'il élira pour consuls, et autres officiers, personnes ayants Dieu, l'Eglise, les libertez et droits de ladite ville : et qu'ils n'auront égard aux presens, prières, amour, haine et faveur ains à la seule utilité de la Ville et république » (2).

Le temps de présence comme conseiller, exigé pour être éligible aux fonctions de consul, a varié avec les époques (3); il n'est plus que d'une année sous le régime des statuts édités en 1698.

Les incompatibilités sont les mêmes que celles signalées en traitant du conseil ordinaire.

Pour l'élection, le scrutin secret, comme toujours, était de rigueur et le vote par procuration n'était pas admis; les élus pouvaient l'être quoique absents eux-mêmes mais « par ceux tant seulement qui assisteront personnellement audit conseil » (4).

La tradition voulait, qu'après l'élection, les consuls anciens et nouveaux se rendissent au palais apostolique « pour que les anciens présentent leur successeur à son Excellence Mons^{gr} le Vice-Légat » (5). Le lendemain ils étaient installés avec pompe et grand appareil.

Les manifestations honorifiques et le protocole tinrent toujours à Avignon une grande place, aussi ne nous étonnons-nous pas de le constater par le soin minutieux apporté

(1) Statuts, édit. de 1698, Liv. I, Rub. V, art. 1.

(2) *Ibid.*, art. 2.

(3) Il était de 4 ans sous les statuts de 1441.

(4) Statuts, Liv. I, Rub. V, art. 1.

(5) Reg. des délibérat. du conseil, T. 43, p. 154 v^o.

pour régler, à différentes dates, les honneurs et préséances et arrêter tel ou tel cérémonial (1).

Dans cet ordre d'idées, les consuls étaient amplement dotés.

Nous avons vu que leur seule fonction leur conférait le rang et les privilèges des chevaliers, bien que, pensons-nous, ce ne soit que pour le temps seulement où ils exerçaient. Ils étaient qualifiés de « Nobles et Illustres Seigneurs », comme en témoignent les procès-verbaux des délibérations du conseil et tous les actes officiels.

De plus, le premier consul jouissait du titre de « Gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi », titre qui lui aurait été conféré par François I^{er} (2).

Les magistrats placés à la tête de la cité devaient paraître dans les cérémonies avec l'aspect que commandait leur dignité ; aussi les statuts règlent-ils ce point en exigeant qu'ils soient revêtus d'une robe de velours (3), à l'achat de laquelle ils devront employer leurs gages de cent cinquante florins (4). Pour le dehors, la ville leur fournit à ses frais, depuis 1591,

(1) En 1775 fut dressé un cérémonial particulier pour les fonctions des consuls et pour les usages qui se pratiquent à l'Hôtel de ville ; (transcrit dans Chambaud, ms. 2504, f^o 299).

(2) Cf. Charpenne, *op. cit.*, T. II, p. 281, note 1.

Cf. également Fransoy, *Histoire de la ville d'Avignon* (Bibliot. d'Avignon, ms. 2796, f^o 98).

(3) La couleur du velours était écarlate. Cf. Charpenne, *op. cit.*, T. II, p. 269, note 3, et Labande, *Avignon au XV^e siècle*, p. 32.

(4) Statuts, Liv. I, Rub. V, art. 3. « Auront lesdits Consuls et Assesneur, et chacun d'eux, pour leurs gages, cent cinquante florins monnoye courant, desquels lesdits Consuls en fairont faire une robbe de velours, pour l'honneur de la ville, laquelle ils porteront aux actes solempnels, mêmes du temps du duëil. »

Ces gages furent portés à cent écus par l'ordonnance d'un vice-légat (Charpenne, *op. cit.*, T. II, p. 269). Ils n'étaient que de 88 florins 4 gros depuis 1441. Ils furent élevés à 150 florins par décision du conseil du 13 janvier 1497, décision motivée par la diminution de la valeur de l'argent (Labande, *op. cit.*, p. 32).

un chaperon (1) de velours cramoisi doublé de velours noir (2), qui demeurait leur propriété à leur sortie de charge (3) et paraît s'être substitué uniquement, par la suite, à la robe dont l'achat obligatoire était évidemment onéreux (4).

Le chaperon devint le signe distinctif de l'autorité consulaire (5).

En outre, sur la demeure même des membres du consulat, et au-dessus de la porte d'entrée de leur maison, était placé un écusson aux armes de la ville (6).

Dans l'ordre des préséances, les consuls avaient le pas sur tous les autres officiers de la ville, excepté le viguier, le primicier de l'université, le vice-gérant de l'auditeur des causes apostoliques résidant à Avignon, les juges de la cour temporelle et le prévôt de l'Eglise métropolitaine.

(1) Reg. des délibérat. du conseil, T. XXI, p. 61. Délibération du 18 janvier 1591 par laquelle il fut décidé de donner un chaperon aux consuls, à l'instar des autres villes « bien policées et ordonnées » qui en ont déjà doté les leurs, comme marque distinctive, pour leur éviter d'être exposés à se voir manquer de respect par les personnes qui ne les connaîtraient pas.

(2) *Ibid.*, Délibérat. du 1^{er} février 1591, p. 62 v^o.

(3) *Ibid.*, Délibérat. du 5 juin 1591, p. 72.

(4) Mais cette coiffure ne fut pas créée pour remplacer la robe de cérémonie comme certains auteurs le laissent entendre ; elle dut simplement la compléter. Les statuts édités en 1698 font, du reste, encore une obligation de la robe de velours pour les consuls.

(5) Le chaperon, coiffure très ancienne qui se présente, suivant les époques, sous maints aspects différents, affecta dès le x^ve siècle la forme d'un petit chapeau rond à bords relevés et portant d'un côté une crête et de l'autre une queue en étoffe ; celle-ci, en forme d'écharpe, pendait sur l'épaule ou faisait le tour du cou.

Plus tard, lorsque la robe longue et le chaperon cessèrent de se porter comme costume de ville, le chaperon se conserva comme une sorte d'insigne mais fut fixé sur l'épaule et progressivement diminué de dimension. C'est ainsi que les robes actuelles des professeurs, des juges et des avocats portent sur l'épaule gauche l'épitoge, rondelle et pan d'étoffe où se piquent les rangs d'hermine et qui ne sont autre chose qu'une survivance et une réduction du chaperon.

Cf. Enlart, *Manuel d'archéologie française*, Paris 1916, T. III, p. 159.

Cf. également Viollet-le-Duc, *Dictionnaire du mobilier*, T. III, p. 281.

(6) Charpenne, *op. cit.*, T. II, p. 281.

L'université et la ville furent longtemps en conflit au xv^e siècle au sujet des prérogatives de ce genre.

Allant à l'encontre des privilèges jusque là reconnus aux docteurs qui avaient toujours passé avant les syndics, le pape Pie II avait accordé, par une bulle du 18 janvier 1459 (1), la préséance aux représentants de la ville, sauf sur le viguier, dans tous les actes publics, excepté ceux de l'université.

Les universitaires mécontents ayant protesté et même violé les dispositions de ce décret, une nouvelle bulle fut fulminée contre eux le 3 avril suivant (2) où l'exception prévue pour les actes de l'université se trouvait supprimée — ceci à titre de répression pour les infractions commises. Cependant la préséance sur les syndics y était accordée par le Pape, dans l'espoir d'apaiser le conflit, en outre du viguier, à tous les dignitaires, fonctionnaires et juges que nous venons d'énumérer.

Il n'en fut rien ; la lutte continua (3) et l'on retrouve en 1481 une ordonnance du cardinal Julien de La Rovère sur le même objet. Les dispositions mitigées qu'elle contient durent enfin régler la situation d'une façon acceptable pour tous (4).

Les magistrats municipaux ne bénéficient bien entendu de ces dispositions que pendant l'année de leur charge.

Le court mandat de consul n'excédait pas une année.

Cependant une décision de la Sacrée Congrégation à Rome notifiée au vice-légat d'Avignon par lettres du cardinal Secrétaire d'Etat, du 26 mai 1736 (5), prescrivit que dorénavant l'un des anciens consuls serait confirmé pour l'année suivante et

(1) Arch. d'Avignon, *Invent. Pintat* imp., boîte 7, n° 17.

(2) *Ibid.*, boîte 7, n° 18.

(3) Cf. Labande, *op. cit.*, pp. 33 - 34.

(4) Arch. d'Avignon, *Inventaire Pintat* imp., boîte 7, n° 27. Cette ordonnance en date du 20 juin 1481 prescrit que, après le viguier, le primicier, le vice-gérant, le vicaire général et les juges, le 1^{er} consul marchera aux processions et aura dans les actes publics la main droite et à sa gauche le plus ancien docteur et ainsi des autres.

(5) Pièces justificatives, n° III.

que cette confirmation porterait alternativement sur le premier et le deuxième consul, le troisième devant toujours être annuel.

Les consuls ne pouvaient être réélus que deux ans après l'expiration de leurs fonctions (1).

Avant d'examiner leurs attributions, notons que le serment leur était imposé en prenant possession de leur charge.

Devant le viguier, tenant entre ses mains l'évangile, ils juraient « de fidèlement garder et défendre tous les droits et biens de la ville et d'avoir soin du profit d'icelle : comme aussi que les libertés, conventions, privilèges, statuts et bonnes coutumes de la ville se garderont, en évitant tous dépens superflus et tout ce que sera au préjudice de la ville » (2).

Comme nous l'avons remarqué plus haut, les consuls sous la papauté étaient loin de posséder les pouvoirs qu'eurent leurs prédécesseurs du temps de l'indépendance.

L'important privilège de juridiction qu'ils exerçaient alors a complètement disparu. Il n'en reste qu'un reflet bien modeste dans le droit qu'ils conservèrent de condamner à l'amende les contrevenants aux taxes sur les marchandises tarifées par leurs soins et les marchands fraudeurs sur la qualité ou sur le poids.

Une bulle du pape Pie IV du 3 mai 1563 (3) confirme en effet aux consuls d'Avignon la juridiction sur le fait de la police et de l'embellissement de cette ville avec la faculté de condamner les délinquants à une amende qui ne pourrait dépasser la somme de 15 florins.

Cette bulle défend aux juges de la cour temporelle de St-Pierre de recevoir des appellations à ce sujet.

Comme la garde des portes et des remparts appartient aux consuls (4), autorisation leur y est également donnée de conti-

(1) Statuts, Liv. I, Rub. X, art. 1.

(2) *Ibid.*, Rub. V, art. 8.

(3) Arch. d'Avignon, *Invent. Pintat* imp., boîte 26, n° 3.

Chambaud, ms. 2504, Bibliot. d'Avignon.

(4) Une bulle de Nicolas V de 1447 confirmée par une autre de Pie II de 1448 leur reconnaît la possession de la police et de la garde des murailles de la ville.

nuer de vendre au profit de la ville les officés des capitaines des portes, des gardiens des tours, des courriers et autres officiers salariés par elle.

En somme, le pouvoir propre de ces magistrats n'existait plus guère qu'en matière de police urbaine (1).

Dans ce domaine, ils avaient la police intérieure de l'Hôtel de ville et celle qui intéressait le bien général des citoyens.

Le maintien de l'ordre et de la propreté sur la voie publique et particulièrement dans les halles, marchés et lieux fréquentés leur incombait, comme aussi la haute surveillance des rues, voies, chemins, édifices et immeubles communaux.

A eux revient aussi le soin de veiller au ravitaillement normal de la population. A ce titre, ils tarifent certaines denrées et victuailles : pain, viande, poisson, volailles, bois à brûler, charbon (2), règlémentent les marchés, la vente des boissons, contrôlent les poids et mesures.

Des conseillers élus à cet effet et désignés sous le nom de maîtres des rues et de maîtres des victuailles, assistaient les consuls dans l'exercice de ces attributions.

En dehors de cet aspect particulier de leurs fonctions, les pères du peuple, comme on les appela « représentaient leurs concitoyens en toutes circonstances, correspondaient avec le dehors, étaient en relations permanentes avec le Légat » (3).

En cas de mort ou d'absence du gouverneur, ils avaient le gouvernement de la ville et donnaient le mot d'ordre (4).

Incontestablement les plus hauts magistrats de la communauté avignonnaise, ils la personnifiaient dans ses rapports officiels avec le gouvernement pontifical et son administration supérieure,

(1) Police administrative seulement, car la police judiciaire, du ressort du viguier et de la cour temporelle, était confiée à un sous-viguier avec son personnel de sergents qui formaient comme le corps de police municipale actuel. (Cf. Girard et Pansier, *La cour temporelle d'Avignon*, p. 18).

(2) Cf. Statuts, Liv. I, Rub. VI.

Chambaud, ms. 2504, fol. 123. Bibliot. d'Avignon.

(3) Labande, *op. cit.*, p. 34.

(4) Charpenne, *op. cit.*, T. II, p. 281.

aussi bien qu'avec le roi de France et tous autres souverains à l'occasion.

Les consuls avec l'assesseur constituaient aussi l'organe exécutif de l'administration municipale. Tenant leurs pouvoirs du conseil de la ville, ce n'est qu'avec l'aide et l'approbation des assemblées, tant ordinaires qu'extraordinaires, selon l'importance et la nature des affaires, qu'ils pouvaient administrer.

Ainsi ils ne pourront passer de nouveaux baux, donner à rente, aliéner, aucune propriété de la ville ni aucun de ses droits, rentes ou émoluments, ni même vendre les fruits de ses biens et y faire aucune réparation, sans une délibération du conseil. Encore fallait-il qu'au préalable aient été faits deux encans, à dix jours d'intervalle, après quoi la délivrance en était faite « à l'esteint de la chandelle à celui qui aura fait la meilleure condition » (1).

Au cas où les consuls contreviendraient à ces dispositions, le contrat serait nul *ipso jure* et chacun d'eux serait frappé d'une amende de dix livres tournois applicable au fisc et à l'hôpital des pauvres.

La sanction figure toujours à côté du manquement ou de la faute dans les statuts et règlements d'Avignon et la responsabilité des consuls, premiers administrateurs de la cité, n'était, comme on le voit, pas illusoire.

Il y avait plus, car s'ils commettaient, même par négligence, quelque excès en leur charge dont la ville ait eu à souffrir un dommage, ils étaient tenus de le réparer de leur salaire et, à défaut, de leur bien propre.

En cas de dol ou de fraude prouvé, de leur part, ils relevaient alors de la justice et étaient punis « à l'arbitre de la cour » (2).

Pour en terminer avec les attributions des consuls, ajoutons qu'ils détiennent le sceau de la ville dont ils ont seuls l'usage;

(1) Statuts, Liv. I, Rub. V, art. 8.

(2) *Ibidem*, art. 7.

celui-ci est sous clefs, fermé à trois serrures, chacun d'eux gardant une clef qu'il doit remettre à ses collègues s'il s'absente (1).

Un règlement de 1616 limite du reste à huit jours l'absence qui leur est permise pour affaires de la ville (2).

C'est sur leur initiative que sont fixées les réunions non statutaires de l'un et l'autre conseil. Le viguier préalablement prévenu, le 1^{er} consul fait convoquer les conseillers par billets signés du secrétaire.

Dans tous les conseils, les consuls et l'assesseur ont voix délibérative.

Chacun d'eux, l'assesseur excepté, a pouvoir de nommer deux conseillers de son choix pour faire partie des assemblées consulaires (3).

Dans le domaine financier, que nous examinerons au chapitre IV, les consuls sont ordonnateurs, mais ils ne font emploi des deniers publics que dans la mesure où ils sont mis à leur disposition et pour les objets auxquels ils sont affectés ; encore doivent-ils être obligatoirement associés dans ce domaine avec les députés du clergé et de l'université et sont-ils astreints à produire toutes justifications.

C'est à ce titre qu'ils doivent rendre leurs comptes à leur sortie de charge et que des auditeurs, pris parmi les membres du conseil, sont nommés pour les vérifier (4).

Les consuls exerçaient en somme un pouvoir effectif assez étendu, mais ils n'étaient, à bien considérer, que des juges de

(1) Statuts, Liv. I, Rub. V, art. 4. Le grand et le petit sceau de la ville n'étaient destinés qu'à l'empreinte sur cire. Ils portaient les armoiries d'Avignon : « trois clefs en fasce. » (Cf. Labande, *op. cit.*, p. 35).

(2) Délibération du 9 juin 1615. Reg. des délib. du conseil, T. XXI.

(3) V. ci-avant pp. 68 et 69 note 1.

(4) Statuts. Liv. I, Rub. IX, art. 1. Les consuls devaient rendre leurs comptes dans le mois, leur office fini. Les auditeurs étaient élus avec les officiers de la ville à la première réunion du conseil suivant celle de l'élection des consuls,

police à compétence très limitée, les représentants officiels de la ville et les exécuteurs des décisions du conseil qui représentait le pouvoir législatif intérieur (1).

L'Assesseur

A côté des consuls, l'assesseur est un personnage d'une nature particulière. « C'est un Docteur qui par ses lumières est choisi pour assister de son conseil ces magistrats » (2).

L'institution de l'assesseur qui s'annonçait depuis le début du XIV^e siècle (3), devint, peu après, effective, lorsque le nombre des syndics ayant été réduit à deux on fut obligé, pour conserver un juriste à titre de conseil (4) à la tête de l'administration municipale, de lui ménager une place et un titre spécial.

L'admission aux affaires des hommes de loi avait dû être suffisamment priseée dans la pratique pour qu'ils fussent désormais jugés indispensables.

Le 21 juin 1358 nous apparaît l'assesseur (5). Hugues Blanchi, sorti de cette élection est peut être le premier du genre.

Membre du consulat et choisi, au même moment que les consuls, parmi les six docteurs que devait comprendre le conseil, l'assesseur était élu à la majorité de toutes les mains réunies.

(1) Cf. Lambert, *Essai sur le régime municipal et l'affranchissement des communes en Provence au moyen-âge*, p. 310.

(2) Ordonnance du v.-légat Aquaviva du 15 juin 1750 portant règlement pour l'élection consulaire. Pièce justificative, n° IV.

(3) On trouve en effet réunis dans une assemblée du 12 octobre 1304 trois syndics dont un chevalier, un juriste et un bourgeois en compagnie de 32 conseillers. (Arch. d'Avignon, boîte 11, n° 11. — Labande, *op. cit.*, p. 22).

(4) Le 15 avril 1332 furent créés pour syndics un chevalier, un bourgeois et un docteur es lois « *quem pro consiliario eisdem sindicis [consilium] dedit pariter et adjunxit* ». Labande, *op. cit.*, p. 22, note 5.

(5) Arch. d'Avignon, *Invent. Pintat* imprimé, boîte 7, n° 59. « Election par le conseil par devant Adhemar d'Aigrefeuille viguier, de Pierre Urtice chevalier et de Hugues de Sade comme syndics et de Hugues Blanchi comme assesseur. »

Il devait avoir été au moins un an auparavant conseiller (1) ; sa nomination ne valait que pour une année et il ne pouvait être réélu qu'après le même espace de temps, toutes conditions applicables aux consuls, sauf que ceux-ci, comme nous l'avons vu, ne pouvaient revenir en charge qu'à deux ans d'intervalle au moins.

Le serment lui était également imposé (2). Quant au salaire, il recevait le même que les consuls (3) sans toutefois l'appliquer à la même destination car il n'avait pas droit, dans les cérémonies, à la robe de velours écarlate : il portait seulement la robe à rabat qui devait être celle des docteurs. Il fut cependant doté du chaperon en même temps que les consuls (4).

De tout temps l'importance de son rôle fit conférer à l'assesseur le rang et les privilèges et prérogatives des consuls. C'est ce que confirme expressément le pape Pie II par un bref du 21 mars 1459 (5). L'assesseur possédait, de ce fait, la qualité de chevalier, c'est-à-dire la noblesse. Dans les actes officiels nous le voyons désigné avec les qualificatifs de « noble et illustre personne ». Dans l'ordre des préséances, il vient immédiatement après les consuls et précède tous les autres officiers de la ville (6).

Statutairement la délicate fonction de ce magistrat devait être confiée à un docteur en droit (7) car elle exigeait de celui qui l'occupait des connaissances approfondies en matière de lois et un certain talent de plume et de parole.

L'assesseur est l'orateur de la ville, « le porte-voix de ses collègues » (8). Dans les conseils et les assemblées générales,

(1) Statuts, Liv. I, Rub. V, art. 1.

(2) *Ibid.*, art. 3.

(3) Cf. Labande, *op. cit.*, p. 32.

(4) Voir ci avant, p. 103, note 1. L'assesseur est mentionné dans la délibération.

(5) Arch. d'Avignon, *Invent. Pintat* imp., boîte 7, n° 19, déjà cité.

(6) Bref du 21 mars 1459. *Ibid.*

(7) « Docteur aux lois » disent les statuts (Liv. I, Rub. V, art. 1.).

(8) Charpenne, *op. cit.*, T. I, p. 27.

c'est lui qui expose les affaires à mettre en délibération, fait auprès du viguier les instances nécessaires, proteste, requiert, réplique, en un mot apparaît comme l'organe parlant du consulat muet.

Mais il rédige aussi les mémoires pour la ville, tant dans les conflits de moindre envergure que dans les grandes contestations faisant l'objet de controverses rendues publiques et imprimées (1).

Au dehors même de l'Hôtel de ville, l'orateur municipal exerce son ministère, il porte la parole au nom des consuls devant le vice-légat et l'archevêque et harangue à l'occasion, de la part de la ville, les personnages de marque et même les princes et les souverains quant ils y sont reçus (2).

L'institution de l'assesseur, conseil technique et avocat, placé auprès des représentants du pouvoir municipal, ne cessa d'apparaître comme fort pratique et cette association aux affaires des juristes et des universitaires, tout en rehaussant leur prestige, rendit à la cause publique des services signalés.

Le « procureur syndic » que l'on trouve plus tard dans l'administration municipale française sous la période révolutionnaire semble avoir hérité en grande partie des attributions de ce personnage.

Les officiers et le personnel de la ville

L'administration de la cité comprend, en dehors des affaires d'intérêt commun, des finances, des charges et revenus de la ville, un certain nombre de services d'utilité publique qui doivent fonctionner sous sa direction et sous son contrôle.

De ce nombre se trouvent : la police (3), l'hygiène, la surveillance des marchés, la voirie urbaine, les établissements hospitaliers, etc.

(1) Par exemple le « *Mémoire pour la ville d'Avignon contre les fermiers du Sestier* » [1750], (Bibliot. d'Avignon, ms. 2448, n° 49) ; les répliques aux prétentions du clergé et de l'université en matière d'exemption d'impôts, etc. etc.

(2) Bibliot. d'Avignon, Chambaud, ms. 2504, f° 122.

(3) V. page 106, note 1.

Nous savons que ces matières étaient pour la plupart soumises à l'autorité des consuls et constituaient une partie importante de leurs attributions.

Aussi bien, ces hauts magistrats ne pouvaient-ils les exercer toutes par eux-mêmes, et d'autre part le conseil, organe souverain de direction et de contrôle, entendait-il intervenir dans le choix des auxiliaires de l'administration municipale.

Les statuts d'Avignon prévoient donc des « officiers » (1) de la ville élus par le conseil.

D'autres agents inférieurs détiennent, avec son agrément, des charges vénales, ou sont présentés ou nommés par les consuls, le gouvernement pontifical se réservant la ratification.

Parmi les officiers, le premier et le plus important était le trésorier de la ville que nous retrouverons en parlant des finances (2). Il ne pouvait être pris parmi les conseillers (3) et était élu en même temps que les consuls.

L'élection des autres officiers, au contraire, avait lieu à la première séance qui suivait l'élection consulaire, séance à laquelle étaient choisis également les auditeurs des comptes dont nous nous occuperons plus loin (4), et les maîtres jurés des corporations. Ces officiers sont :

l'acteur de la ville et ses agents en cour de Rome et en cour de France ;

les recteurs, ou administrateurs des hôpitaux et les trésoriers de ces mêmes établissements ;

les deux maîtres de victuailles et les deux maîtres des rues, avec leur assesseur ;

auxquels il faut en ajouter d'autres que l'on voit paraître selon l'époque ou les événements, tels que les experts du terroir, estimateurs des dommages, les maîtres d'abondance, les

(1) Au sens de : chargés d'un office.

(2) Chap. IV.

(3) Statuts, Liv. I, Rub. V, art 1.

(4) Chap. IV.

intendants du terroir, à raison de un par main, les maîtres des chemins (1).

Les principaux de ces chargés d'office méritent mieux qu'une simple mention.

L'acteur de la ville était un personnage qualifié, en général un avocat, chargé de la poursuite de toutes les affaires contentieuses et juridiques intéressant la communauté. Quant aux agents à Rome et à Paris (2), ils étaient en permanence au siège des gouvernements respectifs du Pape et du roi de France pour s'y occuper des questions d'ordre matériel et moral impliquant l'intervention de l'autorité de l'un de ces souverains et que la ville confiait à leur diligence. Si des affaires extraordinaires nécessitaient des agents dans d'autres villes, ils étaient nommés expressément.

Pour des missions importantes, on eut même souvent recours à l'envoi d'ambassadeurs.

A l'encontre de ce qui se passe pour l'élection des autres officiers, les députés du clergé et de l'université sont autorisés (3) à donner leurs suffrages dans celle de l'acteur de la ville et dans celle du trésorier (4), ces agents ayant en mains des intérêts généraux auxquels les corps privilégiés sont associés plus particulièrement, de par leurs prérogatives.

Au nombre des officiers à élire, les statuts édités en 1698 mentionnent deux « Recteurs du Pont ». Il faut savoir qu'à l'unique pont d'Avignon sur le Rhône (5) était annexé un hôpital auquel la ville nommait, par l'organe du conseil, deux administrateurs.

(1) Cf. Reg. des délibérations, T. 43, f° 159.

(2) L'agent de la ville à Paris en 1789 était l'abbé Nardy.

(3) Par un règlement du vice-légat Banchieri du 11 juin 1706. (Cf. Chambaud, ms. 2504, Bibliot. d'Avignon).

(4) Chambaud, *loc cit.*

(5) Il s'agit du pont St-Bénézet, le fameux pont d'Avignon célébré par la chanson et dont il ne reste plus aujourd'hui que quelques arches. De par l'histoire de sa construction il constituait une œuvre pie et c'est à ce titre sans doute qu'il comportait comme annexe un hôpital important qui administrait l'ouvrage.

Il en fut ainsi pour d'autres (1) de moins vieille fondation, pour des orphelinats et même pour l'Aumône Générale, sorte de bureau de bienfaisance alimenté par des dons et par une partie du produit de certaines amendes.

Les trésoriers particuliers de ces établissements étaient aussi nommés à l'élection et soumis au contrôle financier du conseil par l'organe d'auditeurs de comptes.

D'un caractère plus original sont les maîtres de victuailles et les maîtres des rues.

Spécialisés dans le rôle qui leur est confié et après avoir prêté serment de le bien remplir, ils détiennent, par délégation du conseil et sous la direction des consuls dont ils sont les collaborateurs immédiats, une part de l'autorité municipale.

« Nous statuons — portent les statuts — que les Maîtres de victuailles fassent la visite des pains à vendre qui se cuisent dans la présente ville, le lieu où l'on tue les animaux (vulgairement appelé le tuadour), la boucherie, la poissonnerie et les places publiques où l'on vend la victuaille. Et s'informeront si les pains (2) et poissons se vendent outre et par dessus la taxe.... » (3).

Ces divers chefs de contrôle et de surveillance donnent lieu à des prescriptions particulières qui, pour ce qui regarde par exemple la qualité et l'état des viandes, la visite des abattoirs et boucheries, touchent en bien des points au service actuel de l'inspection vétérinaire.

La réglementation des marchés : heures de vente et de revente, exposition de la marchandise sur étals, et aux seuls emplacements affectés, etc., est donnée par les statuts.

(1) Le grand hôpital Ste-Marthe ou de Bernard Rascas, du nom de son fondateur, les orphelines, etc ; il y eut même un « Intendant des drogues du g^d hôpital », élu par le conseil.

(2) Il y avait au moins deux espèces de pain de consommation courante et taxées à des prix différents : le pain blanc et le pain bis ou pain rousset.

(3) Statuts, Liv. I, Rub. VI, art. 1.

La taxation des denrées et aliments, au contraire, est du ressort des maîtres des victuailles. Ils fixent entre eux les prix de vente « suivant la qualité et exigence du temps ». En cas de désaccord les consuls sont appelés à trancher.

Mais il y a plus dans ces fonctions de délégués du conseil et de mandataires des consuls, c'est le pouvoir de condamner les contrevenants aux articles du règlement ou aux taxes, ainsi que les fraudeurs sur le poids. Ceci, toutefois jusqu'à concurrence de cent sous tournois d'amende seulement. En cas de non paiement immédiat par les délinquants, des gages pourront être saisis et vendus.

C'est dans la même mesure que s'exerçait la compétence pénale des maîtres des rues. Assistés d'un assesseur spécial, en vue des affaires délicates ou litigieuses, ils veillent à tout ce qui concerne les rues, voies et autres lieux publics : propreté, liberté de circulation, empiètements sur la chaussée, placement des enseignes ou attributs pendants, auvents, bancs extérieurs de boutiques, et délivrent même les autorisations de voirie pour alignements, marches d'escaliers, trottoirs, etc.

Ils donnent leurs sentences sans être tenus à aucune procédure judiciaire, appliquent de même, avec ou sans avertissement, les pénalités dont ils disposent mais pour lesquelles la voie d'appel reste ouverte devant les consuls. Ceux-ci peuvent, soit diminuer, soit augmenter l'amende jusqu'au maximum auquel ils ont droit de 15 florins. L'appel n'est plus alors admis. Toutefois, si les délinquants méritent une peine plus forte, il est prévu qu'ils doivent être renvoyés aux juges de la cour temporelle.

Pas plus que d'autres, ces offices de maîtres des rues ou des victuailles n'échappèrent à la tendance générale qui, vers la fin du xve siècle (1) amena à rétribuer des charges ou fonctions jusque-là gratuites (2). Cependant nous remarquons, d'après

(1) Cf. Labande, *op. cit.*, p. 35.

(2) Quelques-unes des attributions des officiers dont il s'agit se trouvent déjà fixées par les statuts de 1441, § LXXIII (Labande, *Ibid.*) ; leur institution était donc ancienne.

les statuts, une différence dans la manière dont les uns et les autres étaient rémunérés : tandis que les maîtres des victuailles avaient droit à une part des amendes qu'ils infligeaient⁽¹⁾, les maîtres des rues ne devaient rien recevoir des particuliers, mais touchaient de la ville un salaire annuel de quinze florins, dont ils pouvaient, il est vrai, être privés en cas de négligence dans leur office.

Cette différenciation de traitement devait être destinée à stimuler le zèle des premiers et à tempérer celui des seconds.

En principe les officiers élus ne l'étaient que pour une année, mais en pratique on en trouve, les recteurs surtout, maintenus deux ou trois ans de suite.

A côté des officiers élus, nous avons mentionné la présence d'autres officiers ou agents qui ne l'étaient pas.

Du nombre est le secrétaire de la ville.

Charge vénale (2), le secrétariat de l'Hôtel de ville ne pouvait être confié qu'à un membre du collège des notaires d'Avignon, ou à une personne qui s'en fit au préalable recevoir. Le titulaire est alors inamovible ; la charge ne peut se transmettre par succession ou autrement, mais revient à la ville lorsqu'elle devient vacante.

Le secrétaire, ses enfants, ses substituts, commis ou autres dépendant de lui, ne pourront avoir aucune part, par eux ni par personnes interposées, aux fermes de la ville ni à celles des hôpitaux.

Dans ses attributions entre la conservation des archives, dont il tient une des clefs (3) et prend la responsabilité après inventaire dressé par acte public.

L'établissement de la « table » ou compte de prévision annuel des recettes et des dépenses communales lui est également dévolu,

(1) Environ le 10 %.

(2) Claude Pintat, notaire, offre en 1720 au conseil de la ville la somme de 18.000 livres pour l'achat de l'office de secrétaire (Bibliot. d'Avignon, ms. 2448, n° 10).

(3) Les consuls tiennent chacun l'une des trois autres.

au même titre que tous travaux d'écritures, de copies, d'établissement de contrats, de correspondance, etc.

Ses gages, payés par la ville, s'élèvent à 360 livres et s'augmentent de nombreux avantages matériels ; d'abord la jouissance de la maison et habitation ordinaire de la secrétairerie, puis des perceptions en nature (1) : chandelles, sel, farine, fruits, et enfin de la « régale » de divers fermiers, et de certaines sommes payables par ceux des impositions, lors des contrats d'arrentement (2).

Parmi les offices de moindre importance, il faut encore citer ceux de capitaines des portes, gardiens des tours, des clefs, courriers, gardes du terroir.

Ces derniers, au nombre de six au moins, prenaient, comme une entreprise, la garde des propriétés rurales. Leurs offres, à raison de tant l'éminée, étaient, à jour donné, mises aux enchères au rabais et adjudgées à la bougie, les propriétaires intéressés assumant la rétribution au prorata de la superficie à surveiller (3). Il est vrai qu'en revanche les gardes étaient personnellement responsables des dégâts commis aux propriétés, sauf à eux à découvrir et à poursuivre les délinquants.

Si nous mettons à part, à cause des particularités signalées, cette catégorie d'agents, — que nous appellerions aujourd'hui des gardes champêtres — les officiers énumérés plus haut, étaient tous salariés par la ville et leurs offices vendus à son profit.

Une bulle du pape Léon X à la ville d'Avignon du 15 février 1513 contient un article relatif à la nomination des gardes des portes, clefs, tours et des courriers sur la présentation des consuls, certains gouverneurs et vice-légats ayant troublé les conseils dans ce droit de présentation (4). Une autre, datée de

(1) 60 livres pesant de chandelles conformément à la table. — Six minots de sel. — Portion de pommes, oranges, chataignes, etc., selon la coutume. — 50 livres fleur de farine et le régal des fermiers de la boucherie.

(2) Pour toute énumération plus complète, cf. les « *Articles concernant la charge de secrétaire de l'Hôtel de ville* », inclus dans la délibération du 22 mars 1751. Reg. des délibérations, T. 43, p. 234.

(3) Cf. Statuts, Liv. I, Rub. XVIII.

(4) Arch. d'Avignon, *Inventaire Pintat* imp., boîte 4, n° 12.

1563, confirme aux consuls le droit de vente de ces offices (1).

Il apparaît donc qu'au représentant du St-Siège appartient la nomination, ou plus exactement « l'institution » (2) des officiers dont il s'agit.

Il en était ainsi pour les quatre courriers de l'Hôtel de ville.

Bien que leur rôle, tenant de l'huissier et du fourrier, ne semble pas des plus relevés, il ne laissait pas que de revêtir une certaine importance. Ils ont « un logement dans l'enceinte de l'Hôtel de ville, un salaire annuel de 24 écus et la dépouille annuelle d'une robe écarlate avec des manches ornées d'orpèuvrerie, et lorsqu'on leur donne leurs provisions, c'est toujours avec la clause ordinaire : *cum solitis honoribus, emolumentis, juribus, salariis et pertinentiis* » (3).

Dans les cérémonies, revêtus de leur robe d'écarlate et porteurs d'une masse d'argent, ils précèdent les consuls. En service ordinaire ils ont la tunique rouge galonnée d'argent.

Le plus ancien des courriers est établi concierge de l'Hôtel de ville.

Multiplés sont les missions qui leur sont réservées. Ce sont eux qui portent les messages et remettent aux conseillers les convocations pour les séances du conseil. La citation par eux faite est considérée comme une notification de caractère officiel et indéniable et leurs rapports font foi. L'un d'eux, le concierge en général, était même chargé de recueillir les amendes encou-

(1) Déjà citée, p. 105, note 3.

(2) Ratification de proposition et mise en possession de la charge ou de l'office.

(3) Arch. d'Avignon, boîte 8, n° 94. Requête présentée par les quatre courriers de l'Hôtel de ville à MM. les consuls au sujet de la fourniture à leurs frais de petites robes ordinaires qu'on voulait leur imposer (1697).

On trouve dans le même document : « L'institution des offices des courriers de l'Hôtel de ville est la même que celle des autres courriers du Palais Apostolique puisqu'ils sont tous également qualifiés courriers de N. S. P. ; leurs offices sont également vendus dans le cas de vacance et comme la ville donne les gages annuels aux supplians elle en a le droit de nomination, et ensuite l'institution appartient au St-Siège, comme on voit dans les provisions. »

rues par les conseillers absents et inexcusés (1), de payer les menues dépenses courantes de l'administration, de distribuer les petits secours aux pauvres de passage, etc., etc.

Au-dessous d'eux, qualifiés de maîtres courriers, il y avait quatre valets courriers qui n'étaient plus les courriers de l'Hôtel de ville, mais les courriers de MM. les consuls et assesseur, attachés plus spécialement au service particulier de chacun des membres du consulat. Il fallut une ordonnance du vice-légat (2) pour que ces derniers fussent admis, après serment, à concourir, avec la même qualité que les maîtres courriers, au port des citations pour le conseil.

Si nous en croyons certains historiens (3), cette organisation dut être modifiée plus tard car ils signalent « six valets de ville à grande et petite livrée écarlate et quatre fourriers de police portant le manteau avec les armoiries de la ville en plaqué d'argent et la masse d'argent sur l'épaule. . . . »

Ils ajoutent au personnel gagé de la cité un ingénieur ou architecte, un voyer, un aumônier, un gentilhomme d'honneur appelé major.

Il y a lieu d'y comprendre également, dans les emplois subalternes, le crieur de la cour temporelle qui faisait les proclamations des consuls, les veilleurs de nuit, un suisse à hallebarde en uniforme rouge galonné d'argent qui gardait la porte de l'Hôtel de ville, et même tout un corps de musique en habit bleu et chapeau à panache qui figurait au-devant des consuls dans toutes les cérémonies à grand apparat.

Il ne nous reste plus qu'un mot à dire, pour tâcher d'être complet, sur les capitaines des paroisses.

(1) Statuts, Liv. I, Rub. III, art. 3.

(2) Ordonnance du 16 septembre 1750, insérée dans le procès-verbal de la réunion du conseil du 24 septembre 1750 (Reg. des délibérations, T. 43, fol. 175).

(3) Fransoy, *op. cit.*, ms. 2796, f^o 99 (Bibliot. d'Avignon).

Charpenne, *op. cit.*, T. II, p. 283.

Dotés d'un grade honorifique et semi-militaire, ce sont les chefs d'une sorte de garde civique constituée par paroisse, c'est-à-dire par quartier. Ils se trouvent donc au nombre de sept (1).

Chaque paroisse prend, à tour de rôle, les armes lors de la nomination des consuls tous les ans.

Les capitaines sont élus par le conseil ordinaire (2) et leur élection a lieu huit jours avant celle des consuls. On commence par balloter celui des sept candidats qui doit « monter la parade » le jour des élections consulaires de l'année en cours, les six autres capitaines sont ballottés ensemble si aucun conseiller ne demande qu'il en soit autrement.

« Dans le cas où le capitaine nommé pour monter la garde le jour des élections refuserait d'accepter cette mission, il serait tenu, en exécution de l'ordonnance du vice-légat (Delci) de l'année 1729, de payer une amende de 36 francs destinée au payement du tambour ».

« Le Greffier criminel qui écrit la délibération du conseil fait une liste des capitaines nommés pour remettre au vice-légat » (3).

A partir de 1762, on voit, en outre des capitaines, élire par le conseil des lieutenants et enseignes (4) qui complètent les cadres des pacifiques compagnies de paroisses.

(1) Il y avait à Avignon sept paroisses : St-Agricol, St-Pierre, St-Didier, St-Géniès, Ste-- Madeleine, Notre-Dame la Principale, St-Symphorien.

(2) Ils étaient précédemment nommés par les consuls. Un bref de Sixte IV du 31 juillet 1475 leur en donne le pouvoir, selon l'ancien usage (Arch. d'Avignon, *Inventaire Pintat* imp., boîte 7, n° 24).

(3) Chambaud, ms. 2504, fo 112 v° (Bibliot. d'Avignon).

(4) Cf. Conseil du 16 juin 1762. Reg. des délibérations, T. 48, fo 9.

CHAPITRE IV

LES FINANCES MUNICIPALES

Les ordonnateurs. — Les comptables : trésorier général et trésoriers particuliers. — Les auditeurs des comptes. — Le budget. — Les impôts. — Les privilèges et immunités du Clergé et de l'Université en matière fiscale. — Le privilège de régnicoles des avignonnais.

En soulignant dans le chapitre premier (1) la distinction nettement établie, dès le XII^e siècle, à Avignon, entre le rôle de l'ordonnateur et celui du comptable, distinction qui se trouve à la base de nos institutions financières actuelles, nous avons marqué une particularité fort importante du système et qui mérite de retenir l'attention.

Elle n'avait rien perdu avec le temps et n'avait fait, dans la pratique, que s'affermir.

Les Ordonnateurs

Les ordonnateurs sont les consuls. Ils ont à ce titre le maniement des deniers publics, ils sont chargés de l'emploi des revenus de la ville, ils gardent la haute main sur les comptes des recettes et des dépenses.

Cependant, à la suite des tractations de la ville avec les membres du clergé et de l'université relativement à leur participation aux dépenses publiques d'intérêt général, un contrôle de la part de ces corps s'était conventionnellement établi et le pouvoir des consuls dans ce domaine se trouvait mitigé. Dans les bureaux

(1) Page 14.

d'administration de l'Hôtel de ville (1) ils se rencontraient avec les représentants du clergé et de l'université, dont la place y était marquée, et en particulier au bureau des finances pour la signature des mandats.

Les dépenses étaient en effet régulièrement ordonnées par mandats adressés au trésorier général. Ces mandats, signés par les consuls et les délégués des corps privilégiés, tels qu'on les trouve encore aux archives municipales (2), sont manuscrits et rédigés sous la forme suivante : « Trésorier payez » ou « remboursez-vous des deniers de votre recette de la somme de..... que vous avez ci-devant payée. »

Délivrés accompagnés des pièces justificatives à l'appui, ils portaient un numéro d'ordre enregistré par le trésorier sur un registre spécial et étaient transcrits sur le livre de contrôle des mandats.

Les Comptables

Les comptables étaient en nombre variable, mais de tout temps le principal fut le trésorier général de la ville.

En remontant même avant la domination papale, on trouve un fonctionnaire appelé le *clavaire*, agent du comte de Provence, qui remplissait les fonctions de trésorier-payeur et « encaissait comme tel les revenus du comte dans Avignon, payait le personnel administratif et soldait les autres dépenses qui lui étaient commandées par le sénéchal » (3).

Postérieurement à 1348, devenu officier de la cour temporelle, le clavaire continua de percevoir pour la ville les rentes et autres revenus, les statuts de 1441 en témoignent. Un serment de bien et fidèlement remplir ses fonctions lui était imposé. Il devait chaque année rendre ses comptes aux syndics ou à ceux qu'ils auront députés à cet effet.

(1) V. pages 68-70.

(2) Archives municipales d'Avignon, Série CC.

(3) Girard et Pansier, *La cour temporelle d'Avignon*, p. 12.

Concurremment avec lui furent établis par la suite des trésoriers particuliers et apparut aussi le trésorier général (1). Les statuts de 1441 les mentionnent tous (2). Il s'agit donc apparemment, pour les premiers, d'agents secondaires de perception. Le clavaire ne tarde pas à disparaître à ce titre et perd tout caractère municipal pour se spécialiser comme officier de la cour temporelle.

Le trésorier général au contraire gagne en importance jusqu'au moment où il reste seul ; le plus considérable des trésoriers particuliers, celui de la régie de la ferme générale, ayant été supprimé en 1741 (3) par le conseil. Ceci, explique l'assesseur, afin qu'on puisse voir dans une seule reddition de comptes toute l'administration d'un consulat. Le vice-légat ne fit aucune difficulté pour approuver par ordonnance la suppression, « en sorte qu'il n'y ait plus à l'avenir que le seul trésorier général par les mains duquel passeront tous les deniers de la ville pour la plus grande facilité des comptes. »

• Néanmoins la faculté de nommer des trésoriers particuliers (4) demeure, eu égard aux circonstances, et il se trouve notamment dans les années suivantes, un « trésorier des blés », sans parler des trésoriers des hôpitaux, de l'aumône générale, des orphelins, etc., qui sont des établissements administrés par des recteurs nommés par le conseil et placés sous la tutelle municipale.

(1) Le premier en date, Hugues de Sade, dans l'état nominatif des différents trésoriers de la ville dressé d'après les documents officiels existants dans les archives par P. Achard, ancien archiviste du département, est de 1372-1383. (*Bulletin archéologique de Vaucluse*, année 1882, p. 258).

(2) Arch. municipales AA. 4, Statuts de 1441, f^{os} 10 et 11 : Clavaire, art. XIV ; Trésorier, art. XV. — Girard et Pansier, *Les statuts d'Avignon de 1441*.

(3) Archives municipales. Reg. des délibérations du conseil, séance du 23 juin 1741, T. 41, f^o 223.

(4) Il y avait eu, selon les cas, des trésoriers *de la guerre, de la construction des murailles, des pallières* du Rhône et de la Durance, *des blés, de la contagion, des impositions* et même *des menues dépenses* ; celui-ci n'était autre que le concierge de l'Hôtel de ville. (P. Achard, *Les anciens trésoriers de la ville d'Avignon*, loc. cit., p. 255).

Le trésorier général de la ville était élu chaque année par le conseil en même temps que les consuls, mais ne pouvait être pris parmi les conseillers.

Il jurait de rendre aux consuls ou à leurs délégués un compte exact des recettes et des dépenses toutes les fois qu'il en sera requis (1). Normalement le compte de gestion du trésorier devait être fourni dans le mois qui suivait la cessation de ses fonctions. Il devait également fournir une caution valable (2).

Aucune autre fonction publique n'était compatible avec celle de trésorier. La même personne ne pouvait y être réélue qu'après deux ans d'intervalle.

La charge de trésorier était ordinairement donnée à des gens de négoce (3), bien que les nobles ne fussent pas exclus de ces fonctions financières et les aient plusieurs fois acceptées (4).

Les honoraires de huit écus par mois (5) que touchait le trésorier général pouvaient être retenus par lui sur son encaisse (6).

Il participait en outre le plus souvent aux munificences de la ville (7).

(1) Statuts, Liv. I, Rub. VIII, art. 1. « Jurera le Thrésorier de la ville de fidèlement exiger les rentes et revenus d'icelle, de bien et deüment faire sa charge sans rien obmettre de ce que appartient à icelle et de rendre bon et loyal compte du receu aux consuls ou deputtés d'iceux toutes les fois qu'il en sera requis, et de prêter le reliquat non obstant toute opposition, appellation et inhibition sans toutesfois préjudice d'icelles. »

(2) *Id.* Rub. VIII, art. 4. « Item que tous les deniers de la ville soient remis et deposités riére ledit Thrésorier tant seulement et non rières autres personnes et pour ce sera tenu led. Thrésorier au commencement de sa dite charge donner à la ville bonnes et suffisantes cautions pour tout ce dessus, autrement ne sera receu à l'office. »

(3) Cf. P. Achard, *loc. cit.*, p. 256, et Charpenne, *op. cit.*, T. II, p. 282.

(4) *Idem, Ibidem.*

(5) Honoraires fixés par le conseil en 1741 dans sa délibération du 23 juin, citée ci-avant.

(6) Statuts, Liv. I, Rub. VIII, art. 3. « Pour payement desquelles charges pourra ledit Thresorier retenir des deniers provenus des rentes de la ville, en sorte que les Consuls n'en puissent aucunement disposer. » Ces honoraires étaient en 1672 de 125 florins par an. (P. Achard, *loc. cit.*, p. 255).

(7) P. Achard, *ibid.*

Les Auditeurs des Comptes

Dans la constitution avignonnaise, ordonnateurs et comptables sont compris ensemble sous l'appellation générale d' « administrateurs des biens et deniers de la ville. » (1)

Les uns comme les autres : consuls et trésoriers, et même les recteurs ou administrateurs des hôpitaux et tous tuteurs et curateurs ayant le maniement des deniers publics, doivent rendre des comptes à la fin de leur office. Cette obligation leur incombe dans le délai d'un mois.

Donc qu'il s'agisse de comptes administratifs des ordonnateurs ou de comptes de gestion des comptables, le contrôle est le même et il est exercé par une même autorité : le conseil.

Comme celui-ci ne peut pratiquer directement ce contrôle, il nomme des délégués à cet effet, ce sont les auditeurs des comptes.

Ceux-ci sont élus par le conseil ordinaire et pris dans son sein (2). Leur élection est même statutairement fixée à la première réunion qui se tiendra après les fêtes de la St-Jean-Baptiste (24 juin), c'est-à-dire après l'élection consulaire.

Les auditeurs sont au nombre de deux pour chaque vérification, aussi sont-ils nommés deux par deux et avec leur affectation.

Avant d'instrumenter ils jurent entre les mains du « supérieur » (3), « de bien et fidèlement ouïr les dits comptes et rapporter sur iceux tout prix, haine et faveur cessant. »

(1) Statuts, Rub. IX du Liv. I, laquelle contient les dispositions envisagées ci-après.

(2) « Ne pourront être élus pour auditeurs de comptes aucuns parens, alliés ou grandement ami du comptable, ou autrement ceux qui seront suspects. (Statuts, Liv. I, Rub. IX, art. 6).

(3) Le « supérieur pour lors résidant en cette ville » est le représentant de l'autorité supérieure, c'est-à-dire le vice-légat dans ses fonctions de gouverneur de la ville.

L'autorité du légat peut leur adjoindre, si bon lui semble, un troisième auditeur de son choix. C'est le moyen qui lui est réservé pour assurer, à son gré, son contrôle supérieur.

Dans le mois de leur désignation, les auditeurs examinent, vérifient, arrêtent, apurent en un mot les comptes qui leur sont présentés, rejettent ce qui ne leur paraîtrait pas admissible, entendent les parties et leurs cautions, s'il y a lieu, et enfin au conseil leur rapport (1) par écrit et si possible même transcrit dans les mêmes conditions. Le rapport est comptable, à la suite des comptes vérifiés.

Ce rapport est notifié aux intéressés et à leurs cautions.

Dans le cas où ils auraient été trouvés reliquataires, ils doivent, sous huitaine, se libérer sous peine du double de la somme en débet, et s'ils n'obéissent pas à l'intimation à eux faite, la contrainte par voie exécutive est mise en œuvre, « nonobstant toute opposition, recours, appellation et inhibition quelconque et sans préjudice d'icelles. »

Les décisions du conseil, considéré comme juridiction financière, n'étaient donc pas en dernier ressort. Il ne faut pas oublier que, selon le droit coutumier à Avignon, le recours devant l'autorité supérieure du vice-légat, ou même du Pape, restait toujours ouvert, à moins de stipulations contraires dans les textes. L'appel n'était impossible que si le rapport des auditeurs avait été une fois confirmé par le juge, parties appelées (2).

Gratuite à l'origine (3), la délégation confiée aux auditeurs des comptes, donna lieu plus tard à une rémunération pour le travail qu'elle comportait. Elle se trouve fixée par les statuts édités en 1698 à dix florins et a pu être, par la suite, augmen-

(1) Si les auditeurs ne sont pas d'accord ou s'estiment insuffisamment éclairés, ils en font part au conseil à qui il appartient d'aviser (Chambaud, ms. 2504, f° 67).

(2) Cette stipulation des statuts doit viser le cas de poursuites par voie exécutive, lesquelles sont ordonnées par le juge après confirmation du rapport.

(3) Les statuts de 1441 prévoient déjà des auditeurs députés par le conseil bien que les comptes fussent alors rendus en présence des syndics.

tée. Le bénéfice en était perdu *ipso facto* si le rapport des auditeurs n'était pas déposé dans le délai imparti, sans préjudice de contraintes par voie exécutive pour la confection dudit rapport.

Des auditeurs spéciaux pour la révision des comptes des trésores généraux étaient aussi nommés par le clergé et l'université en conformité des droits qu'avaient acquis ces corps sur les finances municipales. Mais ceux-ci n'étaient pas toujours nommés d'office. Il ne le fut du moins au début (1). Ils apportaient néanmoins une garantie de plus dans le jugement rigoureux auquel nous constatons qu'étaient astreintes les recettes et les dépenses publiques.

Le Budget

Une bulle de Clément VIII du 15 août 1592 « *De bono regimine* », prescrivait les mesures à prendre pour la bonne administration des communautés des Etats de l'Eglise. Elle était applicable à la ville d'Avignon et au Comtat Venaissin et constituait la base de l'organisation de la tutelle financière des communautés.

Il y est spécifié dans un de ses articles que, au commencement de chaque année, on établirait une table ou un libelle « *tabella aut libellus* » (2) énumérant toutes les dépenses utiles ou nécessaires et portant, comme prévision de dépenses aléatoires, une somme globale annuelle qu'il était interdit de dépasser.

C'était l'établissement pour les communautés d'une comptabilité régulière, d'un véritable budget.

Mais ces sages prescriptions ne furent, dans les Etats Pontificaux de France, appliquées que selon le soin qu'y apportait le

(1) Délibération du conseil du 7 mai 1585.

(2) « Statuimus et ordinamus ut in qualibet Civitate, Terra, Oppido, Castro et Loco dicti status temporalis Ecclesiastici universi Tabella aut libellus quotannis initio anni conficiatur in quo sumptus omnes ordinarii et extraordinarii publice utiles aut necessarii, sint descripti ». (Jacobi Cohelli, *Commentaria in Bullam . . . de Bono Regimine*, Lyon, 1699, Bibliot. d'Avignon, in f^o, n^o 1089).

vice-légat en exercice ; c'est dire qu'elles l'avaient été très inégalement selon les époques.

Au commencement du XVIII^e siècle les finances municipales étaient, en général, dans un tel état que le vice-légat Delci, constatant le désordre, voulut obtenir la remise en vigueur de la bulle *de bono regimine* et en prescrivit la stricte observation dans toute l'étendue de son gouvernement.

Dans cette ordonnance le vice-légat attribue la cause de la confusion et des abus au défaut d'expédition de la tabelle ; plusieurs communautés n'en avaient point présenté depuis de longues années, la ville d'Avignon était dans ce cas.

C'est donc seulement à partir de cette époque que l'on peut constater d'une façon certaine l'état des finances municipales et savoir comment s'établissait le budget.

Il était dressé par consulat, l'année budgétaire allant du 23 juin, date de l'élection des consuls, au 23 juin de l'année suivante.

L'établissement de la tabelle incombait au secrétaire (1), son application était du domaine du trésorier général.

Celui-ci, annuel et nommé en même temps que les consuls, confondait donc la durée de sa gestion avec celle de l'exercice financier auquel elle était attachée.

Ses comptes sont nettement divisés en recettes et dépenses. Les principales recettes sont : le produit des impôts perçus par le fermier des gabelles ; de la ferme des vendanges ; de l'entrée du vin ; des adjudications des locaux, emplacements et bancs des marchés ; des directes de la ville.

Sous la dénomination de directes, il faut comprendre le produit de tous ses biens patrimoniaux, tant celui provenant de la location de ses immeubles, maisons, caves, greniers et de la vente des fruits de tout ce qui lui appartient, herbages, feuilles de mûrier, etc. que les revenus de cens, lods, novenniums, perçus par la ville sur des parties de son ancien domaine et recognitifs

(1) V. page 116.

d'une seigneurie directe ou d'un droit antérieur de propriété (1).

Lorsqu'elle avait besoin de nouvelles ressources la ville « vendait » des pensions, c'est-à-dire qu'elle empruntait des capitaux à des corps, à des communautés, à des particuliers, à charge de leur en servir les intérêts sous forme de pension ou de rentes annuelles, dont le taux était d'ailleurs variable.

Le service de ces pensions, toujours accrues, constitue ses plus lourdes dépenses, auxquelles il faut ajouter celles occasionnées par les travaux publics, le fonctionnement des divers services municipaux, les fournitures, etc.

Les paiements sont faits par le trésorier sur des recettes déterminées ou par mandats en table. Il faut trouver là la distinction primitive entre les dépenses ordinaires et les dépenses extraordinaires

En 1734-1735 le compte du trésorier porte, en face de recettes s'élevant à	171920 ^{liv} : 8 : 8
des « Payements faits sur l'indication de la vendange » pour	7860 : 7 : 5
des « Payements faits sur l'indication de l'entrée du vin » pour	9889 : 6 : 4
des « Payements faits par mandats » pour	153827 : 17 : 6
et un solde créditeur de	342 : 17 : 5

Soit un total égal de : 171920^l: 8 : 8

Dans la partie recettes en 1735-36 figurent les principales rubriques suivantes : reliquat du trésorier général [gestion précédente]; versement du trésorier de la Révérende chambre [libéralités faites par le Pape]; du trésorier de la ferme générale

(1) La ville n'était pas seule à avoir des directes ; des établissements religieux, l'archevêché, le chapitre, des couvents, certaines familles nobles, en avaient aussi.

Le droit de Lods « *laudimium, laudaticum* » était dû aux ayants-droit pour l'aliénation faite du fonds de leur directe et pour reconnaître, approuver ou investir le nouvel acquéreur :

Les *novenniums*, redevances payables de neuf en neuf ans, pouvaient être réglés aussi par fractions annuelles.

[produit des impôts de consommation] ; maisons de la place Pie [loyers] ; loyers des caves de la ville ; vente des feuilles des mûriers ; pensions des communautés du Comtat et de la carrière des juifs [intérêts de prêts] ; bancs de la poissonnerie ; de l'herberie ; de la boucherie [produit des adjudications] ; ferme des corbeilles ; ferme du collier ; ferme de la vendange ; gabelle du sel ; entrée du vin ; produit des amendes.

Les recettes étaient de 224.523 livres.

Les dépenses principales étaient celles du service des pensions [intérêt de la dette] ; des subventions aux hôpitaux et aux maisons religieuses ; pour la franchise du « fastigage » (1) ; pour les gages des officiers ; pour la réparation des murailles et des chemins, etc.

Elles s'élevaient à 224.426 livres.

A cette époque un souci d'ordre et d'économie paraît se faire jour. La classification indiquée pour les dépenses n'est pas encore très au point ; parmi celles hors de table il y en a plusieurs qui sont encore dépenses ordinaires. Le public s'intéresse à la situation financière de la ville qui devient mieux connue.

Un mémoire intitulé « *motifs d'un livre de raison ou d'un livre des divers états de recette, de payement et de dépenses, concernant cette ville d'Avignon, pour servir à la bonne administrations de ses deniers* » (2) dressé, par un particulier attentif aux matières budgétaires, remarque cette situation et propose des remèdes pour l'améliorer.

On a déjà dressé quatre volumes ou livres contenant les capitaux de pensions que doit la ville tant à des corps qu'à des particuliers ; il serait encore nécessaire de dresser également des états, d'ouvrir un compte à chaque créancier pour surveiller la situation des créances et afin que la ville ne continue pas à payer pour des capitaux amortis.

La trésorerie est si défectueuse qu'il en est de même pour

(1) Entretien de la garnison.

(2) Bibl. d'Avignon, ms. 2448, n° 31.

les recettes. L'auteur du mémoire s'étonne de trouver, par exemple, l'article relatif à l'état des pensions que certaines communautés du Comtat et la carrière des juifs supportent en faveur de la ville « si fort irrégulier » et voudrait connaître tout au moins le relevé de ce qui est dû.

Il faut croire que ce point, pourtant essentiel, n'était pas nettement établi puisqu'il ajoute : (1) « Non seulement cet article de la recette du trésorier général est irrégulier, mais encore toute la recette est informe et irrégulière en elle-même : on ne livre audit trésorier aucun état ni aucune liste des articles qu'il a à recevoir : il n'exige rien de lui-même : l'usage est que les débiteurs vont porter à sa caisse ce qu'ils déclarent devoir à la ville : tout cela est fort irrégulier. Le trésorier couche sa recette de bonne foy, et sous la forme qu'il lui plaît ; mais qui sait si les débiteurs ont déclaré au juste ce qu'ils doivent, s'ils ont tous payé ou non ; ou même si selon cet usage informe, ledit trésorier n'a point oublié de se charger de quelque article, ainsi qu'il est arrivé certaines fois. D'ailleurs la recette est ainsi couchée par le trésorier dans son livre, sans qu'il y ait la moindre authenticité par laquelle puissent s'assurer de la vérité ses auditeurs des comptes. »

L'exposé de ce marasme se passe de commentaires.

Les paiements jusqu'en 1756-57 n'étaient que de deux sortes, ils se faisaient par mandats ou par acquits ; les mandats pour dépenses en table et pour dépenses extraordinaires étant mêlés et délivrés à la suite, les premiers portent au-dessous du numéro d'ordre la mention « table ».

A partir de 1757-58 les paiements sont séparés en paiements : 1° par mandats extraordinaires ; 2° par mandats en table ; 3° par quittances ou acquits.

En 1788-89 les recettes sont de 819.469 livres, les dépenses de 773.782 livres, se décomposant en 110.691 ^{liv} pour les pen-

(1) ms. 2448, note de la page 7.

sions, 24.446^{liv} seulement pour les dépenses en table, 638.560^{liv} pour les dépenses extraordinaires. La recette excédait la dépense de 45.677 livres.

Lors de la révolution avignonnaise, la situation financière de la ville, qui fut rendue publique et imprimée (1), était donc assez prospère. Elle était due à une meilleure administration des deniers publics, à certains revenus venant alimenter la caisse municipale, tels que la ferme générale très sensiblement accrue, et encore à la part de 94.750 livres qu'Avignon recevait chaque année des fermiers généraux de France sur les 230.000 livres allouées par le gouvernement royal, à la suite du concordat de 1734(2) pour le monopole du tabac et la prohibition des toiles peintes dans les territoires relevant du Saint-Siège.

Les Impôts

En Avignon, terre papale, les impôts proprement dits ne sont que des impôts indirects.

Ils frappent les marchandises denrées et objets de consommation et pèsent de ce fait surtout sur la masse, ce qui les rendit profondément impopulaires.

Ils furent toujours perçus, du moins pour la plus grande partie, par l'intermédiaire de fermiers.

La ferme générale des impositions était donnée d'ordinaire pour cinq ans, aux enchères, par les soins des consuls assistés de l'assesseur, du primicier et des députés du clergé et de l'université.

Elle comprenait : 1° le droit d'entrée sur les viandes, abattues ou sur pied, fraîches ou salées, sauf les gibiers et volailles;

2° sur le poisson frais et non salé;

3° sur le poids du pain et de la farine;

4° sur l'huile;

(1) V. pièce justificative n° VII.

(2) V. ci-après p. 142.

5° sur le beurre vieux et salé et sur les graisses fabriquées en chandelles ou non fabriquées;

6° sur les foin;

7° plus le droit de « Socquet » dans la ville et tout son territoire ;

8° et le droit de péage ou passage aux portes de la ville et dans le terroir.

La ville se réserve le droit d'entrée sur la vendange et sur le vin ainsi que la ferme des corbeilles et du collier.

Le fermier, qui était tenu de fournir caution, payait le prix annuel de la ferme en douze versements égaux, par anticipation, au trésorier de la ville. Il y eut souvent un trésorier particulier pour la ferme générale.

Le fermier, ceux qui avaient part à la ferme et ceux qui servaient de caution, ne pouvaient être conseillers ni consuls.

Aucune part dans la ferme n'était tolérée, ni directement ni indirectement, pendant toute la durée de ladite ferme, à ceux qui avaient donné leur suffrage pour ou contre la dernière offre agréée par le conseil. Les officiers de l'Hôtel de ville, ayant administration en titre d'office, en étaient également exclus.

« Si la ville augmentait ou diminuait les impositions avec les délibérations et approbations nécessaires, le sieur fermier augmenterait ou diminuerait à proportion le prix de la ferme au jugement des arbitres qui seraient nommés de part et d'autre et qui feraient les comptes sur les livres de la régie présente » (1).

Quelle que soit la qualité et la condition, tout le monde, en principe, est assujéti au paiement des droits d'entrée et impositions, même les membres du clergé et de l'université.

Cependant, d'après les articles dressés par le conseil pour la ferme générale des impositions et qui constituent un véritable cahier des charges (2), des exceptions sont consenties : à l'hôpi-

(1) Articles dressés par le conseil ordinaire et extraordinaire du 12 mai 1740. (Reg. des délibérations, T. 41, p. 132).

(2) Celui de 1740, *Ibid.*

tal Ste-Marthe pour tout ce dont il aura besoin ; à la maison de l'Aumône générale, pour la viande seulement.

Sont francs et exempts, d'après les mêmes stipulations, les supérieurs, gouverneurs, archevêques et autres qui pourraient résider dans la ville, les cardinaux et certains ordres religieux (1).

Sont également dispensés des taxes et impôts les citoyens de la ville qui auront douze enfants vivants.

Tout ce qui est sujet aux droits d'entrée pénètre dans la ville par les portes du Rhône, St-Lazare, Limbert et St-Michel, excepté les choses auxquelles on a assigné une porte particulière ; le bétail, entre autres, ne pouvait être introduit que par la porte du Rhône, afin que le contrôle en vue de la perception des droits en soit facilité (2).

Aux portes sont établis des bureaux de commis et, pour qu'aucune contestation ne se puisse produire, il entre dans les obligations du fermier de faire placarder devant chaque bureau où l'on exige les droits un tarif de ces droits authentiqué par la signature du secrétaire.

Les diverses impositions que nous avons énumérées consistent donc en droits d'octroi perçus à l'entrée. Quelques-unes demandent à être expliquées, comme celle sur le pain et la farine ; elle se percevait sur le pain venant du dehors, sur la farine entrant dans l'agglomération, et sur le blé destiné à la mouture dans les moulins de la ville.

Le droit de péage ou transit, était exigé sur les charrettes et bêtes à dos chargées de marchandises et sur les troupeaux de bétail, lorsqu'ils ne faisaient que traverser la ville ou le terroir. Les bestiaux et marchandises qu'on amène dans Avignon pour

(1) Les pères Célestins pour la moitié ; les pères Jésuites du collège et du noviciat pour ce qu'ils feront entrer pour leur usage et provisions ; les pères Capucins, Récollets, Augustins, Réformés et du tiers ordre St-François pour ce qu'ils feront entrer et cela tant qu'ils vivront d'aumônes et seront dépourvus de biens.

Seront aussi francs des impositions les Pères Chartreux de Villeneuve-lez-Avignon et de Bompas.

(2) L'aumône générale avait une part de ces droits.

y être consommés, vendus ou y être conservés, sont dispensés de ce droit à l'entrée comme à la sortie, s'ils ressortent. Un acquit est délivré à ceux qui payent les droits.

Quant à l'imposition du « Socquet », elle est d'une tout autre nature. Elle avait été établie en 1600, au moment des tractations du clergé et de l'université avec la ville, dans le but d'aider à supporter ses lourdes dettes et ses charges.

Cet impôt frappe la vente du vin au détail dans les conditions que voici : « Les hostes, hotesses, patissiers, cabaretiers et rotisseurs, taverniers, et généralement tous ceux qui, en donnant à boire, mettent la nape ou donnent à manger ou fournissent des ustensiles pour cuire les mets, ou pour les apprêter, ou pour les servir, seront sujets à l'imposition du Socquet pour tout le vin qu'ils vendront : 30 sols par barral. » (1)

Pour le contrôle des droits, les assujettis étaient obligés d'ouvrir leurs maisons, leurs caves et leurs celliers au fermier ou à ses agents toutes les fois qu'ils l'exigeaient.

« Les habitants qui vendent du vin soit de leur cru ou autrement, ne payeront rien, quand même ils donneraient à boire pourvu qu'ils ne fournissent que des pots et des verres, des tables et des sièges ; et en cas qu'ils mettent la nappe ou qu'ils fournissent du feu ou des vivres ou des ustensiles pour les cuire ou pour les apprêter ou pour les servir directement ou par indirect, ils encourront une amende de dix écus... » (1)

Le fermier pouvait sous-arrener les droits du socquet, ce qui explique que l'on trouve souvent mentionnée cette ferme particulière.

Il va sans dire que les articles dressés pour l'assiette et le recouvrement des impositions, prévoient, pour chaque espèce, des amendes en cas d'infraction, dont ils spécifient la quotité et même la destination. D'une façon générale, un tiers va au fisc, un tiers à l'hôpital St-Bernard et un tiers à la ville.

(1) Extrait des articles dressés par le conseil.

La poursuite de ceux qui auront commis des fraudes ou des abus en matière fiscale est faite à la diligence et aux dépens du fermier, sans que la ville soit à rien obligée.

La mauvaise organisation du système d'impôts et son caractère peu équitable, à cause de l'incidence des charges surtout sur le peuple, fut un des grands griefs, exploités dans le prélude de la Révolution, contre le régime.

On peut relever dans un discours de Guimet, député de L'Isle à l'assemblée représentative du Comté-Venaissin (1) cette appréciation très judicieuse, qui résume l'opinion de l'époque et du milieu

« Le premier des malheurs attachés à cette espèce d'imposition (l'impôt sur les comestibles) est d'aggraver le poids des charges publiques, et de faire payer au peuple qui consomme, en sus des besoins de la communauté, les frais de perception et les profits du fermier car c'est une règle sûre que nul ne prétend à être fermier s'il n'aperçoit un bénéfice à l'être. »

« Le second et le plus grand malheur attaché à l'impôt sur les comestibles d'absolue nécessité, c'est de donner lieu à une répartition souverainement injuste en mettant l'artisan et le manouvrier dans le cas de payer une contribution aussi forte que le citoyen le plus opulent, qui ne consomme pas plus qu'eux puisqu'il est démontré que les familles des riches sont, en général, moins nombreuses que les familles des pauvres. »

« On peut donc dire sans blesser la vérité que pour cet impôt, l'homme du peuple paye plus que l'homme riche. Et cela paraîtra évident si l'on considère que celui-ci peut se passer de quelques-uns des comestibles appelés de première nécessité et leur substituer des aliments recherchés, des mets fins et délicats ; ces objets n'étant soumis à aucune taxe, il s'ensuit que le riche a, pour diminuer son contingent aux charges publiques, une facilité que n'a pas le pauvre. »

(1) Rapporté dans Charpenne, *Histoire de la Révolution dans Avignon et le Comtat et de leur réunion définitive à la France*, T. I, p. 264.

Les privilèges et immunités du Clergé et de l'Université en matière fiscale

Dès les temps les plus reculés et conformément aux traditions assises par les lois du Digeste et par les lois romaines, les professeurs, les avocats, les philosophes, les ministres du culte, furent exemptés des charges fiscales de l'Etat.

Des ordonnances des princes souverains d'Avignon (1) avant que les souverains Pontifes en fussent maîtres, ainsi que des bulles de différents Papes vinrent confirmer ce privilège pour le clergé d'Avignon d'une part et pour son université de l'autre (2).

Depuis l'année 1303 où le pape Boniface VIII lui donne ce nom, l'université avait en effet joui du droit d'exemption totale de tous impôts.

C'est ce qui ressort d'un manifeste imprimé en 1705 et destiné à être répandu dans le public, qui a pour titre « *Preuve en droit et en fait de l'exemption de Messieurs les Docteurs agrégés de l'Université d'Avignon pour les gabelles, droits d'entrée et autres charges publiques*, par Louis Gabriel de Benoît, professeur du Droit canonique, acteur de l'Université » (3).

Nous trouvons là la genèse de cette importante question en matière d'impôts : « droit d'immunité sacré » du clergé, reconnu dans tous les pays de la chrétienté, « droit Divin et Humain » qui exempté partout des charges fiscales (4) « ce premier Corps de l'Etat dont les biens et les personnes ne sont consacrés qu'à Dieu seul et au ministère de ses autels » (5) ; prérogative

(1) De Charles II, Roi de Jérusalem, de Sicile et comte de Provence en date du 5 mai 1333.

(2) Bulle du 1^{er} juillet 1303 de Boniface VIII ; trois bulles de Jean XXII de septembre 1319 ; une bulle d'Urbain V du 24 mars 1357.

(3) Bibl. d'Avignon, ms. 2448.

(4) Même autour d'Avignon, dans le Comtat-Venaissin il avait été conservé intact

(5) Cf. le mémoire intitulé : *Eclaircissement en fait sur l'exposition et opposition du 9 décembre 1701 pour raison des trois gabelles*, ms. 2443, p. 113 (Bibl. d'Avignon).

identique concédée par la plus ancienne tradition au personnel universitaire.

Tant que les principes qui en étaient la base furent considérés comme intangibles, l'immunité resta complète ; mais dès que, cessant d'être absolus, des dérogations y furent introduites, même à titre temporaire et passager, la fissure s'ouvrit par où le privilège lui-même se trouva compromis et de plus en plus discuté.

Ce fut à la faveur de l'idée que les charges imposées par des nécessités de défense commune devaient peser sur tous, sans exception, que les droits d'exemption du clergé et de l'université furent entamés et firent l'objet de transactions.

La première est du 21 août 1554. Elle avait été consentie à l'occasion des guerres de religion.

Dans le but d'associer l'ensemble de la population représentée par les trois corps, aux charges qu'exigeait la défense de la ville et de son terroir contre les incursions des calvinistes, une gabelle fut instituée sur la vendange. Le clergé et l'université s'obligèrent à payer pendant trois ans, alors que les autres habitants devaient payer pendant cinq ans, la taxe de « six gros pour chaque tombereau de raisin » sous réserve que cette dérogation serait toute temporaire et n'engagerait en rien l'avenir.

Ce qui n'empêcha pas qu'à l'expiration des trois années de ce « cas privilégié », la guerre contre les hérétiques n'étant pas éteinte, la ville se trouva beaucoup plus endettée qu'elle ne l'était et supplia le pape Pie IV de lui permettre de maintenir les gabelles sur l'entrée du vin et de la vendange pour le paiement des nouvelles dettes contractées, et cela pendant quatre nouvelles années.

Une deuxième transaction intervint dans ce sens en présence et par la médiation du cardinal d'Armagnac le 24 juin 1566.

La vente du produit de ces gabelles fut faite à un exacteur pour 51516 florins.

Après ces quatre années le clergé et l'université voulurent reprendre la jouissance de « leurs privilèges et libertés » ; la

ville leur répondit que le danger public durant encore et que la cité et son terroir étant toujours également menacés, le payement des gabelles devait donc être encore continué.

Cette fois une solution d'ensemble fut envisagée. L'argument de la persistance du péril commun parut justifier suffisamment la persistance des charges, à la condition cependant que la ville formât un état de ses dettes et qu'elle distinguât celles qu'elle avait contractées pour le fait de la guerre des calvinistes d'avec les autres, auxquelles ni le clergé ni l'université ne devaient contribuer.

Une troisième transaction du 1^{er} juin 1587, élaborée sur ces bases, fit ressortir un ensemble de dettes, sans distinction, de 196000 écus d'or. Par un autre compte, en séparant les dettes privilégiées de celles qui ne l'étaient pas, on convint que le clergé et l'université contribueraient pour l'extinction de 139.000 écus représentant ce qui avait été employé et dépensé pour « les frais de la guerre des hérétiques » et on calcula que pour acquitter cette somme, les gabelles devraient être payées encore pendant douze ans et six mois. Les 57000 écus restant seraient payés en propre par les autres habitants.

Là s'arrête la première période de tractations; une seconde va s'ouvrir bientôt.

Les douze années révolues, nouvel embarras de la ville : les mêmes arguments ressortent en faveur de la nécessité de continuer encore le payement des gabelles ; les dettes étaient toujours aussi lourdes, leur origine de charges communes leur donnait un caractère obligatoire pour tous, il ne pouvait être question de cesser de contribuer à leur payement.

Le 16 août 1600, les députés du clergé et de l'université dressèrent donc, conjointement avec la ville, et signèrent des articles par lesquels il était établi que toutes les dettes contractées jusqu'à ce jour par la communauté seraient acquittées également par les trois corps ; que pour y parvenir on créerait même de nouvelles gabelles sur le vin et la vendange et on imposerait un droit de

« Souquet » (1) pour aider à l'extinction des dettes et au support des charges courantes. On convint ensuite que la ville ne pourrait contracter de nouvelles dettes à l'avenir, et qu'au cas où, par nécessité ou cause imprévue, elle aurait besoin de quelques sommes, elle les recouvrerait par le moyen des contribuables ordinaires. Les dettes jusqu'à ce jour étant éteintes, la ville ne pourra plus prétendre à aucun droit au préjudice des libertés, immunités, exemptions et privilèges acquis.

Ces conventions ne parurent pas encore donner suffisamment de garanties à l'université et au clergé ; l'œuvre de leurs députés fut tenue pour imparfaite comme ayant outrepassé leurs pouvoirs. L'une ne les confirma que sous la condition que, jusqu'à ce qu'elle fut rentrée dans la jouissance de son droit d'exemption, le principe de ce droit serait consacré par le paiement, de la part de la ville, de 30 écus par année. La ville se soumit à cette condition. Quant à l'autre, le clergé, il ne consentit plus à payer les droits d'entrée et se refusa à observer la nouvelle convention ; la ville prétendit l'y obliger, un procès s'en suivit.

Le cardinal Conti, par son décret du 19 avril 1603 prononce en faveur de la ville et condamne le clergé à observer la convention. Celui-ci se pourvoit en cour de Rome, mais inutilement : le pape Clément VIII confirme le décret du cardinal Conti et oblige également le clergé et l'université à l'exécuter.

Pour régler définitivement la question et supprimer pour l'avenir toute semence de discorde, le vice-légat offrit en outre sa médiation pour un accord mutuel entre la ville, le clergé et l'université.

Cette quatrième transaction est du 16 décembre 1604. Elle assimile l'université à la sentence rendue pour le clergé aux conditions suivantes : la ville paiera chaque année la somme de 232 écus 10 sols au clergé et la somme de 70 écus à l'université sur les rentes des gabelles, pour marque de leur privilège ; et enfin si les gabelles imposées et autres revenus de la ville,

(1) Ou « Socquet », voir page 135.

exprimés dans la tabelle, n'étaient pas suffisants pour payer les charges et dépenses ordinaires et extraordinaires de la ville et s'il était nécessaire d'établir de nouvelles impositions, l'université comme le clergé ne seraient tenus d'y contribuer que dans les cas auxquels ils seraient obligés de droit à pareille contribution.

Il en fut ainsi pendant cent ans.

Au début du xviii^e siècle commence une troisième période de mésintelligence, d'ailleurs d'assez courte durée. A cette époque une opposition se soulève encore contre le projet d'établissement de trois nouvelles gabelles savoir : sur l'huile, sur le beurre et par augmentation de celle du poids de la farine.

Les dettes présentes se monnaient alors, ainsi que le constate Jarente Cabanes, prévôt de la Métropole (1) à bien près de 500.000 écus. Dans le concordat de l'an 1600 elles avaient été arrêtées à 190.000 écus; elles s'étaient donc accrues depuis de 300.000 écus, et les députés du clergé et de l'université y avaient souscrit sans alléguer la distinction qui devait s'établir, aux termes des accords, entre les emprunts qui étaient faits pour des causes auxquelles le clergé était tenu de contribuer, d'avec ceux qui ne devaient tomber que sur la maison commune.

Comme mesure préservatrice pour l'avenir le protecteur des intérêts de l'Eglise d'Avignon propose de supprimer les députés du clergé auprès de la maison commune, ceux-ci n'ayant pas, à son gré, l'indépendance suffisante, sollicités et gagnés qu'ils sont de toutes parts par l'influence laïque. Donc plus d'intervention dans les affaires de la ville « chacune des parties rentrera dans son état naturel »; les députés du clergé étant abolis, « le clergé sera clergé et la maison commune sera maison commune. »

Il n'en fut rien, et malgré les protestations élevées par le clergé et l'université, la « *nouvelle imposition* » projetée, et « dont

(1) Dans un mémoire du 14 novembre 1705 faisant suite à l'opposition qu'il avait formée dès le 9 décembre 1701 (Bibliot. d'Avignon, ms. 2448, f^o 105).

personne ne fut exempt, fut créée en vertu d'un chirographe du pape Innocent XI daté du 23 juin 1709. » « Elle devait avoir seulement une durée de dix ans et elle avait pour but de faire face aux grandes dépenses occasionnées par la levée des troupes ordonnée l'année précédente par Sa Sainteté et de parer à la disette des grains qui sévissait sur le pays. Elle frappait les animaux de boucherie, la graisse, l'huile, le beurre, les fourrages, les vendanges, la farine, le tabac et les cartes à jouer. Son produit s'éleva dès cette première année à 4.714 écus » (1).

Mais à la suite des articles présentés au conseil et adoptés le 22 juin 1705, qui firent l'objet du règlement du 1^{er} juin 1706 du vice-légat Banchieri (2), la main-mise des députés du clergé et de l'université sur les affaires publiques était devenue complète. Ils avaient à l'Hôtel de ville une place prépondérante qui leur permit de surveiller et de régir les finances municipales comme leur propre patrimoine. La cause était désormais commune et la vieille querelle des immunités s'éteignit.

Le privilège de régnicoles des Avignonnais

Quand on est sur le chapitre impôts à Avignon avant l'annexion, on ne peut passer sous silence le privilège de régnicoles dont jouissaient les avignonnais, car leur pays est minuscule et ses relations vitales avec le royaume de France, qui l'entoure de toutes parts, lui tiennent à cœur autant que les relations qu'ils ont avec leur très lointain souverain.

Il est intéressant de savoir en quoi consistait ce fameux privilège dont on les entend si souvent se prévaloir.

C'est un ensemble de dispositions par lesquelles les rois de France avaient concédé une sorte de naturalisation en bloc, les assimilant pour tous les droits : de propriété, d'admission aux magistratures, fonctions, grades, charges et emplois, d'exercice

(1) Achard, *loc. cit.*, ci-avant, note 1 de la page 141.

(2) Voir p. 76.

des professions libérales et même de certaines franchises commerciales, aux véritables sujets du royaume.

Déjà Louis XI en 1479 avait inauguré la situation de faveur des avignonnais, au regard des étrangers, en leur octroyant certains privilèges, parmi lesquels l'exemption du droit d'aubaine. Mais c'est à François I^{er} surtout qu'ils durent leurs plus grands avantages.

En reconnaissance de l'affection que lui avaient témoignée, ainsi qu'à ses serviteurs et à la couronne, « ses très chers et bien aimés les consuls, manans et habitants de la ville et cité d'Avignon » et des services qu'il avait reçu d'eux, ce monarque leur accorda, par lettres patentes de février 1535, le droit de posséder dans toute l'étendue du royaume, comté de Provence et pays de Dauphiné, tous bénéfices, tant réguliers que séculiers, dont ils pourront être régulièrement pourvus, pour en jouir, user, cueillir et percevoir les fonds, profits, revenus et émoluments comme le font les vrais natifs et originaires du royaume de France.

En septembre 1543 de nouvelles lettres du Roi donnèrent aux avignonnais (1) l'avantage de pouvoir recevoir de France toute espèce de marchandises sans être contraints de payer la traite foraine et le 5 o/o par tonneau. Ils acquitteront les autres droits comme les originaires du royaume, par exemple lorsque les marchandises passeront d'Avignon à l'étranger.

Ce sont toujours ces deux textes que les avignonnais invoqueront de 1535 à la Révolution, soit pour être considérés comme français en France et jouir des mêmes droits que ces derniers, soit, et surtout, pour se défendre des droits imposés à la sortie sur leurs produits, considérés par les fermiers généraux de France comme marchandise étrangère, envers et contre les dispositions des lettres patentes, cependant confirmées, à leur avènement, par tous les successeurs de François I^{er}, Henri II, Charles IX,

(1) Les mêmes privilèges étaient implicitement étendus aussi aux Comtadins; Charles IX, dans sa chartre de confirmation, le spécifia expressément.

Henri III, Henri IV, Louis XIII, Louis XIV, Louis XV et Louis XVI.

La lutte la plus chaude qu'eurent à soutenir, à ce point de vue, les habitants des Etats de l'Eglise fut celle menée, au milieu du xvii^e siècle, par les négociants lyonnais contre les soies d'Avignon et du Comtat. Les fermiers généraux poussèrent leurs commis jusqu'aux portes mêmes de la ville pour percevoir les droits énormes obtenus, en dépit de tout privilège et grâce à l'influence de Lyon, sur les soieries avignonnaises; ce qui amena même, avec la ruine de cette industrie, une révolte de la population ouvrière.

Par la suite les habitants d'Avignon et de la région s'étaient rejetés sur d'autres branches d'activité : la culture et la préparation du tabac et la fabrication des toiles peintes. Là encore les fermiers généraux intervinrent, alléguant la contrebande et la fraude qui se commettaient, à leur préjudice, sur ces articles, et obtinrent le concordat de 1734 par lequel ces deux industries étaient interdites dans les territoires soumis à l'autorité du Pape, moyennant une indemnité de 230.000 livres par an (1).

Puis ce furent encore les impositions sur les livres et l'imprimerie venant de l'étranger, exigées des avignonnais et comtadins au mépris de leur privilège.

En matière fiscale il était donc à peu près inexistant.

Il est juste de reconnaître d'ailleurs qu'il était difficile pour le gouvernement français, de mettre les sujets du Pape sur le même pied que les sujets du Roi, sans créer à ces derniers une concurrence désastreuse. Les sujets du Pape jouissant des privilèges d'un pays puissant, sans en supporter ni la dette ni les charges financières, auraient eu une situation par trop exceptionnelle ; leurs marchandises, produites à meilleur compte, auraient toujours dominé les marchés.

(1) Sur cette somme, 94.750 livres allaient à la ville d'Avignon, le reste était réservé au Comtat. Un ordre de Rome du 16 janvier 1741 retranche 20.000 livres à la ville pour le paiement de sa garnison (ordre inséré au reg. des délibérations du conseil, T. 41, f^o 152).

C'est cependant ce que voulaient les avignonnais en revendiquant si haut leur qualité de français, non sujets « au droit d'aubaine, ni même au droit des traites foraines et douane pour les denrées et marchandises qui passent du Royaume à Avignon et d'Avignon au Royaume, autres que ceux qu'on a accoutumé de payer pour le transport d'une ville à une autre dans les terres et Provinces de l'obéissance du Roy » (1).

En somme, le privilège de régnicoles, tel qu'il était pratiqué, bénéficiait assez peu à la classe populaire laborieuse, la plus intéressante et la plus nombreuse. Il en était autrement pour la noblesse surtout qui en retirait un avantage considérable. Il n'y avait pas au XVIII^e siècle de pays où l'on fut noble plus facilement et à meilleur compte que les belles provinces soumises à Sa Sainteté. Malheureusement les parchemins manquaient souvent, ou leur fraîcheur était vraiment trop neuve. Dès lors, quelle manière plus élégante et plus sûre de prouver cette noblesse que de prendre du service en qualité d'officier dans un régiment français ? L'on s'y faisait recevoir facilement, et l'on se retirait au bout de quelques années avec un grade honoraire de lieutenant ou de capitaine, et parfois même, après de bons et loyaux services, avec la croix de St-Louis. Désormais qui donc aurait osé douter d'une noblesse reposant sur des titres si visibles ?

Les rois de France avaient tout avantage à traiter Avignon et le Comtat comme une pépinière de militaires. Mais, au point de vue commercial, leur intérêt était tout contraire. Aussi les Rois très chrétiens et leurs ministres, surtout au XVIII^e siècle, prirent ils toujours toutes les mesures nécessaires pour que l'industrie et le commerce du Comtat et d'Avignon fussent soigneusement tenus en lisière et demeurassent incapables de menacer la prospérité du royaume.

(1) « Mémoire pour les Consuls, Manans et Habitans de la Ville d'Avignon et Comtat Venaissin contre la prétention du Traitant des Taxes faites sur les Étrangers en exécution de la Déclaration du Roy du 22 Juillet 1697. » (Bibl. d'Avignon, ms. 2447, p. 34).

CHAPITRE V

LE SORT DES INSTITUTIONS MUNICIPALES SOUS LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE

Les doléances des corporations. — La fin du Consulat. — La convocation générale des citoyens de la ville. — L'Administration provisoire. — La nouvelle municipalité à la française. — La révocation par le Pape des règlements et ordonnances accordés par le Vice-Légat et la mission de Célestini. — La fuite de Casoni et la fin de l'ancien Régime.

Dans le moment où la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen enflammait l'enthousiasme du peuple avignonnais et comtadin, déjà mis en ébullition par les événements qui se déroulaient en France, un parti composé surtout d'hommes ayant servi le gouvernement français pendant les six ans d'occupation des Etats Pontificaux par Louis XV de 1768 à 1774, travaillait à Avignon à préparer la réunion définitive de cette ville et du Comté-Venaissin à la France.

Dans ce but, les dirigeants du parti (1) ayant à leur tête Audiffret l'aîné, banquier, chez qui ils se réunissaient (2) et auquel se joignirent bientôt le notaire Lescuyer, le gazetier Sabin Tournal, les frères Duprat, les frères Minvielle, le maçon Rochetin, président des corporations, l'avocat l'eyre, etc., furent les instigateurs des « doléances » qu'ils firent présenter par les corporations et des divers projets de réformes qui parurent au grand

(1) Qui se dénommait alors royaliste. (Bibliot. d'Avignon. ms. 2065, fo 11).

(2) Bibliot. d'Avignon, *idem*, *Notices biographiques sur les principaux chefs de la Révolution d'Avignon*. Extrait des mémoires de Commin, 3^e consul en 1755.

jour à cette époque sous forme de manifestes, essais ou adresses, imprimés et distribués à plaisir malgré l'étroite surveillance du gouvernement du légat sur les écrits jugés subversifs.

Il est en effet curieux de constater avec quelle profusion d'imprimés, de mémoires, de libelles, les idées nouvelles étaient remuées, exposées, commentées, réfutées même par des réponses, les unes et les autres rédigées soit par des auteurs anonymes ou gardant à dessein l'anonymat, soit par des particuliers, dignitaires ou simples citoyens, soit par des autorités constituées comme les consuls et l'assesseur de la ville.

Ce fait provient de ce que la presse, inexistante, puisqu'elle n'était représentée que par un seul journal le « Courrier d'Avignon », organe alors sous la coupe du vice-légat, ne pouvait ouvrir ses colonnes au grand flot des aspirations populaires du moment et aux polémiques locales qui forcément s'ensuivaient.

Aussi les multiples imprimés, dont bon nombre ont été recueillis par d'avisés collectionneurs tels que Massilian, Requien, Chambaud, Calvet (1) et d'autres, présentent-ils, par leur classement chronologique, l'image la plus saisissante des convulsions qui agitèrent la société dans Avignon et le Comtat Venaissin en ces époques troublées de la période révolutionnaire, par le choc des idées, la fougue des partis, la rivalité des intérêts, la diversité des tendances.

Malheureusement la lutte commencée sur ce terrain n'y fut pas longtemps circonscrite et l'histoire a dû enregistrer, avant de parvenir à la solution du gigantesque conflit que la France eut à soutenir et dont les événements dans les Etats de la papauté n'étaient que la répercussion, bien des crimes, des atrocités et des violences.

Une part de la responsabilité de ces événements va à l'homme qui détenait le pouvoir, en l'espèce le vice-légat, représentant du Souverain Pontife.

(1) Collections qui se trouvent à la Bibliothèque d'Avignon.

Philippe Casoni était alors investi de ces fonctions. Personnage effacé, incompetent, surtout faible, il était au-dessous des événements ; il lui manquait l'intelligence et l'énergie, plus que jamais nécessaires en ces circonstances à un homme placé à la tête du gouvernement (1).

Une de ses concessions, qui eut au point de vue politique les plus graves conséquences, fut, pour essayer de canaliser le courant populaire, de donner, par ordonnance du 7 août 1789, aux corporations ouvrières, l'autorisation de lui présenter des doléances, alors qu'il était bien résolu à n'en tenir aucun compte.

Charpenne dans son histoire de la réunion définitive d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (2) cite à ce sujet l'opinion d'un contemporain : « Ces doléances insolentes mirent entre les mains du peuple le brandon de la discorde et furent la cause de tous nos malheurs ».

Cet avis n'était pas unanime. « Cette sage ordonnance du vice-légat qui invitait les différentes corporations à dresser des cahiers de doléances pour connaître des différents abus dont elles avaient à se plaindre, — dit d'autre part un « Comparent » présenté par Jean Joseph Emeric, docteur en droit, conseiller effectif de la ville, à la séance du conseil du 31 décembre 1789 — produisit l'effet que le Gouvernement s'en était promis. » Et il ajoute : « Le public parut satisfait, les corporations s'assemblèrent, chacune forma des demandes particulières et diverses selon ses lumières et l'avantage qu'elle crut devoir en résulter pour le public. Mais toutes se réunirent sur deux points prin-

(1) « Casoni, vice-légat, réunissait à tous les vices familiers à sa nation une ignorance crasse, un despotisme insolent et une impéritie absolue dans les affaires. Il avait été gouverneur de Notre-Dame-de-Lorette. Un homme qui n'avait jamais donné des ordres qu'à des moines et à des bedeaux, ne devait pas jouer un rôle intéressant au moment d'une Grande Révolution. » *Mémoire instructif de Rovère, député des Etats-Unis d'Avignon*. Bibliot. d'Avignon. Recueil des pièces imprimées de Chambaud.

(2) T. I, p. 8.

cipaux : la réforme du régime municipal et l'établissement d'un conseil souverain à Avignon (1) ».

Il ne nous appartient, dans le cadre de cette étude, que d'en apprécier la portée en ce qu'elle touche aux réformes constitutionnelles, administratives, ou fiscales, envisagées.

Deux spécimens seulement nous en sont parvenus à ce jour, l'un : « Essai des doléances de Messieurs les cordonniers » rapporté dans Charpenne (2), d'après un original manuscrit du musée Calvet (3) ; l'autre, les « Doléances des Traiteurs et Aubergistes d'Avignon » publiées par M. Jean Saint-Martin qui en a découvert deux exemplaires imprimés et annotés de la main du vice-légat Casoni, au cours de ses savantes recherches dans les archives du Vatican (4).

A titre documentaire et pour connaître la portée exacte de ces revendications ouvrières derrière lesquelles s'affirmait tout le programme, énergiquement poursuivi, des grandes réformes politiques, il faut en prendre le texte même.

Voici celui des doléances des cordonniers pour la partie qui nous intéresse.

« Art. 11. — Cassation d'impôts sur tous les comestibles et autres objets, lorsque le remplacement aura été fait. — Art. 15. L'Université exclue de l'Hôtel de ville en corps dans quelle assemblée que ce soit, les membres qui la composent ne devant y être invités que comme chefs de famille. — Art. 16. Le clergé déchu de sa présence à l'Hôtel de ville, partie des membres qui le composent n'y étant invités que lorsqu'on sera dans le cas de traiter des affaires de religion ou lorsqu'il y aura une assemblée générale conforme à l'Assemblée nationale de France. — Art 17. Les gens de robe ne seront admis dans le conseil de ville que comme

(1) Registre des délibérations du conseil, T. 60, f^o 101.

(2) *Hist. . . de la réunion définitive. . .*, p. 8.

(3) Bibliothèque d'Avignon, ms. n^o 2820, f^o 1.

(4) Arch. Vat. — Fonds *Avignone*, vol. 336, 2^e partie, fol. 111, d'après la référence qu'en donne l'auteur dans sa brochure « *Les doléances des Traiteurs et Aubergistes d'Avignon* (1789).

pères de famille. — Art. 18. Plus d'assesseurs. — Art. 19. Quatre consuls au lieu de trois, tous quatre avec la même robe et âgés au moins de 30 ans, avec 600 livres d'honoraires ; le trésorier avec 300 livres, eu égard à la responsabilité de la caisse dont il est chargé. — Art. 20. Deux consuls seront changés tous les ans par le Conseil général et on en continuera deux pendant une seconde [année] de manière qu'il y ait en activité deux anciens et deux modernes. — Art. 21. Médecins, avocats, négociants et bourgeois pourront être seconds consuls. Les avocats et docteurs étant membres du Tiers-Etat ne pourront se qualifier de nobles. — Art. 22. Pour être premier consul il faudra au moins cinquante ans de noblesse. — Art. 25. Aucun impôt ne sera assis sans le consentement des chefs de famille préalablement assemblés, et dans tous les Conseils, tant ordinaires qu'extraordinaires on y appellera deux députés de chaque corps. — Art. 26. Toute personne qui ne possèdera pas 30.000 livres tournois, tant en capitaux qu'en immeubles, sans y comprendre la dot des femmes, ne pourra être reçue consul ou conseiller ; c'est la moindre propriété pour porter le chaperon et avoir la direction des affaires publiques. Pour mieux composer le corps des conseillers de la ville, il conviendra que ceux qui existent présentement donnent leurs démissions pour procéder à une nouvelle nomination. — Art. 27. Les douze notaires seuls pourront être secrétaires de la ville. — Art. 41. Bureau d'administration pour le rendement des comptes de l'Hôtel de ville, à l'appui duquel toutes les pièces justificatives qui constatent les recettes et la dépense doivent être jointes pour que les mandats soient solides ; il faut enfin à l'appui d'iceux les pièces nécessaires qui ont pu leur donner lieu et, faute par les consuls de rendre leurs comptes par pièces probantes, tous les articles de dépenses, qui ne seront point étayés de semblables titres demeureront à leur charge, et seront obligés d'en faire les fonds entre les mains du trésorier. Néanmoins, après l'examen du dit bureau d'administration qui sera chargé, sous serment prêté entre les mains du Conseil général, de clore et arrêter ledit compte et de leur [lui] en faire le

rapport sous le terme qui lui sera préfixé pour pourvoir à la levée des souffrances si réellement elles doivent être levées d'après l'examen de l'objet qui aura nécessité la dite dépense. —

Art. 47. Etablissement d'une caisse de remboursement annuel de tous les capitaux que la ville doit, par voie de loterie. —

Art. 51. Le secrétaire notaire de la maison de ville ne pourra plus être perpétuel à l'avenir ni logé à l'Hôtel de ville, Messieurs les consuls n'y étant pas eux-mêmes logés, etc., etc.

Voici d'autre part les principaux passages des doléances des aubergistes touchant à l'administration municipale :

« On ne doit jamais perdre de vue qu'une bonne administration est obligée de veiller à l'intérêt de la classe indigente de la société, et qu'il faut tâcher d'adoucir en sa faveur la rigueur des impôts, parce qu'elle a moins de ressources que les autres. Les droits d'entrée sur les comestibles et sur les choses de première nécessité devraient être supprimés en entier, afin de favoriser tout le monde; mais si les besoins de la ville ne permettent pas cette suppression, il faut au moins les réduire à un taux qui ne soit pas onéreux; et c'est dans cette vue du bien public que les soussignés vont proposer leurs doléances relativement à l'administration municipale. »

I

« Notre administration a éprouvé beaucoup de changements qui ont lésé les droits d'un grand nombre de citoyens; il est juste de rétablir les choses dans l'état où elles étaient auparavant. L'ancienneté d'un abus n'est pas un titre pour le conserver; il suffit qu'on s'en plaigne pour qu'il doive être aboli.

« Autrefois, le troisième chaperon et la troisième main consulaire, étaient affectés spécialement au corps des ménagers, et à ceux des arts et métiers. Cette règle qui mettait tous les citoyens dans le cas de devenir, à leur tour, membre de l'Hôtel de ville, montrait la sagesse et la prudence de ceux qui avaient fait cet établissement.

« Depuis longtemps, cet usage a cessé, et par le fait, cette classe considérable de citoyens se trouve exclue de l'Hôtel de ville.

« Les maîtres traiteurs aubergistes demandent d'être réintégrés dans ce droit et qu'à l'avenir la troisième main consulaire soit formée uniquement de ménagers et artisans en nombre égal et que le troisième consul soit choisi parmi ces classes, à leur tour, de manière que chaque corps d'arts et métiers et des ménagers parvienne au consulat. »

II

« Il existe une imposition qui n'est supportée que par le corps des aubergistes. C'est celle qui est connue sous la dénomination de droit de Souquet.

« Comme elle est infiniment onéreuse aux maîtres traiteurs, aubergistes, et au public, et sujette à mille abus, ils en demandent purement et simplement l'abolition. »

III

« Ils prient Messieurs les Consuls de prendre en considération l'augmentation progressive qu'ont éprouvée les droits d'entrée depuis quarante ans; et pour le soulagement du pauvre peuple, ils demandent que les droits d'entrée soient remis sur le même pied qu'ils étaient en 1740, sans qu'on puisse jamais les augmenter, en tout ou en partie, excepté d'après la délibération d'un conseil général et sur des besoins connus. »

VII

« Puisque Monsieur le Vice-Légat a bien voulu renoncer, tant pour lui que pour ses successeurs, au droit qu'il avait sur le poisson et le charbon, les maîtres traiteurs demandent que tous les officiers et gardes suisses et les autres corps de milice, qui jouissent de quelque exception et notamment de droits d'entrée, y soient soumis comme les autres citoyens, ainsi que tous les corps ecclésiastiques, séculiers et réguliers de la ville sans distinction. »

X

« Que toutes les années les comptes de l'Administration des revenus de la ville soient rendus publiquement et qu'il soit permis à chaque citoyen d'y assister si bon lui semble, que ces comptes contiennent le tableau exact des dettes de la ville, de ses revenus et de leur emploi et les pièces justificatives; et qu'ils soient imprimés après la reddition. »

XV

« Que chaque année, à commencer incessamment, il soit nommé par les assemblées des paroisses, un certain nombre des citoyens qui ne soient point membres de l'Hôtel de ville, pour faire les fonctions de commissaires de police.

« Ils seront chargés de faire tous les jours, au nombre de quatre, les visites à la place et autres endroits publics destinés à la vente, pour vérifier si tout s'y passe régulièrement, si les marchands et marchandés ne commettent point de fraudes, si les poids et les mesures sont en règle; d'écouter les plaintes des citoyens, la défense des marchands et de dresser ensuite procès-verbal des contraventions qui auront été commises, ou de se contenter de dénoncer verbalement les contraventions à Messieurs les consuls, qui prononceront contre le délinquant l'amende portée par le statut, ou telle autre qu'il leur plaira, sans qu'elle puisse jamais être remise ni modérée.

« Ces commissaires seront chargés spécialement de faire la police chez les boulangers quand bon leur semblera. Au moyen de cet établissement il sera défendu aux valets de ville de paraître à la place et de se mêler de rien, à peine d'être privés de leurs emplois à la première faute qu'ils commettront à cet égard; cette défense étant le seul moyen d'arrêter les plaintes du public, relativement aux malversations des valets de ville.

« Parmi ces doléances, où l'on voit souligner la plupart des abus et des vices qui caractérisent l'organisation politique, administrative et financière du régime, une prétention s'était

affirmée plus vive et plus pressante à cause de son importance pour la représentation populaire dans la gestion des affaires publiques, c'était la création d'un quatrième consul pris parmi les ménagers ou paysans, les artisans ou gens de métier ; ou tout au moins l'admission de cette classe à la troisième main avec accès au consulat.

Cette revendication dès longtemps formulée puisqu'elle remonte aux querelles fameuses entre « *pevoulins* » et « *pessugaux* » en 1652-1659 (1), parut enfin suffisamment légitime pour être, avant toute autre, prise en considération.

Le conseil de ville admit l'institution d'un quatrième consul (2).

Mais le flot des aspirations populaires était monté déjà au-dessus de cet étiage et la satisfaction trop tardive qui venait d'être donnée ne suffit plus à le calmer.

Le 20 février 1790, les députés des corporations apportèrent au conseil la réponse à cette concession.

On y relève les passages suivants dont le ton est significatif :

« Un membre de plus dans un corps dont l'organisation et le régime sont vicieux, ne peut que corroborer les vices et les abus, bien loin d'opérer une réforme. Or c'est la réforme seule

(1) Méritan (Abbé) « *Les troubles et émeutes d'Avignon (1652-1659)* » « Les pevoulins persistaient dans leur idée d'un quatrième consul, artisan, ouvrier ou marchand et les nobles n'entendaient pas passer au peuple cette fantaisie. »

Histoire des révolutions d'Avignon attrib. à Th. Teyssier, ms. : 2808, f° 26 v°, Bibliot. d'Avignon. « Les Pevoulins..... demandèrent surtout un quatrième consul qui fut choisi du quatrième Etat des artisans et des paisants et ils firent cette demande avec tant de hauteur et d'emportement que le Conseil ne trouva pas à propos de la refuser absolument. »

Le terme *pevoulins*, traduction francisée du mot provençal « pouilleux » désignait les gens du peuple. Les *pessugaux* était le qualificatif donné en retour aux nobles, gens qui pincet (en provençal « *pessuga* » pincer) qui grappillent ; avec sous-entendu : dans les finances et les affaires publiques.

(2) Il ne nous a pas été possible de retrouver la délibération relative à cet objet dans les registres des procès-verbaux des réunions du Conseil. Le dernier (T. 60) s'arrête au 19 février 1790. Les registres de la municipalité installée en mars 1790 ne commencent qu'en avril suivant. Il y a donc là une lacune, dans laquelle se place probablement la délibération relative à la création du 4^e consul.

qui est le but des habitants dont une partie est réunie sous le titre de corporations.

« D'ailleurs le peuple est choqué de l'obstination de la municipalité, non seulement à maintenir la distinction des ordres qui sont la source de nos divisions et de nos calamités, mais encore à créer, en quelque sorte, une quatrième classe qui ne pourrait qu'augmenter les mêmes divisions.

« On ne voit donc dans la proposition d'un quatrième consul qu'un piège adroitement tendu pour augmenter, s'il est possible, le pouvoir de l'administration municipale et éluder la réforme que le peuple demande depuis si longtemps.

« Si la municipalité a feint d'ignorer jusqu'à ce jour l'objet de cette réforme, il faut lui ôter ce prétexte. Les corporations réunies lui déclarent donc que le peuple en général et les corporations en particulier entendent organiser leur municipalité à l'instar de celles de France, sans plus admettre aucune distinction d'ordres. Ils soutiennent que personne n'a le droit de s'y opposer et déclarent qu'ils regardent les opposants comme ennemis du bien public » (1).

C'est en vain que dans un mémoire lu au conseil par M. de Forbin, remis le 22 février aux corporations assemblées, par deux députés du conseil et dont l'impression fut votée, les consuls et le conseil municipal déclarent : « Qu'ils ne méritent aucun reproche, qu'ils n'ont aucune vue contraire à la réforme des abus, ni au vœu des habitants ; que le vœu, qui n'a été exprimé d'une manière définitive que depuis samedi vingtième, leur était inconnu ; que tout ce qu'ils ont pu croire satisfaire la généralité des citoyens, ils l'ont fait, qu'enfin en ce moment où le vœu est exprimé, voici leur réponse : Ils adhèrent à ce vœu, ils abandonnent volontiers la distinction des ordres, et chacun des membres qui composent la municipalité déclare qu'il se soumettra à toute forme d'organisation qui sera jugée

(1) Bibliot. d'Avignon, ms. 2958, f^o 137.

plus convenable pour opérer le bien public, qui sera autorisée par le souverain » (1).

Cette réplique avignonnaise du grand geste de la nuit du 4 août qui avait fait tomber les barrières des classes sociales ne suffit pas à calmer les exigences de la sédition en marche. Les consuls étaient devenus tout à fait impopulaires (2).

Une foule bruyante envahit l'Hôtel de ville et sous les vociférations de quelques forcenés auxquels s'étaient joints des enfants soudoyés pour crier : « A bas les consuls » (3), les plus hauts magistrats de la cité déposèrent leur chaperon, marquant ainsi leur abdication définitive devant l'émeute.

« Ainsi finit le Consulat, dont l'origine se perdait dans la nuit des temps et remontait jusqu'aux colonies romaines dans les Gaules. Les cris de quelques enfants... furent le signal, sinon la cause du renversement de cet antique Sénat d'Avignon « *Senatus Avenionensis* » qui avait figuré avec tant d'éclat dans les annales de la seconde Rome comme se qualifiait l'ancienne cité des Papes » (4).

Cependant, bien que très ébranlée, l'autorité supérieure représentée par le vice-légat se maintenait encore. Dès le lendemain une ordonnance fut rendue (23 février 1790) par laquelle était permise la convocation générale de tous les citoyens chefs de famille, et le comité militaire de la garde nationale était commis pour, conjointement avec quinze députés nommés par les différentes corporations, faire les plans d'organisation et formation de ladite convocation.

(1) Bibliot. d'Avignon, ms. 2958, f^o 142.

(2) Voici comment s'exprime le tafetassier Coulet dans son « *journal* » ms. 2493, f^o 8, Bibl. d'Avignon. « et le seize du mois de février, la millice bourgeoises et toutes la populasses on demandez qu'on n'est vouldes point des conseuls et que la ville était mal gouvernet et qu'ils voùllions un maire. »

(3) Charpenne, *Histoire... de la réunion définitive*..., T. I, p. 38.

(4) *Idem*, *ibidem*.

Les lettres S. P. Q. A. « *Senatus populusque Avenionensis* » figuraient sur la porte de la salle consulaire. *Introduction à l'Histoire d'Avignon*, par F. Morenas, ms. 2784, f^o 9 v^o, Bibliot. d'Avignon.

Le « Règlement pour la convocation générale des citoyens de cette ville » fut donné le 5 mars (1).

En voici les dispositions essentielles :

L'assemblée générale des citoyens sera tenue le 11 mars à 8 h. du matin ; elle sera divisée en neuf sections ou districts (sept dans la ville, suivant le nombre des paroisses et deux en banlieue).

Seront admis dans la dite assemblée générale les chefs de famille originaires ou domiciliés de fait en la ville depuis un an, ayant manifesté par des actes positifs l'intention de s'y fixer, majeurs de 25 ans, vivant de leurs revenus, de leur industrie ou de leur travail.

Seront aussi admis les ecclésiastiques ayant les qualités ci-dessus, les communautés religieuses d'hommes, mais elles n'auront chacune qu'un seul représentant.

Sont exclus de ladite assemblée, ceux qui sont dans l'état de domesticité, c'est-à-dire serviteurs à gages. Seront aussi exclus les banqueroutiers et les faillis.

Le nombre des députés de chacun des Districts sera fixé d'après l'état de la population, à raison de deux députés pour chaque mille âmes et un de plus pour fraction au dessus d'un quart de mille, soit d'après l'état de la population du dernier recensement, en tout 54 députés.

« Les Députés s'assembleront toutes les fois qu'ils le jugeront à propos dans l'Hôtel de ville en corps de Députés.

« Les dits Députés commenceront par nommer parmi eux, quatre administrateurs, pour excercer provisoirement l'administration municipale et sous l'inspection du corps des dits Députés ; Et dès le moment que les Députés seront nommés, l'interim donné au Comité militaire, avec la jonction des 15 Députés des corporations cessera ».

Les députés étaient invités à dresser incessamment les plans de réforme à faire en cette ville et notamment celui de la municipi-

(1) Bibliot. d'Avignon, ms. 2958, fo 157.

palité, et à cet effet ils devaient être tenus de recevoir les mémoires qui leur seraient présentés par les citoyens et d'en faire mention, s'ils en étaient requis, dans les procès-verbaux de leurs assemblées.

Le 24 février, le vice-légat approuvait la nomination de quatre administrateurs provisoires (1).

Enfin le règlement pour la constitution de la nouvelle municipalité d'Avignon, édicté par le vice-légat Casoni le 18 mars 1790, à la suite des délibérations prises le 14 du même mois par les neuf sections de cette ville ou son terroir (2) paracheva la déchéance de l'ancienne municipalité et fixa les modalités de l'élection des membres de la nouvelle.

Le chef du corps municipal portera le nom de Maire (art. II). Il sera élu par scrutin individuel et « à la pluralité absolue des voix » (art. IX), c'est-à-dire à « la moitié des suffrages et un en sus. »

La nomination des autres membres du corps municipal sera faite au scrutin de liste double (art. X).

Les membres du corps municipal seront au nombre de quinze y compris le Maire (art. XVII).

Il y aura dans la municipalité un Procureur de la commune et un substitut sans voix délibérative, qui seront chargés de défendre les intérêts et de poursuivre les affaires de la commune (art. XVIII). Le Procureur de la commune et son substitut seront nommés par les citoyens actifs au scrutin et à la pluralité absolue des suffrages (art. XIX).

Les citoyens actifs nommeront par un seul scrutin de liste et à la pluralité relative des suffrages un nombre de notables double de celui du corps municipal (art. XXI). Ces notables formeront avec les membres du corps municipal le conseil général de la commune et ne seront appelés que pour les affaires importantes (art. XXII).

Le conseil municipal sera divisé en conseil et en bureau (art. XXV). Le bureau sera composé du tiers des officiers

(1) V. pièce justificative, n° VIII.

(2) Bibliot. d'Avignon, ms. 2958, f° 196.

municipaux y compris le Maire qui en fera toujours partie ; les deux autres tiers formeront le conseil (art. XXVI). Les membres du bureau seront chargés de tous les soins de l'exécution et bornés à la simple régie (art. XXVII).

Le conseil municipal s'assemblera au moins une fois par mois (art. XXVIII).

Les officiers municipaux et les notables seront élus pour deux ans et renouvelés par moitié chaque année (art. XXXII). Le Maire restera en exercice pendant deux ans, il pourra être réélu pour deux autres années, mais ensuite il ne sera permis de l'élire de nouveau qu'après un intervalle de deux ans (art. XXXIII).

Avant d'entrer en exercice, le Maire et les autres membres du corps municipal, le procureur de la commune et son substitut prêteront serment d'être fidèles au Saint-Siège et à la Patrie, de bien remplir leurs fonctions. Ce serment sera prêté devant les membres de l'administration municipale (art. XXXVII).

Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance, inspection et autorité du vice-légat et de ses successeurs, seront de régir les biens et revenus communs de la ville, de régler et d'acquitter les dépenses qui doivent être payées des deniers communs, de diriger, inspecter et faire exécuter les travaux publics de constructions et de réparations qui sont à la charge de la communauté, d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune et qui sont entretenus de ses deniers ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté, de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics, la surveillance et l'agencement nécessaires à la conservation des propriétés publiques et généralement toutes les fonctions, droits et prérogatives attachés à l'ancienne municipalité (art. XXXXIII).

Le conseil général de la commune composé tant des membres du corps municipal, que des notables, sera convoqué toutes les fois que l'administration municipale le jugera convenable. Elle ne pourra se dispenser de le convoquer lorsqu'il s'agira de

délibérer sur des acquisitions ou aliénations d'immeubles, sur des impositions extraordinaires, sur des emprunts, sur des travaux à entreprendre, sur l'emploi du prix des ventes, des remboursements ou des recouvrements, sur les procès à intenter, même sur ceux à soutenir dans le cas où le fond du droit sera contesté (art. XLI).

La tutelle administrative s'exerce de la façon suivante : toutes les délibérations pour lesquelles la convocation du conseil général est nécessaire, suivant l'article ci-dessus, ne pourront être exécutées qu'avec l'approbation du vice-légat (art. XLII). Tous les comptes de la régie du bureau municipal, après qu'ils auront été reçus par le conseil municipal, seront par lui vérifiés et arrêtés définitivement (art. XLIII).

En ce qui concerne le budget, les comptes des recettes et dépenses de l'administration municipale seront imprimés chaque année (art. XLIV).

Le contrôle public pour la sauvegarde des droits des citoyens est également ménagé.

Si un citoyen croit être personnellement lésé par quelque acte du corps municipal, il pourra exposer ses sujets de plainte au vice-légat qui y fera droit (art. XLVI). Tout citoyen actif pourra signer et présenter contre les officiers municipaux la dénonciation des délits d'administration dont il prétendra qu'ils se seraient rendu coupables, mais avant de porter cette dénonciation devant les tribunaux, il sera tenu de la soumettre à l'examen du vice-légat pour être par lui renvoyée, s'il y a lieu, devant les juges qui en devront connaître (art. XLVII).

Il n'est pas jusqu'à la question qui touchait tant au cœur des avignonnais, la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin qui ne soit envisagée.

« Nous autorisons l'Administration actuelle et successivement les membres de la nouvelle municipalité — dit le vice-légat — à traiter avec la Province du Comté-Venaissin de son union avec la ville d'Avignon. » (art. LII).

Il semble qu'ainsi les vœux les plus chers de la population turbulente eussent reçu satisfaction et que les agitations soulevées pour parvenir à ce résultat se devaient calmer tout à fait, faute de nouvel objet de plainte. Il n'en fut rien cependant.

Le règlement du 18 mars 1790 fut infirmé dès le 15 avril suivant, jour où, les élections faites et terminées depuis la veille, Casoni accepta, sous la pression des élus, d'autoriser l'installation de la nouvelle municipalité.

Il fit plus en effet, ayant donné son approbation par écrit à une délibération des corporations du 4 avril, portant entre autres objets que l'organisation de la nouvelle municipalité cessait d'être provisoire et devenait définitive, il se laissa dépouiller en outre du pouvoir de rendre exécutoires par son approbation les délibérations du conseil municipal.

Ce pouvoir passait, aux termes de la délibération acceptée par lui, à un directoire formé par une assemblée de trente citoyens élus par la voie du scrutin (1).

Les prérogatives de sa qualité de représentant du Saint-Siège s'émiettaient ainsi de jour en jour.

Impuissant à modifier le cours impétueux des événements, en butte aux sévices et aux violences du peuple qui ne craignit pas d'aller jusqu'à la violation de sa résidence (2), il toléra aveuglément tout ce qu'il ne pouvait empêcher.

Mais si le représentant du Pape avait dépassé la limite des concessions qu'il pouvait faire, son souverain ne le suivit pas dans cette voie et essaya de réagir.

L'attitude de Pie VI en ces circonstances décisives fut un refus de confirmer les ordonnances de Casoni.

Par un bref daté du 21 avril 1790 (3) il préféra déclarer : « usant de notre suprême Autorité, nous désapprouvons, cassons et annulons tous les réglemens et ordonnances qui ont été

(1) Charpenne, *op. cit.*, pp. 51-53-59.

(2) Le 14 avril.

(3) *Mémoires sur la Révolution d'Avignon et du Comtat Venaissin*, T. II, p. 170.

tumultueusement extorquées à notre Vice-Légat les 6, 11, 12 et 18 du mois de mars dernier et déclarons nul, de nul effet et valeur tout ce qui s'en est suivi et s'ensuivra à l'avenir. »

En même temps il délégua à Avignon un envoyé, Jean Célestini, en qualité de commissaire apostolique, pour essayer de négocier et traiter en son nom du maintien de sa souveraineté.

Ces mesures mirent le comble à l'acharnement populaire. La réplique ne se fit pas attendre ; par une délibération prise le 3 mai (1), les députés des corporations s'opposent à l'entrée de Célestini dans Avignon, déclarant « le commissaire perturbateur du repos public et séditieux le bref qui contient sa commission » (2).

L'envoyé du Pape n'insista pas et d'Orgon où il attendait prudemment, mais en vain, que la délibération fut révoquée, il fila sur Carpentras.

Le conflit était à l'état aigu, la révolution était déchaînée et avec elle son triste cortège de désordres, d'atrocités et de crimes.

Les journées des 10 et 11 juin, qui ont à leur origine une tentative contre-révolutionnaire, ensanglantèrent la ville et donnèrent le spectacle de tragiques pendaisons sur la place du Palais.

La situation pour le représentant du pouvoir pontifical était devenue intenable.

Le 12 juin les Districts assemblés décidèrent qu'Avignon désormais affranchi de la domination papale formait un Etat indépendant et déclarèrent se réunir à la France.

Les armoiries du St-Siège firent place aux armes de France au-dessus de la porte du vieux Palais des Papes et le lendemain le vice-légat quittait Avignon pour toujours.

« La municipalité aux trois couleurs » (3) était maîtresse de la ville.

(1) Soullier, *Hist. de la Révolution d'Avignon*, pièce justificative, p. 313.

(2) *Ibidem*, p. 403 (Emeric : Réponse à Agricol Moureau).

(3) Ou « Municipalité à écharpe » (par opposition sans doute au Consulat à chaperon). C'est ainsi que l'appelle l'ancien consul Commin dans ses mémoires, rapportés ms. 2065, f^{os} 11 v^o et 12, Bibliot. d'Avignon.

Bien que le décret de l'Assemblée constituante portant réunion des deux Etats d'Avignon et du Comtat Venaissin à « l'Empire Français » ne soit que du 14 septembre 1791 et qu'Avignon ait continué à se gouverner jusqu'alors en ville libre et indépendante, cette date du 13 juin 1790, malgré qu'elle soit loin d'y être le terme de la révolution, marque pour notre sujet la fin de l'ancien Régime.

APPENDICE

Note sur le régime municipal d'Avignon pendant l'occupation française (1768-1774)

De juin 1768 à mai 1774, Avignon et le Comtat Venaissin furent occupés et administrés au nom de Louis XV. Il n'est pas de notre sujet de faire l'historique, même rapide, de cette occupation dont Charpenne a présenté l'étude détaillée (1). Nous nous bornerons à donner quelques renseignements sur les modifications apportées pendant cette période au régime municipal d'Avignon.

Un édit du Roi, daté de mars 1769, supprima l'office de viguier : celui-ci fut remplacé par un juge royal. Le même édit décida que le conseil de ville nommerait quatre consuls, un gentilhomme, un avocat (c'est l'ex-asseuseur) et deux bourgeois ou marchands, sans distinction de première et de deuxième mains. Ces consuls resteraient en charge deux années, mais seraient renouvelés par moitié tous les ans, en commençant par le premier consul et l'un des consuls bourgeois. On leur attribuait divers pouvoirs en matière de police. Toutefois, les élections étaient suspendues jusqu'à ce qu'un règlement municipal, dont le conseil de ville devait présenter le projet, ait été adopté par l'autorité supérieure.

Le 11 décembre 1769, ledit projet étant encore à l'étude, le Roi nomma par lettres-patentes, pour jusqu'au 1^{er} janvier 1771, les quatre consuls d'Avignon, dont deux, le premier consul et un bourgeois, devaient être renouvelés en décembre 1770, et les deux autres en décembre 1771.

Le même jour, un édit, rendu sur les respectueuses représentations des consuls et habitants d'Avignon, supprima l'office de juge royal et rétablit le viguier, tout en fixant ses attributions.

(1) Charpenne, *Histoire des réunions temporaires...*, T II.

Le viguier, qui devait nécessairement appartenir à la noblesse, était choisi par le Roi et restait deux années en charge.

Le 5 novembre 1770, le projet de règlement municipal n'ayant pas été achevé, des lettres patentes du Roi nommèrent l'assesseur (ou 2^e consul) et le troisième consul (1).

En fait, et si nous négligeons le détail, le régime municipal d'Avignon ne subit pas de changements profonds pendant ces six années. La tutelle des communautés étant organisée en Provence à peu près sur les mêmes bases qu'en terre papale, l'action du pouvoir central resta prépondérante (2).

(1) Ce qui, remarquons-le en passant, était juste le contraire des dispositions fixées par les lettres patentes du 11 décembre 1769.

(2) Les renseignements donnés par cette note sont extraits du *Recueil des édits, ordonnances, déclarations, lettres-patentes.... ou nouveau code concernant l'administration de la Justice dans l'Etat d'Avignon et le Comté-Venaissin*. (Avignon 1772, in-4°).

CONCLUSION

Toute l'organisation municipale que nous venons d'étudier est dominée par trois grands principes qui nous permettent, au premier abord, de porter sur elle un jugement plutôt favorable ; ils révèlent en effet un souci de garanties dans la conduite des affaires publiques tout à l'honneur de ceux qui présidèrent aux destinées d'Avignon ; ce sont : l'annualité des charges, la stabilité du conseil, et la responsabilité personnelle des administrateurs :

Annualité des charges ne permettant pas le jeu des intrigues, des combinaisons à lointaine échéance, et conjurant les dangers inhérents à une trop longue pratique du pouvoir.

Stabilité, mal assurée par le régime municipal actuel et souvent souhaitée encore de nos jours, obtenue alors grâce au renouvellement partiel qui donnait aux assemblées le moyen de poursuivre leurs projets ou leurs travaux, de continuer leurs tendances et de sauvegarder leurs traditions.

Enfin, responsabilité pécuniaire et personnelle de tous ceux ayant, de par leurs fonctions, à rendre un compte quelconque de l'emploi des deniers publics.

Et cependant, mis à part ses avantages théoriques, nous ne pouvons, après avoir étudié dans la pratique le fonctionnement de ces institutions, nous en dissimuler les tares nombreuses et mêmes les vices profonds.

Au fond, sous les modes de scrutins compliqués et les réglementations minutieuses, l'administration municipale d'Avignon n'était qu'un cercle fermé, réservé à un assez petit nombre de citoyens. Un formalisme étroit entravait toutes les initiatives, une complaisance mutuelle était assurée à tous les responsables. Le système d'impôts pesait durement sur la classe la plus pauvre et la plus nombreuse de la population.

Les rouages compliqués et vieillis de la machine tournaient encore, mais la vie s'en était retirée depuis longtemps.

Les contemporains ne s'y trompaient pas : à mesure qu'on approche de 1789, les réclamations fortement motivées se font plus âpres et plus nombreuses. Et que pourrait-on ajouter aujourd'hui à la critique sévère dirigée en 1776 contre le régime par le pro-légat Durini ?

L'urgence des réformes apparaissait évidente à tous les esprits avertis. Mais d'où pouvait venir l'initiative nécessaire ?

Non pas certes des classes privilégiées, à l'avantage desquelles la société était organisée : toute proposition nouvelle, toute velléité de changement étaient par elles fort mal accueillies, et considérées comme une attaque dangereuse et coupable dirigée contre les situations acquises.

Encore moins du pouvoir central, de cette autorité souveraine aggravée du fait qu'elle était exercée par délégation, et qui enserrait l'administration locale de sa tutelle jalousement étroite.

Le vice-légat, à la fois grand juge, grand législateur et grand administrateur, ne relevait que du Pape auprès de qui les recours de ses lointains sujets de France n'avaient pour ainsi dire aucune chance d'aboutir. Donc, ni séparation des pouvoirs, ni responsabilité gouvernementale, ni garantie contre les abus d'autorité.

La vice-légation d'Avignon, pour les prélats italiens qui l'occupaient plus ou moins longtemps, ne constituait qu'une étape dans leur carrière, étape à laquelle ils cherchaient à s'arrêter aussi peu que possible sur la route de la nonciature et du cardinalat.

Des administrateurs zélés et bien intentionnés, comme un Philonardi, un Salviati, un Durini, ne sont que l'exception. Bien rares sont ceux qui s'intéressent au pays, à cette espèce de colonie de l'Eglise, et qui s'attachent à l'amélioration du sort des habitants.

Vus du dehors, ceux-ci ont pu paraître jouir d'un gouvernement débonnaire fort enviable, quand il ne fut le plus souvent que neutre, inerte et incompetent.

Ce qui donna une apparence de prospérité et d'indépendance aux sujets français du Saint-Siège c'est que, vis-à-vis de leurs voisins immédiats du Royaume, ils n'avaient ni service militaire, ni impôts royaux. Mais l'avantage était plus superficiel que réel. Privé d'industrie, gêné dans son commerce, le pays allait s'appauvrissant.

Nombreux sont les auteurs qui ont jugé sévèrement ce régime.

Ennemi de toute réforme et de tout progrès social, n'accordant que ce qu'il ne pouvait plus refuser, ne prenant jamais l'initiative d'une amélioration politique ou sociale, considérant toute innovation comme une révolte, ce gouvernement essentiellement aristocratique, imprégné de la manière et de l'esprit italiens, appuyé sur une coterie municipale très fermée, ne pouvait résister au grand souffle de la Révolution.

Les institutions municipales d'Avignon croulèrent les premières et notre ville, après de sanglantes péripéties, reprit sa place dans la grande famille française. Ce fut la fin logique d'une situation que la politique avait créée, mais que ne justifiaient ni les mœurs, ni la langue, ni les traditions.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

Forme de procédure à l'élection des officiers de la ville

(12 juin 1608)

Premièrement a esté proposé par le dict sieur assesseur, et continué par les dits sieurs consuls, que le temps auroit appris les abus qui se commettent en ceste maison de ville, tant à la création des consuls, conseillers qu'aux affaires importantz qui s'y traictent, et concluent ordinairement par le moien de febves, ainsy mesme qu'on a veu l'année passée lorsqu'on procedoit à l'élection des nouveaux consuls et autres officiers de ceste ville tellement que les voix des conseillers et assistants aux conseils ne sont le plus souvent libres et pour remédier à cela l'on auroit advisé d'user de balotes à la façon de Venise ayant à ces fins les dits sieurs consuls présenté un vase appelé en italien Boussola, y ayant d'une part affirmative et de l'autre négative, avec un entredeux sive mitan dont après avoir entendu l'opinion de tous les assistants en ce conseil, a esté conclud et arresté d'user des dictes balotes à la mode de Venise tant à la création et élection des consuls et conseillers, qu'aux aultres affaires importantz de ceste maison de ville, et pour ce on fera fere une boussola, e . sorte que ne s'y puisse commettre aucun abus le dedans contenant deux goubeaux dont un goubeau qui sera au costé droict de la dicte boussola servira pour l'affirmative et l'autre goubeau qui sera au costé gauche d'icelle servira pour la négative et les deux goubeaux n'auront aucune séparation du côté d'hault ains seront joincts et unis sy que par un seul mejean la séparation soyt faicte au dessus des dictes deux goubeaux, et au mitan de la dicte boussola à l'endroit ou les dictes deux goubeaux s'unissent par le dessus sera faicte une ouverture à l'entrée de laquelle y aura une trompe faicte en rond par le dessus et par le dessoubz, en pante à ce que le bras d'ice'luy qui portera la balote demeure couvert en façon qu'on ne puyse recognoistre par le mouvement du bras de quel costé la balote sera jetée, et qu'estant les balottes portées dans la dicte boussola ne se puyssent aucunement arrester dans la dicte trompe ains ayent de tumber à l'instant par le dedans au fonds de la dicte boussola, ou par le dessus sur la table ou elle sera possée, et sera le trou par lequel les dictes balottes entreront restrainct en façon qu'on ne puisse mettre aucunement la main dedans ains aura l'ouverture seulemens requise pour l'entrée de l'une des dictes balotes. Au dessus sera la dicte boussola peincte de deux couleurs, la moiytié de noir

l'autre de blanc, scavoir le noir du costé droict d'icelle et par ainsi au dessus et tout le long de l'endroit ou se trouvera le goubeau de l'affirmative, et de blanc de l'autre part d'icelle boussola au dessus et tout le long de l'endroit ou sera l'autre goubeau de la negative. — Les dicts deux goubeaux s'ouvriront chascun par le dessoubz, et à la porte des dictes ouvertures, y aura escript scavoir à celle de l'affirmative, noyres, et à celle de la négative blanches, et mesmes mots seront escripts au dessus de la dicte boussola et ce pour conserver l'ancienne coustume de la présente ville que les blanches portent la négative et les noyres l'affirmative.

Et pareillement seront faictes balotes de laine sive drap toutes d'une grosseur et couleur de la couleur touteffois qui sera advisée par les dicts sieurs consuls jusques au nombre de quarante huict pour le moins desquelles on en mettra dans le bassin d'argent jusqu'à la concurrence du nombre de personnes qui se trouveront présentes à l'élection ou délibération que devra estre faicte et le dict bassin remply des dictes balotes sera entreposé sur la première table ou l'on escript les conclusions et délibérations du conseil autour de laquelle sont assis les députés pour tenir compte des febvres lorsqu'on procède à l'élection des consuls autres officiers et conseillers selon le règlement fait sur la dicte election en l'an mil V cent huictante quatre jusqu'à present observé dans lequel bassin en vue de tous les assistants les uns après les autres et à l'instant mesmes qu'ils voudront baloter prendront une des dictes balotes, et la porteront entre deux doigts la main haulte eslevée et le reste de la main ouverte aussy à la vue de tous jusqu'à ce que l'auront mise dans la dicte boussola et mettront la balote d'une main par l'ouverture susdite et placeront leur autre main sur la dicte boussola à l'opposite de la dicte ouverture laquelle boussola sera mise et logée sus une aultre table esloignée de cinq à six pas de la première table dans l'enclos touteffois des conseillers ou assistants estant seuls puy s'en reviendront la main vuide et ouverte haulte eslevée en vue de tous se remettre à leur place et après que tous les assistants auront mys la dicte balote ainsi que dessus est dict sera portée la dicte boussola par devant le dict sieur Viguiier ainsi qu'est porté par le dict règlement et en présence duquel seront ouverts les deux goubeaux par le dessoubz l'un après l'autre premierement celui de l'affirmative autrement intitulé noyres puy celui de la négative intitulé blanches, et les balotes vuydées dans deux bassins séparés l'un desquels aura l'inscription balotes noyres et l'autre balotes blanches pour estre arreptées les balotes qui s'y trouveront par le dict sieur Viguiier et oultre ce par les députés lorsqu'on procedera à

l'élection des dicts sieurs consuls conseillers et autres officiers conformément au dict règlement du dict an 1584 a qualité toutefois que le goubeau de la négative ne s'ouvrira qu'après que les balotes de l'affirmative seront comptées pour éviter toute sorte de confusion et seront les dictes balotes conservées sous la clef que les dicts sieurs consuls garderont dans une petite caissette et feront porter la dicte caissette sur la dicte première table pour en sortir le nombre des balotes correspondant au nombre des assistants et après la fermeront à clef. Puis le conseil fini les dictes balotes remises dans la dicte caissette seront comme dict est retirées et conservées par les dicts sieurs consuls en lieu asseuré avec la dicte boussola dont ils garderont la clef. Et quant au surplus du dict règlement du dict an 1584, demeurera en les forces et fermeté et pour l'effectuation de ce dessus, sera Monseigneur illustrissime vice-légat prié vouloir le tout confirmer et autoriser et ce par toutes febvres noyres et vingt trois blanches excepté.

Ordonnance confirmative de la conclusion et délibération faite sur la facture du dict goubeau appelé boussola, et nouvelles procédures sur l'élection et création des sieurs consuls conseillers et autres officiers de la ville par le moien de la dicte boussola et des balotes au lieu des febvres qu'on souloit fere.

Nous Joseph de Ferrier, Archevesque d'Urbain, vice-légat et gouverneur général de la légation d'Avignon, après avoir entendu le rapport qui nous a été fait par les sieurs Viguiier consulz et assesseur de ceste ville, des délibérations et conclusions faictes par icelle au précédent conseil tenu le douzième du présent moys de juing, et entendu la lecture que particulièrement nous a esté faite du chef contenant la facture de deux goubeaux inclus dans une boussola, l'un desquelz servira pour l'affirmative et l'autre pour la négative par le moien des balotes qu'on mettra à l'un ou à l'autre des dicts goubeaux, soyt pour l'élection des sieurs consulz conselliers officiers et afferes importants de la dicte ville pour obvier aux abus qui s'y commettoient par le moien des febvres et veu aussi le dict goubeau sive boussola, requis des dicts sieurs consulz et assesseur, avons confirmé et autorisé, confirmons et autorisons par ces présentes, le chef de la dicte conclusion et délibération, que voulons ordonnons et commandons icelle estre pour l'advenir et à perpetuité entièrement gardée et observée de point en point selon sa forme et teneur sans y contrevenir à peyne de nullité des procédures.

Faict au Palais apostolique d'Avignon, le vingt troiesme juing
mil six cent et huit.

Joseph FERRIER vice-légat

SIFFREDY greffier

(Orig. Arch. municipales d'Avignon, B B. Délibérations du conseil 1605-1612 — Tome XX — Délibération du 12 juin 1608, f^{os} 152-157.)

II

Règlement pour l'élection des consuls et assesseur

(18 décembre 1628)

L'an mil six cents vingt-huict et le dix-huictiesme jour du moys de
décembre a esté tenu le conseil de la présente ville d'Avignon dans la
salle haulte de la maison consulère d'icelle environ les deux heures
après midy convoqué a son de cloche, ainsy que de coustume par
autorité de noble Girard de Serre, Viguier de la présente ville
d'Avignon pour Nostre Saint Pere le Pape et Saincte Romaine
esglise auquel conseil sont esté presentz.....

.....
Auquel conseil a esté proposé par le dict sieur assesseur (1) et
continué par les dictz sieurs consuls que les divers inconveniantz que
le temps a faict cognoistre, naistre des brigues que se font à la pour-
suite des charges publiques leur auroit donné subject de rechercher
toute sorte de moyens pour icelles esviter et à ces fins auroient dressé
ung reglement pour le présenter au Conseil et icelluy autoriser
soubz le bon plaisir de Monseigneur Illustrissime vice Legat, nonobs-
tant toutz autres reglementz cy-devant faictz, duquel le dict sieur
assesseur en a faict lecture au dict conseil à haute voix qui est de la
teneur suivante :

Pour esviter les brigues et pratiques en l'eslection des consuls et
assesseur lesquelz ont causé, par le passé, beaucoup de desgoust parmy
les citoyens, dores en avant le jour et veille de la Saint Jehan
Baptiste, le conseil ordinere estant assemblé à l'heure accoustumée et
portée par les reglementz, avant que de proceder à la dicte eslection

(1) Rodolphe Robert, docteur ès droits.

seront faictz six depputez des conseilliers presentz au dict conseil, sçavoir : deux de la première main, deux de la seconde, deux de la troisieme. Et a cest effect sera mis papier sur la table et loysible aux sieurs consulz, assesseur et conseilliers d'escripre qui et tel nombre de conseilliers que bon leur semblera, troys depputez, en sorte qu'il y ait tousjours troys de chaque main escript pour le moins. Que si la dicte escripture faicte et le papier porté suyvant la coustume, à Monsieur le premier Consul pour lire les escriptz il ne se trouvoit troys de chasque main escript, le dict sieur premier consul sera tenu d'escripre ce que manquera de chasque main pour parfaire le dict nombre et après le balottier mis au lieu désigné pour l'eslection des consulz, les dictz escriptz seront balottés l'ung après l'autre et les deux de chasque main qui auront heu plus de balottes de l'affirmative seront et demeureront pour depputez et se placeront à la table que sera mise au devant de messieurs le viguier, consulz et assesseur toutz du dict costé, sçavoyr de celuy que l'on regarde face à face les dictz sieurs viguier, consulz et assesseur et en la présence de toutz les susnommés, le secrétaire de la dicte ville escripra, de sa main propre, en de petitz billetz toutz esgaux en longueur et largeur, le nom et surnom de toutz les conseilliers de la première main presentz ou absents ayant les qualités requises tant par la coustume et statutz que autrement pour estre consulz et, à mesure que le dict secretere aura escript les nom et surnom de l'ung des conseilliers en ung des dictz petitz billetz avant escripre aucun aultre dans ung des dictz billetz, mettra le dict billet escript tout ouvert dans ung bassin pour estre a mesme instant porté aux dictz sieurs viguier, consulz et assesseur et depputez pour le voir et lire et après le nom et sur nom de celluy qui sera escript audict billet estre escript en une feuille de papier que sera sur la mesme table et après le dict billet sera plié à roleau fort mence et jetté dans une petite boîte que sera sur la mesme table et ainsy sera continué et observé jusques à ce que toutz les dictz conseilliers de la première main habilles a estre premier consul soyent escriptz en de petitz billetz pliés en la forme sus dicte et mis dans la dicte boîte de laquelle, avant estre fermée, on tirera les dictz billetz l'un après l'autre et l'on les remettra de nouveau dans ung bassin pour estre comptés par les depputez et remis dans la dicte boîte et le nombre des dictz billetz se treuvant conforme au nombre de ceulx qui se treuveront escriptz dans la dicte feuille de papier, la dicte boîte sera fermée et icelle bien roulée et reouverte, sera appellé ung petit enfant de cinq à six ans ou environ lequel tirera d'icelle ung billet après l'autre jusques au nombre de dix billetz, s'il y a, dans la dicte boîte plus grand nombre que de dix billetz susdictz

pour donner lieu au sort et tirant ung billet, le remettra, a mesme instant, dans un bassin au devant des dictz sieurs viguier, consulz, assesseur et depputez et, en leur présence sera ouvert et desplié par le dict secretere pour lire tout hault, le nom de celluy que se treuvera escript, et icelluy, au mesme temps, remettra dans le dict bassin pour estre porté aux dictz sieurs viguier, consulz, assesseur et depputez aux fins qu'ils lisent chascun le dict billet pour voir si la lecture qu'a esté faicte haultement est conforme à l'escripture du dict billet. La dicte verification faicte, le dict secretere escripra en une aultre fueille papier que sera sur la dicte table, en présence des dictz depputez, le nom et sur nom de celluy qui sera treuvé du dict premier billet. Ainsy se continuera l'ung après l'autre jusques à ceque les dix billetz susdictz soyent esté tirés de la dicte boîte. Cella faict sans que aucun des dictz sieurs viguier, consulz, assesseur et conseillers se puissent bouger de sa place soubz quel pretexte que ce soyt, ballotteront l'ung après l'autre les dix conseillers qu'auront esté tirés de la dicte boîte, au mesme ordre qu'ils seront sortis et les six qui auront le plus de ballottes affirmatives seront, de nouveau escriptz en de petits billetz pliés en la forme que dessus et, après remis dans la mesme boîte en observant tousjours tout ce que dessus, de laquelle le mesme petit enfant en tirera troys l'ung après l'autre en observant tousjours la forme susdicte et les troys premiers tirés seront escriptz par le dict secretere comme dessus, et balottés l'ung après l'autre, suyvnt l'ordre aussi que seront sortis de ladicte boîte, sans que aucun, comme dict est, se puisse bouger de la dicte place et celluy des troys qui aura plus de ballottes affirmatives sera déclaré pour premier consul.

Que si, ne se treuve que dix conseillers de la première main qui fussent habilles d'estre premier consul, ne seront tirés de la dicte boîte que jusques au nombre de neuf pour estre ballottés en la forme susdicte et les six qui auront plus de voix seront mis au sort, comme dessus, pour estre les troys qui sortiront les premiers ballottés et celuy qui aura plus de voix des dictz troys déclaré pour premier consul.

Que si, dans la dicte boîte, ne se pouvoit mettre de conseillers pour premier consul que jusques au nombre de neuf, ne seront tirés que huict billetz de la dicte boîte pour estre ballottés pour estre les six qui auront plus de voix tirés au sort et les troys qui sortiront les premiers ballottés comme dessus.

Que s'il n'y en avoit que huict n'en seront tirés que sept pour estre ballottés et les six qui auront plus de voix mis au sort et balloter comme dessus.

Que s'il n'y en avoit que sept en seront tirés six pour estre ballottés et les cinq qui auront plus de voix seront mis au sort et les troys ballottés comme dessus.

Que s'il n'y en avoit que six dans la dicte boîte en seront tirés que cinq et les quatre qui n'auront plus de ballottes affirmatives remis dans la dicte boîte pour estre les troys qui sortiront les premièrs ballottés l'ung après l'autre, comme dessus, et celuy qui aura plus de balottes affirmatives declairé pour premier consul.

Que s'il n'y en avoit que cinq ou quatre qui puissent entrer dans la dicte boîte en seront tirés troys pour estre balottés pour premier consul et celluy qui aura plus de ballottes affirmatives sera declairé et publié pour premier consul.

Que s'il n'y en avoit que troys seront mis au sort et les deux qui sortiront les premiers seront ballottés pour estre premier consul celluy qui aura plus de ballottes affirmatives.

Le mesme ordre et forme sera gardé en l'eslection du second et troisieme consul et assesseur où seroit en ce que regarde l'assesseur, c'est que s'il n'y en avoit que deux qui pussent estre assesseur, il n'y aura aulcun sort ou seroit pour l'escripture qui doit estre ballotté le premier suyvant le reglement fait en l'année mil six centz sept, ains seront ballottés tous deux et celluy qui aura plus de ballottes sera desclairé pour assesseur.

Laquelle lecture faicte et entendue par toutz les assistancetz et ayant chascun séparément porté son oppinion sur le faict du dict reglement approuvé, ratifié et confirmé par le dict conseil et a esté conclud de le garder et observer sellon son contenu et par toutes ballottes de l'approbative six de la negative exceptées, et pour cest effect sera mon dict seigneur Illustrissime et Reverendissime vice legat vouloir autorizer et confirmer le susdict reglement, ordonner et commander estre inviolablement et à perpetuité observé et ce toutes choses au contrere quelles que soyent nonobstant.

Monsieur Villardy et les autres docteurs susnommés tant à leurs noms que de messieurs de l'Université en ballottant ont protesté pour la forme au present reglement contenues ne soyt tirer aucune consequence pour aucunes aultres affaires requerant leurs protestations estre admises.

Auxquelles le dict sieur assesseur n'a consenti aucunes icelles retorquer en deube forme. Mon dict sieur le viguier a admis les dictes protestations de part et d'autre comme et en tant que droit.

Signé : COSME episcopus Carpentoractensis et vice legatus, GOLLIER.

Autorisation du dict règlement

Nous Cosme de Bardy des Comtes de Verone evesque de Carpentras, vice legat et gouverneur Général ès città et legation d'Avignon, après avoir leu, veu et considéré la teneur du règlement cy-dessus escript et inséré, accepté et conclud au conseil ordinaire de la dicte ville d'Avignon le dix-huictiesme décembre dernier touchant l'eslection des sieurs consulz et assesseur de la dicte ville et sur la supplication faicte de la part des sieurs consulz et assesseur modernes de la dicte ville, en execution du conseil tenu le dict jour dix huictiesme décembre, ensuite encores de la lettre sur ce à nous escripte par Monseigneur Illustrissime et Reverendissime cardinal Barberini legat en la dicte legation en date du trentiesme mars dernier, Avons approuvé, confirmé et autorisé, confirmons, approuvons et autorisons le dict règlement en tout son contenu par ces présentes.

Voulons et ordonnons et commandons icelluy à l'advenir, estre inviolablement et à perpetuité gardé et observé de point en point suyvant sa forme et teneur et qu'à ces fins. à l'eslection que doyt se fere des dictz consulz et assesseur la veille de Saint-Jehan Baptiste prochain l'on commance à garder et observer le dict règlement, le tout soubz peyne de nullité des eslections que ce feront au contraire toutz statutz, reglementz et autres choses fesant au contraire non obstant auxquelles chascune d'icelle avons dérogé et dérogeons par ces présentes.

Si avons commandé et commandons au sieur viguier, lieutenant ou autres qui presideront aux conseils des dictes eslections de fere observer et mettre à deube execution et entiere le present règlement soubz peyne de desobeissance.

Faict au Palais apostolicque d'Avignon, le cinquiesme may mil six centz vingt neuf.

Signé : COSMUS episcopus Carpentoractensis et vice legatus.

Ainsi ordonné par Monseigneur Illustrissime vice légat, escripvant moy notere et greffier criminel sousigné.

Signé : GOLLIER.

(Orig. Archiv. municipales d'Avignon, B B. Délibérations du conseil 1624-1631, f^{os} 230-233).

III

Lettres du cardinal Firrao, Secrétaire d'Etat à Rome,
prescrivant le maintien des 1^{re} et 2^{me} consuls pour une seconde année

(1736, 26 mai — 7 - 23 juin)

*Extrait des Registres de la Secrétairie d'Etat
de cette légation d'Avignon*

Molto illustre e Molto Reverendo Signore come fratello

Essendosi maturamente considerate e minutamente riferite alla Santità de Nostro-Signore, le istanze da codesti consoli d'Avignone promosse per conciliare la tranquillità a codesta città, come anche per provvedere all'indennità della medesima, la Santità sua posponendo tutte le maniere proposte, ha creduto più espediente di conservare l'antico costume, in cui costì si è vissuto di eleggere tre consoli con che però dove tutti tre ogn'anno erano soliti di rimuoversi coll'elezione di altri tre affatto novi, per l'avenire debba mantenersi per un altro anno nel possesso ed esercizio del consolato, uno delli vecchi consoli alternativamente, o della prima o della seconda classe, e che solamente il console della terza classe resti amovibile in ciascun anno perchè restando in tal guisa al governo uno de consoli vecchi ne verro per conseguenza che quello come ben informato delle cose ordinate nell'anno antecedente, potrà dar buon lume per mantenere le cose stabilite e per dar regola più sicura alle sopravveniente.

Vostra Signoria dunque, quando stimi che questa maniera non incontri alcuna difficoltà ragionevole come qui si spera, perchè non altera il modo fino ad ora tenuto per tal elezione, ma solamente provvede al miglior governo economico della città, potrà dargli esecuzione anche in occasione della prima elezione prossima, facendo restare nell'impiego il primo console dalli nobili eletto, che ha governato per tutto l'anno cadente e tra un anno facendo rinovare il primo farà che resti per l'anno susseguente il secondo console eletto dai mercanti, e così farà continuare l'alternativa tra li predetti due primo e secondo console senza punto alterare la consueta rinovazione del terzo che dagli dovrà eleggersi di nuovo in ciascun anno, e le auguro dal cielo vere felicità.

Roma, 26 Maggio 1736, Di Vostra Signoria comé fratello.

G. Cardinale FIRRAO, così sottoscritto
e più basso : Monsignore Vice Legato, Avignone.

Molto Illustre e molto Reverendo Signore come fratello.

Doppo che nel passato ordinario si scrisse a Vostra Signoria, quello che avra inteso circa al nuovo metodo che dovra tenersi costi in auvenire nel elezione da farsi ogn'anno, de nuovi consoli di cotesta citta, giunsero immediatamente dei ricorsi di varie persone zelanti di cotesta medesima citta, che si opponevano ad ogni cambiamento e innovazione che voglia farsi, dello stile tenuto fin ora per detta elezione, e siccome si e qui considerato che nell'ordinare a Vostra Signoria il detto cambiamento, si disse che ella poteva non eseguirlo quando alcuna difficulta rilevante vi si opponesse, cosi senza recedere dallo scritto si e fatto sapere alli ricorrenti di rapresentare a lei costi le ragioni che ostano al metodo e regolamento nuovo che si era ordinato, ella per tanto si contentera di sentirli per riferirsi in appresso tutto quello che stimerà che possa essere espediente di risolvere su questa materia, e le auguro dal cielo vere felicità.

Roma, 7 giugno 1736. Di Vostra Signoria comé fratello.

G. Cardinale FIRRAO, cosi sottoscritto
e piu basso : Monsignore Vice-legato d'Avignone.

L'an mil sept cent trente six et le vingtroisième jour du mois de Juin, Monseigneur Illustrissime et Reverendissime Vice-Legat d'Avignon, ayant veu et examiné les lettres cy devant enregistrées, a ordonné et ordonne attendu qu'on n'a pas eu le temps de dire les raisons relevantes, passé lequel il prendra ses résolutions, et que cependant Monsieur le premier consul continuera dans les fonctions de sa charge, et néanmoins on procédera ce jourd'huy à l'élection du second et troisième consul et de l'asseur à la manière ordinaire et suivant la forme des statuts et l'usage, derrogeant, decernant.

Philippe BONDELMONTI vice-Legat, ainsi signé.
Collationné, PINTAT secretaire d'Etat et archiviste.
MEGY, Greffier civil et criminel.

(Origin. Archives municipales d'Avignon, B B, D⁴libérations du conseil de ville 1730 - 1738, T. 40, fo 357).

IV

Ordonnance du vice-légat Aquaviva
prescrivant qu'à l'avenir chaque main élira son consul

Règlement pour l'élection consulaire

(17 juin 1750)

Pasqual Aquaviva d'Aragona des Comtes de Conversano, Pronotaire apostolique du nombre des participants Refferendaire de l'une et l'autre signature de notre Saint-Père le Pape, v. Légat et Gouverneur Général en cette ville et Légation d'Avignon et de tout le Comtat Venaissin et surIntendant Général des armes de sa Sainteté en cet Etat.

En conformité et en execution de l'oracle suprême de sa Sainteté et des ordres de la Sacrée Congrégation d'Avignon qui nous ont été manifestés par lettre de la Secretairie d'Etat de Rome en date du six may dernier cy-devant enregistrees rieres les actes des archives de ce palais, et contenant la nouvelle forme de procéder à l'élection de Mess^{rs} les Consuls et Assesseur de l'hotel de cette ville pour remedier aux inconveniens qui se sont introduits dans l'élection de M^{rs} les Consuls des mains respectives en se faisant à la pluralité des suffrages et pour les autres motifs enoncés dans Lad. Lettre.

Avons ordonné qu'à l'avenir l'élection de M^{rs} les Consuls et Assesseur ne se fera plus comme par le passé à la pluralité indistinctement des suffrages de tous les conseillers mais qu'au contraire chaque main desd^{ts} conseillers élira le Consul de sa main, de manière que tous ceux qui ont été légitimement élus conseillers de la première main, soit qu'ils soient du Conseil ordinaire soit qu'ils n'en soient pas, pourvu qu'ils ayent les qualités requises par les dispositions des Loys Statuts et réglemens eliront le premier Consul parmy les Conseillers ordinaires, en observant d'ailleurs la forme établie pour l'élection : La seconde main élira de même le second Consul et la troisième main élira aussi de même le troisième Consul.

Quant à l'élection de l'Assesseur comme c'est un Docteur qui par ses lumières est choisi pour assister de son conseil ces magistrats, sans derroger aux droits et prerogatives qui peuvent competer au corps de Mess^{rs} les Docteurs, que Nous Luy avons expressement reservé et reservons

Avons ordonné et ordonnons qu'il sera eleu par tous les Conseillers des trois mains et à la pluralité des suffrages.

Et considérant que les exemptions qui ont été cy devant accordées tant par la Sacrée Congrégation d'Avignon que par les Seig^{rs} v. Legats pro tempore ont réduit à un petit nombre les personnes qui composent les trois mains respectives, et principalement la première main et voulant y remédier en conformité et en execution de l'Oracle suprême de Sa Sainteté et des ordres de la Sacrée Congrégation, nous avons cassé et révoqué, cassons et révoquons toutes les exemptions qui ont été cy-devant accordées tant par la Sacrée Congrégation que par les Seig^{rs} v. Légats, Et en consequence nous avons ordonné et ordonnons que tous les Conseillers qui auront néanmoins les qualités requises et portées par la disposition du droit des Statuts et des Règlements seront tenus d'assister à tous les Conseils ordinaires et extraordinaires et auxquels ils doivent assister respectivement et particulièrement à ceux des élections consulaires, sans pouvoir s'en dispenser, sous quelque prétexte que ce soit, et nonobstant toutes exemptions et autres choses qui pourroient faire au contraire a quoy nous avons expressement derogé et dérogeons, sous les peines portées par la disposition des statuts de cette ville, rubr. 3, art. 3, encourables ipso facto après la déclaration qui en aura été faite par le Secret^{re} de la ville conformément au même article, chargeant M^{rs} les Consuls qui seront pour tems de faire exiger en la manière prescrite par lesd. statuts les d. amandes (*sic*) exactem^t et sans delay à peine d'en répondre en leur propre.

Voulant néanmoins avoir des egards pour les personnes qui par leur grand âge ou par raport à des infirmités habituelles ne sont pas en état d'assister régulièrement à tous les Conseils ordinaires et extraordinaires et qui sur ces motifs ont obtenu des exemptions *ad vitam* avons ordonné et ordonnons que telles personnes seront dispensées d'assister auxd. Conseils et exemptes de toutes charges municipales, mais qu'elles ne pourront sur lesd. motifs ni sous quelque autre prétexte se dispenser d'assister aux conseils de l'élection consulaire et des autres élections sans encourir les peines cy-dessus établies.

Et pour éviter la confusion qu'il pourroit y avoir si tous les Conseillers qui doivent assister à l'élection consulaire étoient convoqués à la même heure, nous avons ordonné et ordonnons que lesd. Conseillers seront convoqués à quatre différentes heures à la manière ordinaire.

Voulant et ordonnant que le present règlem^t soit mis à duë et entière execution, nous réservant néanmoins de pourvoir et de déroger aux prés^{tes} suivant les occurences des différents cas.

Et affin que la presente soit notoire à un chacun et que personne

n'en puisse pretendre cause d'ignorance, avons ordonné et ordonnons Icelle être publiée dans le premier Conseil de l'Hotel de Ville qui sera tenu et enregistrée dans le livre courant des délibérations voulant et ordonnant que tels publication et enregistrement ainsi fait servent de personnelle intimation, nonobstant tout ce qui peut faire au contraire, Derrogeant à cet effet à tous privilèges statuts règlements et autres choses et decernant pour l'execution de la presente toutes provisions en la meilleure et plus ample forme

Donné à Avignon au palais apostolique le quinze juin mil sept cent cinquante.

P. AQUAVIVA d'Aragona v. Legat ainsi signé.

(Orig. Arch. municipales d'Avignon, B B, Délibérations du conseil. — Inséré à la suite du procès-verbal de la séance du 16 juin 1750 — T. 43, p. 142)

V

Ordonnance du vice-légat Aquaviva
prescrivant qu'à l'avenir chaque main élira ses conseillers

(17 décembre 1750)

*Extrait des actes des archives du palais apostolique
de la Légation d'Avignon*

Pascal Aquaviva d'Aragona des Comtes de Conversano, Protonotaire apostolique du nombre des participants Refferendaire de l'une et l'autre signature de notre Saint-Père le Pape, v. Legat et Gouverneur Général en cette ville et Légation d'Avignon et de tout le Comtat Venaissin et surintendant Général des armes de Sa Sainteté en cet Etat.

En conformité et execution des nouveaux ordres que nous avons reçu de la Sacrée Congrégation d'Avignon qui nous ont été manifestés par lettre de la Secretairie d'Etat concernant l'élection de Messrs Les Conseillers de l'hotel de cette ville d'Avignon pour les mêmes motifs énoncés en notre Règlement en datte du quinze Juin dernier, que nous voulons être toujours exactement observé.

Nous avons ordonné et ordonnons que chaque main élira à l'avenir les Conseillers de sa main, en admettant au droit de suffrage tous ceux

qui ont été légitimement élus Conseillers de sa main respective, pourvu qu'ils ayent d'ailleurs les qualités requises par les Statuts et les réglemens.

Et comme les Docteurs sont inserés dans la seconde main sans avoir lad. pour laquelle ils n'ont jamais été balottés avons ordonné et ordonnons que les Docteurs s'assembleront seuls immédiatement après l'élection de Mess^{rs} les Conseillers de la première main, pour proceder à l'élection de deux Docteurs pour Conseillers, et qu'à cet effet il y aura une boette à part pour les Docteurs conseillers.

Qu'immédiatement après il sera procédé à l'élection de quatre conseillers de la seconde main, et c'est sans préjudice du droit que les Docteurs ont d'être proposés et receus dans la première main et le tout aussi sans préjudice à Mess^{rs} les second et troisième Consuls de la prestance qu'ils ont dans le consulat sur M^r l'assesseur.

Qu'après l'élection des Conseillers de la seconde main, la troisième main s'assemblera pour élire les Conseillers de la sienne nonobstant tout ce qui peut faire au contraire a quoy nous avons derogé et derrogeons.

Aavons ordonné et ordonnons que conformément à l'article de notre Règlement cy-dessus cité, tous les Conseillers qui auront néanmoins toutes les qualités requises portées par la disposition du droit des statuts et des Réglemens cy-dessus seront tenus d'assister aux Conseils ordinaires et extraordinaires des élections des Conseillers, sans pouvoir s'en dispenser sous quel pretexte que ce soit sous les mêmes peines portées par notre d. Règlement. Decernant pour l'exécution des présentes tous mandats et exécutions en la meilleure et plus ample forme.

Donné à Avignon au palais Apostolique le dix sept sept décembre mil sept cent cinquante.

P. AQUAVIVA d'Aragona v. Legat ainsi signé.

Collationné : JEREMIE Secrétaire d'Etat et archiviste,
ainsi signé audit extrait.

Protestation de Mess^{rs} les Consuls au sujet de Mess^{rs} les Docteurs

Messieurs les second et troisième Consuls tant à leur nom que de ceux de Mess^{rs} les Conseillers de la seconde et troisième main, de leurs adherants ou adherer voulants ayant sceu qu'on a convoqué Mess^{rs} les Docteurs pour procéder à l'élection de nouveaux Conseillers pour être en leur temps élus assesseurs disent qu'ils sont en possession de tout temps immémorable d'écrire les sujets qui doivent être balotés indif-

ferement Bourgeois et Docteurs, qu'on n'a jamais fait une main ni une boette particulière et qu'ils ont toujours été réunis dans la même une boette de la seconde main où sont les bourgeois et les Docteurs par ainsi protestent de la nulité de la convocation et élection qui pourroit s'ensuivre d'autant que c'est contre l'ordre et la coutume que Mess^{rs} les Docteurs soient écrits et balottés immédiatement après la première main et separement de la seconde, les trois consuls étant indivisibles et ne faisant qu'un ; du préjudice que cela peut porter à la seconde et troisième main, n'étant pas Mess^{rs} les Docteurs consuls mais orateurs de la Ville et de tout ce qu'ils peuvent et doivent protester et vous demandent à vous haut et puissant Seigneur Mons^r le Viguiier acte de la protestation qu'ils font se soumettant avec respect aux ordres de nos seigneurs supérieurs se reservant de se faire faire justice et de se pourvoir à qui de droit.

BOURSIER consul — BASTIDE consul,
ainsi signé.

(Inséré à la suite du procès-verbal de la séance du conseil du 17 décembre 1750 — Registres des délibérations, T. 43, p. 200).

VI

Critiques sur l'administration municipale

(17 juin 1776)

Extrait de la

Protestation de son Eminence Monseigneur le Cardinal Durini, Pro-Président et Pro-Légat d'Avignon et du Comté Venaissin, enregistrée dans les Actes de la Légation, le 17 Juin 1776, jour de son départ.

.....
En effet celle (l'administration) d'Avignon nous offre un Tableau de vices ruineux, que nous parcourrons rapidement.

Vices dans les délibérations, et ces délibérations, sont le ressort de toute l'action municipale ; on ne les expose que verbalement au Gouverneur, qui par conséquent ne peut ni les peser, ni les examiner, ni être assuré qu'elles ne seront pas changées ou altérées, lorsqu'on

les couchera par écrit. Vices dans les autorisations ; elles sont verbales, de sorte que le caractère principal qui légitime les actes du Conseil, dépenses, emprunts, réparations gratifications, etc., ne peut jamais être constaté. Vices dans la régie de biens communs : 1^o Biens patrimoniaux, comme cens, lods, maisons, etc. ; on n'adjudge point les premiers aux enchères, ainsi qu'on y est tenu, et qui par-là deviennent peu productifs, et au lieu de se défaire des seconds, lorsqu'on est forcé d'emprunter, on les conserve soigneusement, quoique les réparations en absorbent les revenus, ou les réduisent à presque rien ; tandis qu'on contracte des dettes, dont les intérêts se portent au quatre, ou au cinq pour cent ; 2^o Biens de concession, comme les indemnités accordées par Messieurs les Fermiers-Généraux de France, dont le principal usage est pour les réparations des chemins et l'acquit des dettes, et qu'on divertit à mille autres objets ; 3^o Biens d'octroi, comme les impositions sur la farine, sur le vin, sur les denrées, etc. et qui sont portées à un si haut point, que les objets de consommation sont devenus pour les Habitants de la plus grande cherté. Par une loi formelle, tous les biens communs doivent être adjugés à celui qui fait la condition meilleure. Cependant pour ce qui concerne l'entrée du vin, sous prétexte d'économie, on viole cette loi, on répand des cartes représentatives du droit, on les reçoit aux portes de la ville, et le résultat de ces cartes détermine le produit. Opération funeste, qui pour favoriser quelques propriétaires de vignes, diminue les revenus de la ville, qu'un bail à ferme augmenterait, gêne la circulation du vin, arrête l'abondance, et force les citoyens d'être mal et chèrement abreuvés. Ce n'est pas assez, comme on n'a que le délai de deux mois pour l'entrée du vin, les cartes qu'on accorde après ce délai, et dont le produit monte au moins à deux mille livres, entrent dans la partie appelée *minutis* ; l'on en rend un compte arbitraire, et la ville n'en est que trop souvent frustrée. Vices dans les emprunts, on les fait sans objet essentiel et nécessaire, sans pourvoir au remboursement, sans stipuler des termes fixes de paiement dans les actes, sans prendre les moyens de les acquitter, sans avoir une caisse d'amortissement : c'est ainsi que les dettes s'accumulent et parviennent à des sommes exorbitantes. Vices dans les constructions des chemins : l'on ne les répare presque jamais, on ne pense qu'à les reconstruire et à renouveler des dépenses énormes ; des baux d'entretien passés et renouvelés tous les six ans sauveraient la ville de ces frais ruineux. Vices dans les constructions des chaussées, qui ont déjà englouti des sommes immenses, et qui exigent de plus considérables encore. 1^o Ces constructions si coûteuses sont toutes à la charge de la ville, tandis que

par la sentence de l'Auditeur Sabatini, elle n'en doit supporter que la moitié, et que sur cette moitié les Seigneurs directs doivent contribuer relativement à leurs directes, et les concessionnaires de la ville proportionnellement à leurs concessions. Par quelle contrariété étonnante en 1666, le Conseil de cette communauté demandait-il avec tant d'empressement et de succès d'être soulagé dans ses dépenses, et que le Conseil actuel s'empresse de tout supporter, et de s'écraser sous le poids d'un fardeau dont les trois quarts lui sont absolument étrangers ? Il est inutile de dire ce que tout le monde devine. 2° Constructions arbitraires, faites sans enchères, sans adjudications, sans projet réfléchi, et contre la disposition des réglemens. 3° Mal dirigées ; les unes sont transversales, et s'opposent au cours de la Rivière ; les autres sont en éperons, et forment des entonnoirs, qui engouffrent les eaux et en déterminent les efforts sur nos rives ; les autres parcourent des lignes sinueuses peu favorables, et prosrites par les règles de l'art. 4° Mal construites ; un boulanger préside à l'ouvrage, sans devis de construction, sans plan figuratif, ainsi qu'il nous l'a confessé ; il contrôle les pierres qu'on emploie, sans être inspecté lui-même, et il les fait placer aux ouvriers selon qu'il le veut et l'entend, puisqu'il n'a point de projet sous les yeux. 5° Peu solides ; la superficie est en gros quartiers de pierres, pour tromper l'œil ; mais le dessous et le remplissage ne sont que de terre, comme la vérification que nous en avons fait faire nous l'a démontré. 6° Nuisibles, parcequ'elles sont plus offensives que défensives, qu'elles gênent et contrarient la direction de la rivière, et qu'elles en augmentent la violence et les ravages.

L'énumération de la plupart de ces abus peut s'appliquer à l'administration des autres Communautés.

.....

(Protestation insérée en deux langes : français et italien, à la fin du « *Code Durini* ou Recueil des Règlemens et ordonnances de son Excellence Monseigneur Ange-Marie Durini, des Comtes de Monza, Archevêque d'Ancyre, Président-Prolégat, Gouverneur-Général de la Ville d'Avignon et de tout le Comté Venaissin, et Surintendant-Général des Armes de Sa Sainteté en cet Etat. »

Avignon chez Jean-Joseph Niel, seul imprimeur de Sa Sainteté - 1776, (In-4° n° 3912, Bibliothèque d'Avignon).

VII

Etat des revenus, pensions et charges

1789 à

REVENUS			
La ferme-générale des anciennes et nouvelles impositions, y compris celles de Socquet évaluée 6035ci.....	liv. 147 000		
La ferme du droit de poids et de Sextier.....	9 005		
La ferme de la vendange de l'année 1789.....a..	5 605		
La ferme du collier de la même année	550		
La ferme des Balances... ..	720		
L'entrée du vin, année commune.....	12 000		
Les lods et censes, année commune	1 200		
Le droit de 30 sols grosse monnoie que la ville retire annuellement pour chaque muid de sel qu'on emplace dans le grenier, environ 250 liv. année commune	250		
Les rentes des maisons et greniers, loyer des bancs de la Poissonnerie et places des Herbieres, rente du pré de Casal et pensions dont l'exaction est confiée à M. Gerardin, suivant le détail qu'on trouvera ci-après	7 528	19	4
La pension de 321 liv. 5 ^s que font à la ville les quatre carrières des Juifs d'Avignon et de Comtat à chaque premier octobre, procédant de leur quotité dans les fournitures faites aux troupes du roi en 1747.....	321	5	
Les rentes que la ville retire des Etats de la province de Bretagne, payables par semestres, déduction faite des Retenues et de la Commission	7 181		
Les fermiers-généraux de France pour la portion qui concerne la ville dans les 230.000 liv. qu'ils payent annuellement pour le privilège de la vente exclusive du Tabac et prohibition de toiles peintes	94 750		
Les intérêts à raison de 4 p $\frac{c}{100}$ des sommes que la ville est en usage de prêter annuellement aux fermiers de la Boucherie, ou aux Bouchers, la Boucherie étant en liberté, montant pour l'année 1789 à	840		
NOTA. — Lorsque la Boucherie est affermée, les fermiers payent 207 ^s pour le loyer des bancs de la Boucherie, Tuerie et Triperie.	286 951	4	4

de la maison commune de la ville d'Avignon

1790

PENSIONS ET CHARGES

Pour les pensions que la ville supporte annuellement des fonds qu'elle doit en constitution de rentes à différens furs suivant l'état détaillé ci-après	liv. 122 007	10	11
Pour les paiements en tablelle suivant l'état détaillé qu'on trouvera ci-après, y compris les 8 000 liv. que la ville paye annuellement à la Révèrende-Chambre pour l'arrangement perpétuel du droit de poid et de sextier	23 583	13	4
Pour les paiements en mandats extraordinaires des dépenses fixes 45 537 liv. suivant l'état détaillé qu'on trouvera ci-après y compris, les 25 000 liv. pour le grand hôpital Ste-Marthe et 10 375 liv. pour la Maréchaussée, lesquelles deux sommes sont prélevées sur l'argent du tabac en vertu des ordres de Sa Sainteté, ci	45 537		
Pour les paiements des comptes et mémoires des marchands, ouvriers et fournisseurs, dont on ne peut déterminer le montant mais qu'on peut évaluer année commune à la somme de	10 000		
Pour les réparations et entretiens des chemins et du pavé des rues; menues dépenses de la Commune et autres frais dont on ne peut déterminer le montant et qu'on peut évaluer année commune à la somme de	12 000		
Pour les réparations sur les bords du Rhône et de la haute Durance, et pour la moitié concernant la ville de celles de la basse Durance évaluées année commune à la somme de	10 000		
Pour les novemniuns payables de neuf en neuf ans, et pour ceux réglés en paye annuelle qui ne sont pas compris dans la tablelle, revenant lesdits novemniuns à environ 300 liv. par an, ci	300		
RÉSULTAT	223 428	4	3
Les revenus montent à la somme de	286 951	4	5
Les pensions et charges à celle de	223 428	4	3
Partant les revenus excèdent les pensions et charges de .	63 523	0	1
Somme pareille	286 951	4	4

VIII

Confirmation d'Administrateurs provisoires

(24 février 1790)

Extrait des Registres de la Secrétairerie d'Etat de cette Légation d'Avignon

L'an mil sept cent quatre vingt dix et le vingt quatrième jour du mois de février, Monseigr L'Illust^{me} et Ex^{me} Vice-Légat d'Avignon, Etant informé que MM. D'Armand, Tempier, Clavel et Blanc ont été nommés pour l'Administration journalière et affaires courantes de La Comm^{te} de Cette Ville, en conformité de l'ordonnance de son Excellence en date du jour d'hier,

A approuvé et approuve lad^e nomination voulant qu'elle sorte son Effet, et ce par provision, et jusqu'à ce qu'autrement soit ordonné.

Derogants, Decernants.

Signé : Ph. CASONI V.-L.
ainsi à l'original.

Collationné : VIGNE, Secret^{re} d'Etat et Archiviste.

(Ordonnance manuscrite, ms. n° 2958, Bibliothèque d'Avignon.)

Vu : *Le Président de la thèse,*

Signé : M. MOYE.

Vu : Montpellier, 7 Juillet 1921

Le Doyen,

Signé : J. VALERY.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 7 Juillet 1921,

Le Recteur,

Signé : JULES COULET.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.....	I
PRÉFACE.....	I
INTRODUCTION. (Aperçu rapide sur Avignon avant la fin de son indépendance — Origine de ses privilèges — Ori- gine des villes consulaires et sources de ce régime)	3
CHAPITRE I. — LES ORIGINES DES INSTITUTIONS MUNICIPALES D'AVIGNON. — Aperçu historique des constitutions inté- rieures d'Avignon du XII ^e au XVIII ^e siècle — Statuts de 1154 — Statuts de 1246 — Conventions de 1251 — Sta- tuts de 1441 — Statuts de 1564 et éditions postérieures jusqu'à la dernière de 1698.....	7
CHAPITRE II. — LA REPRÉSENTATION DES CITOYENS.....	22
§ 1. Les classes sociales ou mains.....	22
§ 2. La modalité des élections.....	33
§ 3. Election des conseillers.....	39
§ 4. Election des consuls.....	45
§ 5. Le conseil ordinaire	51
§ 6. La députation du Clergé et de l'Université au conseil de ville	62
§ 7. Les assemblées consulaires	68
§ 8. Le conseil extraordinaire	71
CHAPITRE III. — L'ORGANISATION DES POUVOIRS MUNICIPAUX.....	76
§ 1. Le viguier.....	76
§ 2. La formalité du « Scyndicat ».....	95
§ 3. Les consuls.....	100
§ 4. L'assesseur.....	109
§ 5. Les officiers et le personnel de la ville.....	111
CHAPITRE IV. — LES FINANCES MUNICIPALES.....	121
§ 1. Les ordonnateurs.....	121
§ 2. Les comptables : trésorier général et trésoriers par- ticuliers	122
§ 3. Les auditeurs des comptes	125
§ 4. Le budget.....	127
§ 5. Les impôts.....	132
§ 6. Les privilèges et immunités du Clergé et de l'Univer- sité en matière fiscale	137
§ 7. Le privilège de régnicoles des avignonnais	142

	Pages
CHAPITRE V. — LE SORT DES INSTITUTIONS MUNICIPALES SOUS LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE. — Les doléances des cor- porations — La fin du consulat — La convocation géné- rale des citoyens de la ville — L'administration provi- soire — La nouvelle municipalité à la française — La ré- vocation par le Pape des règlements et ordonnances accordés par le vice-légat, et la mission de Celestini — La fuite de Casoni et la fin de l'ancien régime	146
APPENDICE. — (Note sur le régime municipal d'Avignon pendant l'occupation française (1768-1774)	164
CONCLUSION	166
PIÈCES JUSTIFICATIVES	169
I. — Forme de procédure à l'élection des officiers de la ville (12 juin 1608).....	169
II. — Règlement pour l'élection des consuls et assesseur (18 décembre 1628) et confirmation de ce règle- ment par le vice-légat	172
III. — Lettres (en italien) du cardinal Firrao, Secrétaire d'Etat à Rome prescrivant le maintien des 1 ^{er} et 2 ^e consuls pour une seconde année (26 mai, 7-23 juin 1736)	177
IV. — Ordonnance du vice-légat Aquaviva prescri- vant qu'à l'avenir, chaque main élira son consul (15 juin 1750).....	179
V. — Ordonnance du vice-légat Aquaviva prescrivant qu'à l'avenir, chaque main élira ses conseillers (15 décembre 1750)..... et protestation de Mess ^{rs} les consuls au sujet de Mess ^{rs} les docteurs.....	181 182
VI. — Critiques sur l'administration municipale d'Avi- gnon — Extrait de la protestation de son Emi- nence Monseigneur le Cardinal Durini, Pro-Pré- sident et Pro-Légat d'Avignon et du Comté- Venaissin, enregistrée dans les Actes de la Légation le 17 juin 1776, jour de son départ	183
VII. — Etat des revenus, pensions et charges de la Mai- son Commune de la ville d'Avignon (1789 à 1790). ..	186
VIII. — Confirmation d'Administrateurs provisoires (24 février 1790).....	188

